

COI Focus

CAMEROUN

La crise anglophone : situation sécuritaire

1^{er} octobre 2019 (mise à jour)

Cedoca

Langue de l'original : français

DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et il a été rédigé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

Table des matières

Liste des sigles	4
Introduction	6
1. Bref historique	8
2. Etat actuel du conflit	11
2.1. Evolution politique et sécuritaire	11
2.2. All Anglophone Conference.....	15
2.3. Dialogue national.....	16
2.4. Communauté internationale	17
2.4.1. Partenaires occidentaux	17
2.4.2. Partenaires régionaux	19
3. Acteurs du conflit	19
3.1. Forces armées camerounaises (FAC)	19
3.2. Anglophones fédéralistes	20
3.3. Entités politiques séparatistes	21
3.3.1. Conseil de gouvernement de l'Ambazonie (Ambazonia Governing Council, AGC).....	21
3.3.2. Gouvernement intérimaire de la République d'Ambazonie (Interim Government of the Federal Republic of Ambazonia, IG).....	22
3.4. Groupes séparatistes armés	22
3.4.1. Ambazonia Defence Forces (ADF)	24
3.4.2. Southern Cameroons Defence Forces (Socadef)	25
3.4.3. Manyu Tigers	26
3.4.4. Red Dragons	26
3.4.5. Autres groupes armés	26
3.5. Leaders de l'opposition en exil	27
4. Typologie de la violence	27
4.1. Nombre d'incidents	27
4.2. Nature des incidents	28
4.2.1. Affrontements armés	28
4.2.2. Arrestations	29
4.2.3. Violations des droits humains et impunité.....	30
4.2.4. Criminalité.....	35
5. Cibles de la violence	35
5.1. Cibles civiles	35
5.1.1. Civils ciblés par les séparatistes armés.....	36
5.1.2. Civils ciblés par les forces camerounaises	37
5.2. Forces de sécurité.....	38
5.3. Fonctionnaires et biens publics	39
5.3.1. Ecoles et enseignants.....	39
5.3.2. Autorités administratives	40
5.3.3. Entreprises publiques.....	40
5.4. Chefs traditionnels.....	40
5.5. Séparatistes.....	41
5.6. Presse et personnel de santé.....	41
5.6.1. Journalistes	41
5.6.2. Personnel de santé	41
6. Répartition géographique	42
6.1. Localisation de la violence.....	42
6.2. Visualisation sur carte géographique	43
7. Déplacements de population	44
7.1. Populations concernées	44
7.2. Régions de refuge.....	44
7.2.1. Déplacés internes	44

7.2.2. Déplacés au Nigeria	45
7.2.3. Visualisation sur cartes géographiques	46
7.3. Conditions de vie socio-économiques des réfugiés et déplacés	47
8. Impact de la violence sur la vie quotidienne	47
8.1. Impact économique	47
8.1.1. Agriculture	48
8.1.2. Commerce	48
8.1.3. Entreprises	49
8.2. Impact humanitaire	51
8.3. Accès aux services publics (éducation, services publics, soin)	51
8.3.1. Education	51
8.3.2. Administrations publiques	54
8.3.3. Soins de santé	54
8.4. Liberté de mouvement	54
8.4.1. Opérations villes mortes	55
8.4.2. Couvre-feu	55
8.4.3. Axes routiers	56
8.4.4. Aéroports	57
8.4.5. Accès à la zone francophone depuis la zone anglophone	57
8.4.6. Accès à la zone anglophone depuis la zone francophone	58
Résumé	60
Annexe	61
Bibliographie	62

Liste des sigles

ACAT	Action des chrétiens pour l'abolition de la torture
ACC	All Anglophone Conference
ACHPR	African Commission on Human and Peoples' Rights
ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
ADF	Ambazonia Defence Forces
AFVMC	Aide aux familles et victimes des migrations clandestines
AFP	Agence France-Presse
AMEF	Authentique Memorial Empowerment Foundation
AGC	Ambazonia Governing Council
AI	Amnesty International
ARA	Ambazonia Restoration Army
ARCC	Ambazonia Recognition Collaboration Council
BBC	British Broadcasting Corporation
BIR	Bataillon d'intervention rapide
BLI	Bataillon léger d'intervention
BRA	Banso Resistance Army
CACSC	Cameroon Anglophone Civil Society Consortium
CESA	Centre d'études stratégiques de l'Afrique
CDC	Cameroon Development Corporation
CHRDA	Centre for Human Rights and Democracy in Africa
CNDDR	Comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration
CRTV	Cameroon Radio Television
ENAM	Ecole nationale d'administration et de magistrature
FAC	Forces armées camerounaises
FIDH	Fédération internationale des ligues des droits de l'homme
GICAM	Groupement inter-patronal du Cameroun
GP	Garde présidentielle

HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
ICG	International Crisis Group
IRIN	Integrated Regional Information Networks
MDHC	Maison des droits de l’homme du Cameroun
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
ONG	Organisation non gouvernementale
RECODH	Réseau camerounais des organisations des droits de l’homme
RDPC	Rassemblement démocratique du peuple camerounais
REDHAC	Réseau de défenseurs des droits humains en Afrique centrale
RFI	Radio France internationale
SCACUF	Southern Cameroons Ambazonia Consortium United Front
SCDF	Southern Cameroons Defence Forces
SCNC	Southern Cameroons National Council
SCYL	Southern Cameroons Youth League
SDF	Social Democratic Front
SDN	Sociétés des Nations
SED	Secrétariat d’État à la défense
SNH	Société nationale des hydrocarbures
SOCADEF	Southern Cameroons Defence Forces
SONARA	Société nationale camerounaise de raffinage
UE	Union européenne
UCAC	Université catholique d’Afrique centrale

Introduction

L'objectif de la présente recherche consiste à dresser un état des lieux de la situation dans deux régions du Cameroun, à savoir le Sud-Ouest et le Nord-Ouest, secouées depuis octobre 2016 par ce que les observateurs nomment « la crise anglophone », c'est-à-dire un mouvement de contestation des populations anglophones s'étant mué au fil des mois en une situation d'insurrection avec des actions violentes menées par certains groupes sécessionnistes radicaux et des groupes armés, réprimés par les forces camerounaises. Ce document, qui constitue une mise à jour du COI Focus *La crise anglophone* daté du 23 avril 2018, porte en particulier sur les développements qui ont eu lieu entre avril 2018 et septembre 2019. La recherche documentaire a été clôturée le 16 septembre 2019.

L'analyse se compose de huit parties. Le premier chapitre revient sur le contexte général ayant vu émerger la crise anglophone. Le deuxième chapitre s'intéresse à l'évolution politique et sécuritaire de la situation depuis 2018. Le troisième chapitre décrit les acteurs principaux du conflit. La nature des violences qui frappent les deux régions anglophones est examinée dans une quatrième partie. Dans le cinquième chapitre, les cibles de la violence sont décrites, qu'elles soient civiles ou autres. La sixième partie présente la répartition géographique des violences. Le septième chapitre s'intéresse aux déplacements de population provoqués par le conflit, tant internes qu'externes. Enfin, la huitième partie fait le point sur l'impact de la violence sur la vie quotidienne.

Pour la rédaction de ce COI Focus, le Cedoca s'est appuyé sur des sources diverses, notamment sur des rapports de l'International Crisis Group (ICG), une organisation non gouvernementale (ONG) internationale impliquée dans la prévention et la résolution des conflits armés, et sur des études conduites par des centres de recherche comme le Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Les rapports d'ONG internationales comme Human Rights Watch (HRW), Amnesty International (AI) ont également servi de base à ce document. Le Cedoca a en outre consulté la presse internationale et locale. Enfin, les rapports et communiqués des institutions gouvernementales et des différents organes onusiens, figurent aussi parmi les sources de cette recherche.

Le Cedoca s'est par ailleurs informé auprès de personnes de contact. Maxime Bissay est le président de la Maison des droits de l'homme du Cameroun (MDHC) et le coordinateur de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT-Cameroun). L'ONG Authentique Mémorial Empowerment Foundation (AMEF) vient en aide aux déplacés internes de la crise dans la région du Sud-Ouest. Une personne issue du monde académique, trois sources issues de la société civile et une autre appartenant à une organisation internationale ont souhaité conserver l'anonymat.

La quantité d'incidents et de violations survenus au cours de la période couverte par ce document (opérations des forces de l'ordre ou des groupes séparatistes, arrestations, assassinats, attaques de groupes armés, etc.) ne permet pas au Cedoca de livrer un inventaire exhaustif des actes de violence recensés pendant la période étudiée.

Le présent COI Focus utilise des données chiffrées en provenance du Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), une organisation américaine à but non lucratif qui collecte, analyse et cartographie des informations sur les conflits armés. Ces données sont collectées par des chercheurs expérimentés qui font appel à un large éventail de sources d'information et d'organisations locales, régionales et internationales. Pour le Cameroun, il s'agit notamment de Camer.be, la British Broadcasting Corporation (BBC), Voice of America, l'Agence France-Presse (AFP), Mimi Mefo, Africa News, Bareta News, le Journal du Cameroun, Amnesty International (AI).

La base de données de l'ACLED est accessible au public depuis son site Internet. Elle est constamment mise à jour et complétée dès que de nouvelles informations (sur un incident déjà répertorié ou non)

sont disponibles¹. Dans ce COI Focus, le Cedoca reprend les chiffres présentés par l'ACLED aux dates du 4 mai 2019 et du 4 septembre 2019. L'inventaire de l'ACLED répertorie le type de violence, les acteurs impliqués, une description des incidents, le lieu des incidents et le nombre de morts². L'ACLED précise que les données collectées reflètent dans une certaine mesure les priorités des médias et des organisations, et qu'en conséquence une sous-estimation de la violence ne peut être exclue³.

Dans son *Codebook*, l'ACLED explique en détail la méthodologie utilisée pour l'enregistrement et la vérification permanente des données⁴. Compte tenu de cette méthodologie, de l'encodage et de l'importation de données, les chiffres fournis par l'ACLED doivent être considérés comme une estimation et comme un indicateur des tendances observées durant une période donnée en matière de violences.

Les conditions de sécurité au Cameroun font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place devaient se produire, le présent COI Focus serait mis à jour le plus rapidement possible.

¹ ACLED, *Coding review Process*, 10/04/2019, [url](#)

² ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, [url](#)

³ ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). Guide for Media Users*, 10/04/2019, [url](#)

⁴ ACLED, *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, [url](#)

1. Bref historique

La partie anglophone actuelle est constituée de deux des dix régions du Cameroun, à savoir le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. Ces régions rassemblent environ cinq millions d'habitants sur une population camerounaise de presque 25 millions⁵. Au niveau économique, il s'agit de deux régions prospères du Cameroun. La plus grande partie des habitants vivent de l'agriculture et sont connus pour leur esprit d'entreprise. Les deux régions entretiennent des relations commerciales étroites avec le Nigeria voisin⁶. L'essentiel du pétrole du Cameroun, qui représente un douzième de son produit intérieur brut, est exploité au large de la partie anglophone⁷. Le chef-lieu de la région du Sud-Ouest se situe à Buea, et celui de la région du Nord-Ouest à Bamenda, qui est la quatrième ville la plus peuplée du Cameroun⁸.



Carte du Cameroun⁹

La crise anglophone plonge ses racines dans l'époque coloniale. Le territoire correspondant grosso modo au Cameroun actuel devient un protectorat allemand en 1884 sous le nom de Kamerun. Celui-ci est placé sous la tutelle de la Société des Nations (SDN) au moment de la défaite allemande au

⁵ ICG, 02/08/2017, [url](#) ; CIA, 10/04/2019, [url](#)

⁶ GRIP (Berghezan G.), 04/04/2016, [url](#)

⁷ ICG, 02/08/2017, [url](#)

⁸ GRIP (Berghezan G.), 04/04/2016, [url](#)

⁹ ICG, 02/08/2017, [url](#)

terme de la première guerre mondiale. En 1916, la SDN confie ainsi l'administration du Cameroun à la France et au Royaume-Uni¹⁰.

Chacun des territoires administrés est façonné selon la culture du colonisateur avec comme conséquence des différences majeures de culture politique. Ainsi, dans la partie occidentale sous administration britannique (qui est gérée comme faisant partie du Nigeria, également sous domination du Royaume-Uni), l'anglais est parlé. Le modèle britannique sert de référence en ce qui concerne la justice où s'applique la *Common Law*, et il en va de même pour le système éducatif, la monnaie et les normes réglementant la vie sociale. La pratique du gouvernement indirect (*indirect rule*) permet le maintien des chefferies traditionnelles et favorise l'apparition d'une forme d'autogouvernement et d'un pluralisme politique¹¹.

Quant à la partie orientale francophone, elle est directement administrée par la France suivant le modèle assimilationniste. Le français est la langue officielle et les normes sociales, juridiques et politiques de la métropole façonnent un projet centraliste qui caractérisera également celui des gouvernements d'après l'indépendance. De manière générale, la partie francophone est moins avancée sur le plan démocratique¹².

La partie francophone obtient l'indépendance le 1^{er} janvier 1960 pour devenir la République du Cameroun. Dans la partie britannique, qui est constituée du Southern Cameroon et du Northern Cameroon, les Nations unies organisent un référendum le 11 février 1961. Celui-ci propose deux options : le rattachement au Nigeria ou la réunification avec la République du Cameroun, excluant donc la possibilité de l'indépendance. Le Northern Cameroon choisit de se rattacher au Nigeria, alors que le Southern Cameroon opte pour la réunification avec la République du Cameroun¹³.

En 1961, les représentants du Southern Cameroon et le président de la République du Cameroun, Amadou Ahidjo, se retrouvent à Foumban (Cameroun) pour négocier les modalités de la réunification. Mais certains anglophones considèrent toujours à l'heure actuelle que les clauses stipulant une fédération égalitaire de l'accord conclu à cette occasion n'ont pas été respectées par Yaoundé¹⁴. Après la réunification, Ahidjo impose en effet une Constitution qui accorde de larges compétences à l'exécutif de l'Etat fédéral au détriment des deux Etats fédérés (le Cameroun occidental et le Cameroun oriental). Il s'applique également à contrôler le Cameroun occidental en usant de la répression et en exploitant les divisions entre anglophones¹⁵.

Ahidjo accentue progressivement la centralisation, allant jusqu'à supprimer le fédéralisme en 1972, lorsqu'à la suite d'un référendum le Cameroun devient la République unie du Cameroun¹⁶. Selon un rapport de l'ICG sur la crise anglophone datant de 2017 :

« La légalité de cette abrogation demeure contestée par les Anglophones car la Constitution de 1961 ne prévoit pas de changement de la forme de l'Etat et n'envisage la révision de la Constitution que par voie parlementaire. Les militants anglophones estiment aussi que le référendum n'aurait pas dû être organisé au niveau national mais seulement au Cameroun occidental qui avait le plus à perdre »¹⁷.

Lorsque Paul Biya succède à Ahidjo en 1982, il renforce encore la tendance du centralisme. En 1983, il divise la région anglophone en deux : le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. L'année suivante, il modifie

¹⁰ GRIP (Berghezan G.), 04/04/2016, [url](#)

¹¹ ICG, 02/08/2017,

¹² ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹³ ICG, 25/05/2010, [url](#) ; GRIP (Berghezan G.), 04/04/2016, [url](#) ; ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹⁴ ICG, 25/05/2010, [url](#)

¹⁵ ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹⁶ Le Monde (Kouagheu J.), 03/01/2017, [url](#)

¹⁷ ICG, 02/08/2017, [url](#)

l'appellation officielle du pays qui devient la République du Cameroun, reprenant ainsi le nom de l'ancienne partie francophone, et il supprime la deuxième étoile sur le drapeau, qui représentait la partie anglophone¹⁸.

Face à la volonté d'assimilation de Yaoundé, la colère des anglophones se cristallise autour de questions telles que l'économie et l'éducation. Selon un rapport d'ICG de 2010, les plaintes de la minorité anglophone sont justifiées à de nombreux égards. En ce qui concerne l'éducation par exemple, « le gouvernement ne s'est pas montré attentif aux traditions anglophones, alors que [...] les Anglophones sont constamment désavantagés car contraints de rejoindre le système francophone à mesure qu'ils se rapprochent du niveau universitaire »¹⁹. Cependant, d'après le même rapport, la supposée marginalisation économique n'est pas si évidente, car « beaucoup parmi l'élite anglophone occupent de hauts postes dans la fonction publique de Yaoundé. Le Cameroun anglophone n'est pas plus économiquement défavorisé que d'autres régions du pays, en particulier le Nord et l'Est »²⁰.

Lorsque le multipartisme est restauré dans les années 1990, l'espoir des anglophones de voir leurs préoccupations prises en compte est renouvelé. Le 26 mai 1990, le Social Democratic Front (SDF), un parti d'opposition à vocation nationale mais avec une forte composante anglophone est créé à Bamenda puis élargit son influence dans la zone anglophone d'abord et dans les provinces francophones ensuite. Ce parti prône le fédéralisme et il passe tout près de la victoire lors de l'élection présidentielle de 1992²¹.

Dans la perspective de la révision de la Constitution pour l'adapter au multipartisme, les anglophones créent la All Anglophone Conference (AAC) en 1993 et réclament le retour au fédéralisme. Cette orientation est rejetée au profit de la décentralisation. La position du SDF à cette occasion, qui propose, face à l'opposition des francophones au fédéralisme à deux Etats, un fédéralisme à quatre Etats, n'est pas acceptée par certains militants anglophones. Ceux-ci se regroupent dès 1995 dans des mouvements appelant à la sécession. Le plus connu est le Southern Cameroons National Council (SCNC), dont la frange jeune, le Southern Cameroons Youth League (SCYL), a recours à l'action violente à petite échelle²².

Après l'âge d'or des années 1990, la contestation anglophone s'effrite. L'élan sur le terrain est perdu, et seule la diaspora anglophone à l'étranger reste active, avec des plaidoyers auprès de la communauté internationale en faveur de la sécession. Les militants du SCNC continuent toutefois à organiser des protestations dans les régions anglophones chaque 1^{er} octobre et sont à l'origine de quelques actions spectaculaires mais symboliques, comme la proclamation en 1999 et en 2009 de l'indépendance de l'Ambazonia Republic, désignation par les sécessionnistes de leur Etat autoproclamé²³.

Au-delà du sort de mouvements particuliers, l'insatisfaction demeure et le problème de la minorité anglophone reste latent. Même si parmi les Camerounais, les relations entre les deux communautés sont généralement bonnes, les griefs spécifiques des anglophones, qui attendent que leur spécificité historique et culturelle soit prise en compte par le gouvernement central, sont généralement peu ou mal compris par les francophones²⁴.

Selon l'auteur du rapport d'ICG sur le Cameroun datant de 2010 :

« au sein des élites, Francophones comme Anglophones ont des comportements qui favorisent la polarisation. Les mouvements anglophones exagèrent les différences pour mobiliser autour de leur

¹⁸ ICG, 02/08/2017, [url](#)

¹⁹ ICG, 25/05/2010, [url](#)

²⁰ ICG, 25/05/2010, [url](#)

²¹ ICG, 25/05/2010, [url](#) ; ICG, 02/08/2017, [url](#)

²² ICG, 25/05/2010, [url](#) ; ICG, 02/08/2017, [url](#)

²³ ICG, 25/05/2010, [url](#) ; ICG, 02/08/2017, [url](#)

²⁴ ICG, 25/05/2010, [url](#)

cause [...]. Les Francophones continuent de voir la question en termes d'assimilation, et estiment que fournir aux Anglophones des occasions de s'intégrer à la vie publique dominée par les Francophones est un acte de générosité »²⁵.

Cette polarisation va conduire à la crise que l'on connaît depuis octobre 2016, qui constitue une résurgence d'un problème qui s'est manifesté tout au long de l'histoire du Cameroun indépendant.

2. Etat actuel du conflit

2.1. Evolution politique et sécuritaire

Plusieurs sources telles que l'International Crisis Group (ICG), le Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), Amnesty International (AI), Human Rights Watch (HRW) et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, OCHA) s'accordent pour dire qu'à partir de la seconde moitié de l'année 2018, la situation sécuritaire s'est dégradée et que la violence est devenue endémique dans les deux régions anglophones du Cameroun²⁶. Les séparatistes prennent de plus en plus pour cibles les forces de sécurité, les autorités publiques, les écoles et les politiciens pro-régime²⁷. La réponse de l'armée camerounaise est violente. Les forces de sécurité mènent de multiples opérations militaires, luttant village par village contre les séparatistes, causant des exactions, de lourds dégâts matériels et entravant gravement les activités économiques²⁸. Les civils se retrouvent plus souvent pris à partie au milieu des deux belligérants principaux²⁹.

Selon ACLED, au second trimestre de l'année 2018, 239 décès (toutes cibles confondues) ont été signalés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, contre seulement 86 dans la région dans l'Extrême-Nord où sévit Boko Haram, ce qui fait des régions anglophones la principale préoccupation politique au Cameroun³⁰.

Dans ce contexte, en juin 2018, le gouvernement camerounais lance un plan d'assistance humanitaire (*The Government emergency humanitarian assistance plan in the North-West and South-West regions 2018-2019*) aux populations touchées par le conflit. Ce plan prévoit notamment une assistance humanitaire d'urgence aux populations dans le besoin, la réinsertion socioéconomique des populations affectées et la réhabilitation des infrastructures détruites³¹. Toutefois, selon le Réseau camerounais des organisations des droits de l'homme (RECODH), l'opposition conteste ces mesures parce qu'elles n'apportent pas de solution durable aux causes du conflit³².

En septembre 2018, plusieurs sources notent que la crise a pris un tournant encore plus préoccupant dès lors que les populations sont soumises à la violence tant de l'État que des groupes rebelles dans les régions anglophones³³. Ainsi, selon ACLED, septembre 2018 est un mois très violent au cours duquel les opérations du gouvernement contre les séparatistes dans les régions anglophones

²⁵ ICG, 25/05/2010, [url](#)

²⁶ AI, 12/06/2018, [url](#) ; ACLED, 25/06/2018, [url](#) ; OCHA, 01/2019, p. 30, [url](#) ; RFI, 02/01/2019, [url](#) ; HRW, 17/01/2019, [url](#) ; ICG, 04/2018, [url](#) ; ICG, 06/2018, [url](#) ; ICG, 07/2018, [url](#) ; ICG, 02/05/2019, p. 2, [url](#)

²⁷ Journal du Cameroun, 19/06/2018, [url](#) ; AI, 12/06/2018, [url](#)

²⁸ ACLED, 25/06/2018, [url](#) ; HRW, 17/01/2019, [url](#) ; AI, 12/06/2018, [url](#)

²⁹ AI, 12/06/2018, [url](#)

³⁰ ACLED, 21/07/2018, [url](#)

³¹ Gouvernement du Cameroun, 20/06/2018, [url](#)

³² RECODH, 20/07/2018, [url](#)

³³ ACLED, 21/09/2018, [url](#) ; ICG, 17/09/2018, [url](#) ; AI, 18/09/2018, [url](#) ; ICG, 09/2018, [url](#)

s'accompagnent d'un ciblage accru des civils par l'État³⁴. Par ailleurs, AI considère que « les attaques violentes contre des citoyens ordinaires et les forces de sécurité démontrent à quel point la situation se dégrade dans les régions anglophones du Cameroun »³⁵. De la même manière, Samira Daoud, directrice régionale adjointe pour l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest à AI déclare en septembre 2018 que « la situation dans les régions anglophones du Cameroun devient de plus en plus désespérée ; nul n'est épargné par les violences qui échappent à tout contrôle »³⁶. A la même période, ICG observe que, en plus d'une dizaine de groupes armés séparatistes, des milices pro-gouvernementales se forment, de même que des factions purement criminelles³⁷.

Selon l'ICG, le niveau de la violence a fait un bond significatif la semaine du 1^{er} octobre 2018, date qui marque la commémoration de la réunification du Cameroun sous mandat français et du Cameroun britannique³⁸. ICG constate qu'à l'approche de l'élection présidentielle d'octobre 2018, « les antagonismes communautaires s'aggravent » non seulement dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest mais également dans le reste du pays³⁹. Selon l'organisation :

« A l'approche du scrutin, la tension s'accroît et le pouvoir se radicalise, en privilégiant la répression et en évoquant un complot international face aux revendications sociales et politiques. De nouveaux mouvements tentent de se former à travers le pays. Encore embryonnaires, ils rejettent le processus électoral et certains appellent à une insurrection populaire pour renverser le président de la République Paul Biya »⁴⁰.

D'après ACLED, le 7 octobre 2018, des combats entre le gouvernement et les séparatistes ont perturbé l'élection présidentielle. De même, la publication tardive des résultats a engendré des tensions politiques⁴¹. ICG indique également que les séparatistes ont attaqué les forces de sécurité autour du bureau de vote à Bamunka-Ndop et ont échangé des coups de feu avec l'armée à Bamenda, dans le Nord-Ouest. Toutefois, ICG considère que les renforts militaires ainsi que les restrictions imposées par le gouvernement et les séparatistes à la liberté de mouvement et aux rassemblements publics ont permis de contenir la violence le jour du scrutin⁴².

Dans un rapport publié en mars 2019, HRW relève que cette violence s'est poursuivie voire intensifiée dans le contexte post-électoral, depuis la réélection de Paul Biya en octobre 2018. Cette dernière a coïncidé avec le lancement, par les forces camerounaises, d'opérations de sécurisation du territoire de grande importance et de leur côté, les séparatistes ont également entrepris plusieurs attaques. Cela a entraîné une augmentation des exactions commises de part et d'autre⁴³.

Le graphique ci-dessous illustre la proportion de cibles civiles imputée d'une part aux anglophones séparatistes et d'autre part aux forces camerounaises entre janvier et octobre 2018.

³⁴ ACLED, 09/10/2018, [url](#)

³⁵ AI, 18/09/2018, [url](#)

³⁶ AI, 18/09/2018, [url](#)

³⁷ ICG, 17/09/2018, [url](#)

³⁸ ICG, 03/10/2018, [url](#)

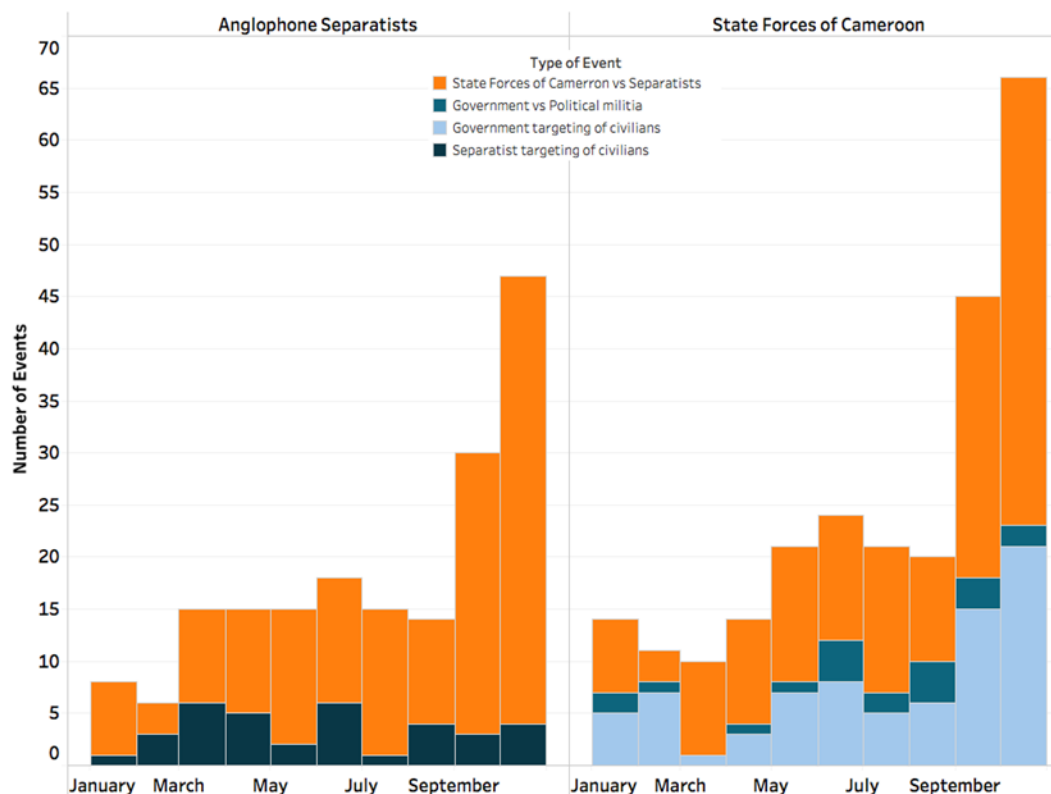
³⁹ ICG, 03/10/2018, [url](#)

⁴⁰ ICG, 03/10/2018, [url](#)

⁴¹ ACLED, 16/10/2018, [url](#)

⁴² ICG, 10/2018, [url](#)

⁴³ HRW, 28/03/2019, [url](#)



Événements violents impliquant le gouvernement camerounais et les séparatistes anglophones dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest (1^{er} janvier 2018 – 31 octobre 2018)⁴⁴

Le 6 novembre 2018, Paul Biya prête serment à l'Assemblée nationale pour son septième mandat de président. À l'occasion de son discours d'investiture, il affiche sa « détermination » face aux sécessionnistes des régions anglophones dans les termes suivants :

« [d]ans nos régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, des forces négatives ont cru pouvoir profiter de revendications d'ordre corporatiste pour essayer de mettre en œuvre un projet de sécession. Il s'en est suivi une succession d'actes de violence terroriste auxquels le gouvernement a répondu en prenant des mesures nécessaires pour préserver l'ordre public, ainsi que la sécurité des citoyens et de leurs biens. (...) À ces entrepreneurs de guerre, qui mettent à mal notre unité nationale et prônent la sécession, il faut qu'ils sachent qu'ils se heurteront non seulement à la rigueur de la loi, mais aussi à la détermination de nos forces de défense et de sécurité. Je leur lance un appel à déposer les armes et à retrouver le droit chemin »⁴⁵.

À la suite de ce discours, le 30 novembre 2018, le gouvernement camerounais lance un programme national de désarmement dans les zones en conflit du Cameroun, soit l'Extrême Nord et les régions anglophones. Par décret, Paul Biya crée le Comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration (CNDDR)⁴⁶. L'ambition du CNDDR est « d'accueillir et de désarmer les ex-combattants du groupe islamiste Boko Haram qui opéraient dans l'Extrême-Nord du pays et les groupes armés des

⁴⁴ ACLED, 08/11/2018, [url](#)

⁴⁵ Jeune Afrique (Foute F.), 06/11/2018, [url](#)

⁴⁶ Jeune Afrique, 01/12/2018, [url](#) ; Jeune Afrique (Olivier M.), 13/12/2018, [url](#) ; Jeune Afrique (Foute F.), 05/12/2018, [url](#)

régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ; de collecter leurs armes, et d'aider à leur réinsertion dans la vie civile »⁴⁷.

D'après les données d'ACLED et d'ICG, après un pic de violence en septembre et octobre, les combats entre les forces gouvernementales et les séparatistes armés se sont poursuivis à un rythme plus lent en décembre 2018⁴⁸.

A la mi-décembre 2018, le gouvernement camerounais prend la décision d'arrêter les poursuites et de libérer 289 détenus anglophones⁴⁹. Suite à cette décision, plusieurs ONG se sont exprimées. Ainsi, ICG tient les propos suivants :

« [i]t remains unclear whether this signals a genuine change of heart by the government, which has appeared determined to crush insurgents rather than address Anglophone concerns. Nor is it clear whether the release can, on its own, persuade hard-line separatists to talk rather than fight. Without meaningful, mutual compromise, Cameroon is in danger of sliding toward a major and destabilising conflict »⁵⁰.

AI accueille positivement la mesure prise et fait le constat que des centaines de personnes, dont des dirigeants séparatistes, sont toujours détenues⁵¹. De même, dans un article de RFI, Philippe Nanga, coordinateur de l'ONG de promotion des droits de l'homme Un Monde Avenir, s'exprime sur cette mesure présidentielle en ces termes :

« Cela permettait à quelques personnes de retrouver enfin la liberté, ce qui n'est pas une mauvaise chose du tout mais nous avons été renforcés dans notre observation regrettable que le gouvernement n'a pas du tout l'intention de trouver une solution à un problème qui perdure depuis deux ans. Nous sommes restés confrontés à l'idée que l'emprisonnement restait l'option choisie par le gouvernement du Cameroun, notamment dans le cas de la crise anglophone. Cette mesure pour nous était un saupoudrage »⁵².

Fin 2018, ICG affirme ce qui suit : « [a] crisis in Cameroon's Anglophone areas is on the verge of escalating into civil war and destabilising a country that was once considered an island of relative calm in a troubled region »⁵³.

En janvier 2019, plusieurs sources considèrent que les combats se sont intensifiés après que le président Biya a annoncé, dans son discours à l'occasion du nouvel an, vouloir neutraliser les séparatistes⁵⁴.

Un rapport de l'OCHA sur la situation dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest constate que les tensions ont été fortes en février 2019. Une période de dix jours de « lockdown » a été imposée du 4 au 14 février 2019 par les séparatistes, contraignant les populations des régions anglophones à une interdiction de mouvement similaire à celle des lundis de « ville morte »⁵⁵.

En mars 2019, les sources consultées font état d'une situation de violence imprévisible, avec des affrontements armés entre les forces gouvernementales et les groupes armés, des enlèvements, des fusillades et des destructions de biens⁵⁶.

⁴⁷ BBC, 01/12/2018, [url](#) ; CRTV, s.d., [url](#)

⁴⁸ ACLED, 08/01/2019, [url](#) ; ICG, 01/2019, [url](#)

⁴⁹ RFI, 17/12/2018, [url](#)

⁵⁰ ICG, 28/12/2018, [url](#)

⁵¹ AI, 15/12/2018, [url](#)

⁵² RFI, 17/12/2018, [url](#)

⁵³ ICG, 28/12/2018, [url](#)

⁵⁴ ACLED, 08/01/2019, [url](#) ; Jeune Afrique (Olivier M.), 13/12/2018, [url](#) ; ICG, 01/2019, [url](#)

⁵⁵ OCHA, 21/02/2019, [url](#)

⁵⁶ UNHCR, 03/2019, [url](#)

En avril 2019, ICG estime que la crise anglophone ne cesse de se détériorer⁵⁷. Le 18 avril 2019, une résolution du Parlement européen « déplore le manque de volonté des deux parties au conflit à s'engager dans des pourparlers de paix », appelle le gouvernement camerounais à démarrer un discours inclusif et invite l'Union européenne à soutenir ce processus. En l'absence de progrès, le Parlement européen considère que « la crise au Cameroun devra être portée à l'attention du Conseil de sécurité des Nations unies »⁵⁸.

En juin 2019, ICG note que la violence dans l'Ouest du Cameroun s'intensifie et que les forces gouvernementales poursuivent leurs actions pour écraser l'insurrection des séparatistes anglophones dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest⁵⁹.

Au cours de l'été 2019, les autorités camerounaises ont mis en place une campagne « back-to-school » visant à ramener les enfants sur les bancs des écoles⁶⁰. Un article du Guardian du 3 septembre 2019 explique que les directeurs d'établissement sont pris entre les exigences du gouvernement d'ouvrir les écoles et les menaces des séparatistes qui veulent les maintenir fermées. La question de savoir s'ils doivent appuyer la campagne « back-to-school » a divisé les séparatistes anglophones et les chefs de file de la contestation. Certains qui ont été à l'origine du boycott des écoles prônent aujourd'hui sa fin, affirmant que la longue interruption dans l'éducation a marginalisé davantage les régions anglophones. Ainsi, Mancho Bibixy, un des leaders de la contestation s'est exprimé en ces termes : « [t]he protest was to improve what we had, not to destroy the little we had »⁶¹.

Selon une source issue de la société civile, qui a requis l'anonymat pour des raisons de sécurité, contactée par courrier électronique le 9 septembre 2019, la situation au Cameroun anglophone s'est stabilisée entre le mois de juin et le mois d'août 2019, puis s'est fortement détériorée à partir du 20 août 2019⁶². En effet, la situation s'est enflammée après que, le 20 août 2019, Julius Ayuk Tabe, le dirigeant des séparatistes anglophones, et ses neuf coaccusés ont été condamnés à la prison à perpétuité par le tribunal militaire de Yaoundé, notamment pour terrorisme et sécession⁶³.

À la suite de cette condamnation, ICG exprime sa crainte que la situation au Cameroun anglophone ne se détériore encore en provoquant de nouveaux affrontements dans les zones anglophones⁶⁴. En protestation à ce jugement, les sécessionnistes annoncent une nouvelle opération de « lockdown » afin de boycotter la rentrée scolaire. Initialement prévue pour le 26 août et pour une durée de trois semaines, cette opération de villes mortes est finalement ramenée du 2 au 16 septembre 2019⁶⁵. De nombreux départs vers la zone francophone de populations craignant les contraintes imposées par ce blocus sont observés à partir du 26 août 2019⁶⁶.

Selon ICG, une intensification de la violence par les séparatistes dans le but d'imposer le « lockdown » programmé est envisageable en septembre 2019⁶⁷.

2.2. All Anglophone Conference

La conférence générale anglophone (All Anglophone Conference) est une initiative du cardinal Christian Tumi soutenu par trois autres religieux camerounais (l'imam Tukur Mohammed Adamu de la mosquée

⁵⁷ ICG, 04/2019, [url](#)

⁵⁸ Parlement européen, 18/04/2019, [url](#)

⁵⁹ ICG, 06/2019, [url](#)

⁶⁰ The Guardian (Maclean R.), 03/09/2019, [url](#)

⁶¹ The Guardian (Maclean R.), 03/09/2019, [url](#)

⁶² Source issue de la société civile ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 10/09/2019

⁶³ RFI, 20/08/2019, [url](#)

⁶⁴ ICG, 08/2019, [url](#)

⁶⁵ Jeune Afrique (Foute F.), 30/08/2019, [url](#)

⁶⁶ Jeune Afrique (Foute F.), 26/08/2019, [url](#); RFI, 27/08/2019, [url](#)

⁶⁷ ICG, 08/2019, [url](#)

centrale de Bamenda, l'imam Alhadji Mohammed Aboubakar de la mosquée centrale de Buéa et le pasteur Babila George Fochang, rapporteur de l'Assemblée presbytérienne du Cameroun)⁶⁸. L'objectif de ces leaders religieux est de se poser en facilitateurs entre les sécessionnistes et le gouvernement en vue de trouver une solution durable à la crise⁶⁹. Selon ICG, la tenue d'une telle conférence anglophone peut constituer une étape décisive dans le règlement de la crise anglophone⁷⁰ car elle peut permettre aux anglophones de fixer une position commune et les questions à examiner lors d'un éventuel dialogue national. De même, d'après ICG, c'est l'occasion pour les anglophones de choisir qui les y représenterait de façon légitime⁷¹. Pourtant, dès la naissance du projet, des difficultés empêchent la conférence de voir le jour. Le projet suscite des réticences au sein du gouvernement et parmi les leaders de la mouvance séparatiste, alors que la majorité des populations anglophones, les dirigeants de la mouvance fédéraliste, les partisans de la décentralisation et les figures de la société civile y semblent favorables⁷². En outre, certains considèrent que le cardinal Tumi présenterait une tendance fédéraliste, d'autres qu'il serait sous la coupe du pouvoir central de Yaoundé et d'autres encore estiment qu'organiser un dialogue national sans les acteurs principaux de la crise n'a aucune légitimité⁷³. Selon ICG, le gouvernement n'est pas disposé à ce stade à permettre aux anglophones de la diaspora, y compris des séparatistes, de rentrer au Cameroun sans craindre une arrestation, et à libérer des détenus anglophones qui jouissent d'un réel poids politique et représentent une menace sécuritaire. Or, il n'est pas possible d'organiser un dialogue sans la présence des séparatistes⁷⁴. Par ailleurs, ICG relève que les séparatistes eux-mêmes se montrent opposés au projet de conférence en raison notamment des pertes qu'ils infligent aux forces de défense et de sécurité camerounaises⁷⁵.

Initialement prévue en août 2018, la All Anglophone Conference a d'abord été reportée par les organisateurs en novembre 2018⁷⁶, puis à mars 2019. Finalement, elle a été ajournée sine die⁷⁷.

2.3. Dialogue national

De nombreux observateurs et analystes du conflit, dont ICG, préconisent la mise en place d'un dialogue national. ICG décrit ce dialogue national comme :

« l'occasion de réfléchir à la forme de l'Etat (fédéralisme ou décentralisation); à une meilleure représentation des anglophones dans la gouvernance économique, politique et culturelle du Cameroun; à une plus grande autonomie pour les régions anglophones dans certains secteurs, tels que le droit et l'éducation; et de rectifier certaines injustices et discriminations historiques »⁷⁸.

D'après ICG, au dialogue national, le pouvoir en place a préféré la réponse militaire. Pour ICG, à la suite de sa réélection en octobre 2018, Paul Biya conserve la stratégie adoptée jusque-là : casser les principaux mouvements sociaux et isoler les leaders les plus virulents⁷⁹.

L'ultimatum lancé par Paul Biya le 31 décembre 2018 à l'occasion d'un discours à la nation démontre son absence de volonté de mener le pays vers un dialogue : « Si l'appel à déposer les armes que j'ai

⁶⁸ Cameroon-report.com, 19/11/2018, [url](#)

⁶⁹ Intégration, 27/11/2018, [url](#)

⁷⁰ ICG, 17/09/2018, [url](#)

⁷¹ ICG, 03/10/2018, [url](#)

⁷² ICG, 17/09/2018, [url](#)

⁷³ Cameroon Blog (Foumane A.), 27/07/2018, [url](#)

⁷⁴ ICG, 17/09/2018, [url](#)

⁷⁵ ICG, 17/09/2018, [url](#)

⁷⁶ Journal du Cameroun, 11/08/2018, [url](#)

⁷⁷ ICG, 02/05/2019, p. 16, [url](#)

⁷⁸ ICG, 03/10/2018, [url](#)

⁷⁹ ICG, 03/10/2018, [url](#)

lancé aux entrepreneurs de guerre reste sans réponse, les forces de défense et de sécurité recevront instruction de les neutraliser»⁸⁰. Le président Biya a également ajouté :

« Dans un esprit de concorde nationale, j'ai décidé, pour éviter le recours à des mesures extrêmes, de créer un 'Comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration'. Cet organisme, placé sous l'autorité du Premier Ministre, aura pour mission d'organiser, d'encadrer et de gérer le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants de Boko Haram et des groupes armés du Nord-Ouest et du Sud-Ouest désireux de répondre favorablement à l'offre de paix qui leur a été faite. Cette initiative, je le souligne, offre une porte de sortie honorable à ces ex-combattants ainsi qu'une perspective de réinsertion sociale. Elle devrait permettre le retour au calme et à une vie normale »⁸¹.

Selon ICG, des mesures de confiance sont nécessaires pour désamorcer la crise. Ces mesures devraient comprendre la libération par le gouvernement de tous les détenus politiques, y compris les dirigeants séparatistes, l'engagement des deux parties à mettre en œuvre un cessez-le-feu et l'appui à une conférence anglophone prévue, qui permettrait aux anglophones de choisir des dirigeants pour les représenter dans les négociations. Ces mesures pourraient ouvrir la voie à des pourparlers entre le gouvernement et les dirigeants anglophones, suivis d'une forme de dialogue national dans le cadre duquel des options de décentralisation ou de fédéralisme seraient sur la table⁸².

Cependant, à ce stade (début septembre 2019), aucune véritable médiation n'a eu lieu, ni au niveau international ni sur le plan national. Il n'existe aucun cadre de dialogue entre le pouvoir central de Yaoundé d'une part et les figures de la contestation anglophone (partisans de la décentralisation, fédéralistes et séparatistes) et la société civile d'autre part⁸³.

Le 10 septembre 2019, le président Paul Biya adresse un discours à la nation et affirme sa volonté de convoquer, dès la fin du mois de septembre 2019, un grand dialogue national qui « permettra d'examiner les voies et moyens de répondre aux aspirations profondes des populations du nord-ouest et du sud-ouest »⁸⁴. Selon l'annonce faite par le président, ce dialogue devrait réunir « toutes les composantes de la société » et sera dirigé par le premier ministre, Joseph Dion Nguté, lui-même originaire du Sud-Ouest⁸⁵.

2.4. Communauté internationale

2.4.1. Partenaires occidentaux

Selon l'ICG, les partenaires occidentaux ont tendance à minimiser l'importance de la crise anglophone et de l'instabilité qu'elle peut engendrer dans la sous-région. ICG constate que la communauté internationale est partagée sur la question de la crise anglophone⁸⁶ mais qu'elle commence à hausser le ton au regard des violences commises, appelle au dialogue et propose son soutien⁸⁷.

⁸⁰ Prc.cm [site web], 31/12/2018, [url](#)

⁸¹ Prc.cm [site web], 31/12/2018, [url](#)

⁸² ICG, 28/12/2018, [url](#)

⁸³ Jeune Afrique (Olivier M.), 27/01/2019, [url](#) ; ICG, 03/10/2018, [url](#)

⁸⁴ RFI, 11/09/2019, [url](#)

⁸⁵ RFI, 11/09/2019, [url](#)

⁸⁶ ICG, 03/10/2018, [url](#)

⁸⁷ ICG, 02/05/2019, p. 20, [url](#)

La France et le Royaume-Uni :

Selon ICG, la France s'est d'abord peu manifestée, privilégiant ses intérêts économiques à court terme et continuant dans un premier temps de soutenir le président Biya en raison des nombreuses entreprises françaises présentes sur le territoire camerounais et de la proximité de certains groupes français avec le pouvoir⁸⁸. Puis, face à l'ampleur de la situation, la France prône une résolution pacifique du conflit, dans le respect strict de l'unité du pays⁸⁹.

Le Royaume-Uni est, avec les Etats-Unis, le seul allié du Cameroun à avoir publiquement montré son inquiétude s'agissant de la situation dans les régions anglophones⁹⁰.

Les Etats-Unis :

Les Etats-Unis se montrent de plus en plus critiques vis-à-vis des autorités camerounaises⁹¹. En mai 2018, l'ambassadeur des Etats-Unis au Cameroun accuse les forces gouvernementales camerounaises d'organiser des assassinats ciblés et d'autres violations des droits de l'homme dans sa lutte contre les séparatistes anglophones⁹². Au mois de décembre 2018, les Etats-Unis demandent aux autorités camerounaises l'arrêt immédiat des violences dans les régions anglophones, l'ouverture rapide d'un dialogue entre le gouvernement et la communauté anglophone ainsi que l'accélération du processus de décentralisation⁹³. En février 2019, les Etats-Unis prennent des sanctions par rapport au Cameroun à la suite des allégations de graves violations des droits humains perpétrées aussi bien par les séparatistes que par les forces de sécurité dans les régions anglophones et suspendent l'aide militaire au Cameroun⁹⁴.

L'Union européenne (UE) :

L'UE, par la voie de sa cheffe de la diplomatie, Federica Mogherini, met officiellement en garde en mars 2019 les autorités camerounaises contre l'émergence dans le pays de discours de haine basés sur l'appartenance ethnique. L'UE exprime également son inquiétude face à la persistance des violences et des violations des droits humains dans les régions anglophones du Cameroun. Dans son communiqué, la cheffe de la diplomatie signale que l'UE est prête à apporter son soutien à la mise en place d'un dialogue politique inclusif respectant les libertés fondamentales⁹⁵. En avril 2019, une résolution du parlement européen exige « un dialogue inclusif pour trouver des solutions pacifiques et durables à la crise »⁹⁶.

Les Nations unies (NU):

En juillet 2018, le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, exprime « sa profonde inquiétude suite aux informations persistantes faisant état de violations des droits de l'homme et abus commis dans les régions anglophones » et exhorte « le gouvernement à lancer des enquêtes indépendantes sur les violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité de l'Etat ainsi que les abus perpétrés par les éléments armés »⁹⁷. En septembre 2018, alors que le rythme et l'ampleur des abus continuent de s'accroître dans les régions anglophones du Cameroun, l'ONU et l'Union africaine publient un communiqué conjoint demandant au gouvernement

⁸⁸ ICG, 03/10/2018, [url](#)

⁸⁹ Journal du Cameroun, 19/05/2018, [url](#) ; ICG, 02/05/2019, p. 21, [url](#)

⁹⁰ HRW, 17/01/2019, [url](#)

⁹¹ RECODH, 20/07/2018, [url](#)

⁹² BBC, 18/05/2018, [url](#)

⁹³ Journal du Cameroun, 14/12/2018, [url](#)

⁹⁴ La Nouvelle Tribune, 07/02/2019, [url](#) ; BBC, 07/02/2019, [url](#)

⁹⁵ Afrique La Tribune (Vidzraku S.), 07/03/2019, [url](#)

⁹⁶ Parlement européen, 18/04/2019, [url](#)

⁹⁷ OHCHR, 25/07/2018, [url](#) ; La Libre Afrique, 03/10/2018, [url](#)

de faciliter l'accès aux organisations humanitaires et de défense des droits humains et d'engager un dialogue inclusif pour traiter les causes profondes de la crise⁹⁸.

2.4.2. Partenaires régionaux

D'après le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, les institutions régionales et les Etats voisins se font discrets sur la situation au Cameroun qu'ils commentent peu, en raison entre autres de l'existence d'autres crises dans la région⁹⁹.

Selon les estimations de l'OCHA, le Nigeria, pays voisin, constitue une zone refuge pour plus de 32.000 anglophones qui ont quitté le Cameroun¹⁰⁰. Selon RECODH, le Nigeria est un acteur clef dans la crise. Le gouvernement nigérian s'est opposé au mouvement séparatiste d'Ambazonie et collabore avec le gouvernement camerounais pour sécuriser la frontière¹⁰¹. Le Nigeria accepte en outre que les troupes camerounaises mènent des opérations sur son territoire pour y arrêter des séparatistes¹⁰². Cette collaboration mène, en janvier 2018, à l'extradition par le Nigeria de quarante-sept séparatistes anglophones, dont le leader Sisiku Ayuk Tabe¹⁰³. Par la suite, le Nigeria continue d'assurer son soutien au président Biya dans sa lutte contre les séparatistes anglophones, via une déclaration du major général Mohammed Monguno :

« President Muhammadu Buhari assures you that we will take all the necessary measures within the ambit of the law to ensure that Nigeria's territory is not used as a staging area to destabilize another friendly sovereign country »¹⁰⁴.

3. Acteurs du conflit

Le conflit anglophone oppose d'une part les forces camerounaises, notamment le Bataillon d'intervention rapide (BIR), et d'autre part des combattants indépendantistes qui seraient plus d'un millier, selon Mathieu Olivier, journaliste pour Jeune Afrique¹⁰⁵. Selon ICG, près de dix groupes armés séparatistes combattent aujourd'hui les forces gouvernementales, tandis que deux organisations assurent la direction depuis l'étranger : le gouvernement intérimaire d'Ambazonie et le Conseil de gouvernement d'Ambazonie¹⁰⁶. D'après les estimations d'ICG, cette dizaine de groupes armés comptent sur plus de 200 combattants chacun. À côté d'eux, gravitent une vingtaine de petits groupuscules de 10 à 50 combattants¹⁰⁷. ICG constate également la présence de bandes criminelles dans les régions anglophones où ces dernières ont profité du chaos pour développer leurs activités¹⁰⁸.

3.1. Forces armées camerounaises (FAC)

Les FAC se divisent en deux parties, à savoir les forces placées sous l'autorité du ministre de la Défense, constituées par l'Armée de Terre, l'Armée de l'Air, la Marine, la Gendarmerie nationale et le

⁹⁸ NU, 25/09/2018, [url](#)

⁹⁹ CESA, 05/10/2018, [url](#)

¹⁰⁰ OCHA, 18/01/2019, [url](#)

¹⁰¹ RECODH, 20/07/2018, [url](#)

¹⁰² CESA, 05/10/2018, [url](#)

¹⁰³ Jeune Afrique, 30/01/2018, [url](#)

¹⁰⁴ News24, 06/02/2018, [url](#)

¹⁰⁵ Jeune Afrique (M. Olivier), 27/01/2019, [url](#)

¹⁰⁶ ICG, 28/12/2018, [url](#)

¹⁰⁷ ICG, 02/05/2019, [url](#)

¹⁰⁸ ICG, 28/12/2018, [url](#)

Corps des Sapeurs-pompiers, et celle placées sous l'autorité directe du président, c'est-à-dire la Garde Présidentielle (GP) et le BIR¹⁰⁹.

Selon le mémoire sur les FAC écrit en 2011 par Hans de Marie Heungoup, actuellement chercheur spécialisé sur le Cameroun auprès de l'ICG, les FAC ont opéré une transformation qui remonte aux années 1990. Ainsi, l'armée régulière est de plus en plus supplantée par les unités spéciales. Selon le chercheur, cette évolution est « inhérente à la montée de l'insécurité régionale et aux transformations des menaces qui pèsent sur la sécurité du territoire »¹¹⁰.

En 2011, le chercheur avançait les chiffres suivants concernant les FAC : un effectif de 40.000 hommes, y compris la Gendarmerie, le BIR et les forces de la GP ; un budget pour la défense s'élevant à 400 millions de dollars américains (USD). Sur les 40.000 hommes que représentent les FAC, 10.000 font partie des forces et unités spéciales, dont 6.000 uniquement pour le BIR et la GP¹¹¹.

Créé en 1999 pour lutter contre le grand banditisme en zone de forêt et surveiller les frontières, le Bataillon léger d'intervention (BLI) devenu le BIR en 2008 est une unité d'élite qui n'a de comptes à rendre qu'au président de la République sur le plan opérationnel, d'après un article paru dans Jeune Afrique. Tenu secret, son budget est directement financé par la Société nationale des hydrocarbures (SNH). Le BIR n'a donc aucune incidence sur le budget de la défense¹¹².

Selon Jeune Afrique, la généreuse dotation financière du BIR lui permet de mieux rémunérer ses hommes, d'acquérir des équipements de qualité et de se doter d'armement de pointe¹¹³. Jouissant d'une bonne réputation auprès de la population camerounaise pour son action efficace à l'encontre des coupeurs de route au début des années 2000, le BIR est depuis 2017 au cœur d'une polémique, après la parution d'un rapport d'AI en juillet 2017 sur l'usage de la torture par cette force spéciale dans la lutte contre Boko Haram¹¹⁴.

Le rapport d'ICG paru en mai 2019 intitulé *Crise anglophone au Cameroun : comment arriver aux pourparlers* indique que l'Etat camerounais a déployé dans les régions anglophones fin 2017 et tout au long de 2018 des renforts militaires et policiers par milliers ainsi que le BIR, et même les forces spéciales nouvellement créées. L'Etat a aussi consolidé ses moyens logistiques au moyen de blindés et d'hélicoptères récemment achetés aux Emirats arabes unis, à l'Ukraine et à Israël. Grâce à ces moyens nouvellement déployés dans la zone, les forces camerounaises ont pu reprendre du terrain depuis septembre 2018, selon ICG. Les séparatistes ont connu de lourdes pertes et ont vu plusieurs de leurs chefs d'opération éliminés. Malgré le renforcement de leurs moyens, les forces de sécurité et de défense ne parviennent pas à sécuriser les villes et à reprendre le contrôle des localités rurales¹¹⁵.

ICG rapporte également que « les recrutements effrénés et mal planifiés de plus de 20 000 militaires et policiers ces cinq dernières années ont entraîné une baisse de niveau. L'armée envoie de plus en plus de militaires au front sans les laisser terminer leur formation »¹¹⁶.

3.2. Anglophones fédéralistes

Dans son rapport paru en mai 2019, ICG rapporte que l'opinion anglophone est en grande partie favorable à un projet fédéraliste¹¹⁷. Le camp fédéraliste est partisan d'une large réforme de l'Etat

¹⁰⁹ La mémoire du Cameroun, s.d., [url](#)

¹¹⁰ Heungoup H. de M., 2011, [url](#)

¹¹¹ Heungoup H. de M., 2011, [url](#)

¹¹² Jeune Afrique, 30/04/2013, [url](#)

¹¹³ Jeune Afrique, 30/04/2013, [url](#)

¹¹⁴ AI, 22/07/2017, [url](#)

¹¹⁵ ICG, 02/05/2019, p. 2, [url](#)

¹¹⁶ ICG, 02/05/2019, p. 8, [url](#)

¹¹⁷ Le Monde (Gwet Y.), 30/04/2018, [url](#)

camerounais et ne soutient pas la lutte armée. Selon ICG, le clan fédéraliste inclut les leaders de la contestation initiale, à savoir :

« L’avocat Felix Agbor Balla, des partis politiques tels que le Social Democratic Front (SDF), certains cadres du parti au pouvoir, des membres de la Commission pour le bilinguisme, la majorité des chefs traditionnels, la plupart des dignitaires religieux et des opérateurs économiques. Au sein de la diaspora, des groupes soutenant le fédéralisme tels que l’English Cameroon for a United Cameroon se sont formés, principalement pour faire valoir d’autres points de vue que le séparatisme parmi les Camerounais de l’étranger »¹¹⁸.

Selon ICG, les fédéralistes ont perdu de leur importance depuis l’emprisonnement de leurs meneurs en janvier 2017. Ils sont par ailleurs divisés entre ceux qui revendiquent fermement le fédéralisme et ceux qui pourraient se contenter d’une réelle décentralisation. L’absence de position commune au sein du clan fédéraliste a profité aux séparatistes qui ont entre-temps pris la main¹¹⁹.

3.3. Entités politiques séparatistes

D’après le rapport précité publié par ICG, les séparatistes anglophones s’organisent principalement autour de deux mouvements politiques, lesquels disposent de bras armés. ICG rapporte que si, au départ, ces mouvements politiques n’étaient pas favorables à la lutte armée, ils considèrent actuellement qu’une lutte de « libération » est nécessaire. Ces deux entités politiques se définissent l’une et l’autre comme l’organe gouvernant légitimement les deux régions anglophones¹²⁰. Des divergences et des rivalités existent entre ces groupes d’opposition¹²¹ et engendrent des affrontements fratricides, causant des dizaines de morts¹²².

3.3.1. Conseil de gouvernement de l’Ambazonie (Ambazonia Governing Council, AGC)

Sur son site Internet, l’AGC se présente comme l’organe gouvernant de l’Ambazonie et explique avoir été créé en 2013 par des membres de plusieurs partis et mouvements sécessionnistes, tels que le SCNC et le SCYL, et des personnes issues de la société civile, de l’Eglise et du monde politique pour être « the embodiment of the Ambazonia national freedom and independence movement »¹²³.

Son président est Ayaba Cho Lucas, lequel vit en Norvège¹²⁴. En mai 2018, Cho Ayaba Lucas a expliqué au *Guardian* la stratégie visée par son organisation : « Our first aim is to make Ambazonia ungovernable. We must try to raise the cost of the occupation to higher than the profits they get here »¹²⁵.

L’Etat autoproclamé d’Ambazonie multiplie les symboles de son indépendance revendiquée en se dotant d’un drapeau, mais également d’une Constitution, de cartes d’identité et de passeports. Le site Internet de l’AGC permet d’ailleurs à toute personne se considérant citoyenne d’Ambazonie de s’enregistrer en ligne afin de recevoir des documents d’identité¹²⁶. L’AGC imite également l’organisation d’un Etat dans son organisation interne. Voici par exemple le descriptif donné sur son site Internet des départements la constituant :

¹¹⁸ ICG, 02/05/2019, p. 14, [url](#)

¹¹⁹ ICG, 02/05/2019, p. 15, [url](#)

¹²⁰ ICG, 02/05/2019, p. 11, [url](#)

¹²¹ Jeune Afrique (Olivier M.), 27/01/2019, [url](#)

¹²² ICG, 02/05/2019, p. 13, [url](#)

¹²³ AGC, s.d., [url](#)

¹²⁴ RFI, 22/06/2018, [url](#)

¹²⁵ The Guardian (Zongo P.), 30/05/2018, [url](#)

¹²⁶ AGC, s.d., [url](#)

« The departments include, among others, the Department of Home Affairs, the State Department (Foreign Affairs), the Communications Department, Department of Education, Department of Economic Affairs, Department of Finance, the Legal Affairs Department, the Health and Social Affairs Department, the Disciplinary and Ethics Committee, Department of Resource Mobilization, Department of Homeland Security, and the Department of Public Works and Community Development »¹²⁷.

D'après le rapport d'ICG de mai 2019, les Forces de défense de l'Ambazonie (ADF), dirigées par Benedict Kuah, dépendent de l'AGC¹²⁸.

3.3.2. Gouvernement intérimaire de la République d'Ambazonie (Interim Government of the Federal Republic of Ambazonia, IG)

Créé en juin 2017, le gouvernement intérimaire de la République d'Ambazonie est alors considéré par la plupart des séparatistes et des anglophones comme l'organe gouvernant l'Ambazonie¹²⁹. Toutefois, après que son leader, Julius Sisiku Ayuk Tabe, a été arrêté en janvier 2018 au Nigeria et extradé vers le Cameroun où il a été placé en détention, considéré comme terroriste par le pouvoir en place, le gouvernement intérimaire s'est sensiblement affaibli politiquement¹³⁰. L'organisation est actuellement dirigée par Samuel Ikome Sako, depuis les Etats-Unis où il réside. D'après le rapport d'ICG de mai 2019, les nouveaux dirigeants sont perçus comme incompetents et accusés de détournements de fonds. Malgré cela, selon ICG, le gouvernement intérimaire reste l'organisation séparatiste la plus crédible politiquement. Il est également le mieux financé, avec un budget mensuel allant de quelques dizaines de milliers à 100.000 \$. Son financement provient à titre principal de la diaspora mais également d'entreprises et de commerçants camerounais cherchant à se prémunir d'actes de vandalisme¹³¹.

Sur son site Internet, le gouvernement intérimaire indique disposer d'un Conseil de sécurité de l'Ambazonie qui organise la coopération entre les milices armées qui dépendent de lui (comme les Tigers et les Red Dragons), d'un parlement, et de dix départements ministériels parmi lesquels le Department of Health and Social Services chargé de l'assistance aux réfugiés camerounais au Nigeria¹³².

L'objectif vers lequel il tend est la restauration de l'indépendance du Southern Cameroons (appellation des régions anglophones sous tutelle et mandat britannique)¹³³. D'après les informations recueillies par ICG auprès de leaders d'IG, les conditions que pose le gouvernement intérimaire pour envisager un dialogue avec l'Etat camerounais sont : la présence d'un médiateur international (Nations unies, Union africaine ou Etats-Unis), la tenue des négociations sur un terrain neutre et un agenda sur les modalités de la séparation¹³⁴.

3.4. Groupes séparatistes armés

Des groupes séparatistes armés ont vu le jour à la suite de la répression, par le gouvernement, des manifestations à la fin de l'année 2016. Ils ont alors profité d'un large soutien de la diaspora et des

¹²⁷ AGC, s.d., [url](#)

¹²⁸ ICG, 02/05/2019, p. 12, [url](#)

¹²⁹ ICG, 02/05/2019, p. 11, [url](#)

¹³⁰ Jeune Afrique, 30/01/2018, [url](#)

¹³¹ ICG, 02/05/2019, p. 11, [url](#)

¹³² IG [site web], s.d., [url](#)

¹³³ IG [site web], s.d., [url](#)

¹³⁴ ICG, 02/05/2019, p. 12, [url](#)

populations locales suite à la réponse violente apportée aux manifestations de septembre et octobre 2017 par le pouvoir central¹³⁵.

Les informations divergent quant au nombre de groupes séparatistes armés opérant dans la zone anglophone. Selon une source non divulguée de HRW, entre 5 et 20 groupes seraient actifs dans les deux régions anglophones¹³⁶. Selon le Réseau camerounais des organisations des droits de l'homme (RECODH), plus de 50 groupes rebelles et séparatistes ont émergé¹³⁷. Dans une interview donnée à la BBC en octobre 2018, Richard Moncrieff, analyste du Cameroun pour ICG, affirmait qu'il existe une dizaine de groupes séparatistes armés, prenant le contrôle d'une proportion significative de zones rurales et de routes principales dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest¹³⁸.

Il est difficile de chiffrer le nombre exact de combattants au sein de ces différents groupes. Selon Nna-Emeka Okereke, analyste du Cameroun pour le Centre for Strategic Research and Studies National Defence College Abuja, ces groupes comptent entre 500 et 1.000 combattants actifs¹³⁹. D'après un rapport publié en mai 2019 par ICG, il y aurait actuellement entre 2.000 et 4.000 combattants actifs au sein des différentes milices¹⁴⁰.

Interrogé dans un article de La Libre Afrique, l'expert d'ICG sur le Cameroun, Hans de Marie Heungoup, explique que les différents groupes armés ne revendiquent que très peu leurs attaques et qu'il est par conséquent difficile de savoir précisément qui fait quoi sur le terrain¹⁴¹.

Par nature, ces différents groupes apparaissent divisés et hétérogènes, et agissent le plus souvent très localement, de manière peu ou non coordonnée, sans structure et en l'absence d'un leadership politique¹⁴². Selon Authentique Mémorial Empowerment Foundation (AMEF), une organisation venant en aide aux déplacés internes de la crise dans la région du Sud-Ouest, les leaders de ces groupes armés se renouvellent régulièrement, à mesure que les uns sont tués, de nouveaux sont recrutés¹⁴³.

Selon ICG, le recrutement de ces combattants se fait pour la plupart parmi les civils anglophones, mais aussi au sein des forces de sécurité puisque les rangs des milices sont également renforcés par des déserteurs anglophones de l'armée camerounaise. À ceux-ci s'ajoutent des dizaines de mercenaires nigériens qui, d'après ICG, arrivent au Cameroun avec leurs propres armes et munitions. Des femmes, combattantes et parfois cheffes de bases, font partie de ces milices¹⁴⁴.

S'agissant de l'avancement des groupes armés dans la zone, ICG dresse le constat suivant :

« En 2018, les milices armées ont progressivement pris le contrôle d'une partie des localités rurales et périurbaines. Depuis septembre 2018, elles se déplacent au gré des offensives des forces de sécurité, et malgré les pertes subies, elles restent en position de force dans la majorité de ces localités, tiennent des barrages et des postes de contrôle. Elles parviennent aussi à frapper des villes comme Buea (Sud-Ouest) et Bamenda (Nord-Ouest), cibles d'une vingtaine d'attaques en 2018 »¹⁴⁵.

Plusieurs sources font état du faible équipement dont disposent les groupes armés rebelles en comparaison avec l'armement des forces camerounaises¹⁴⁶. L'armement de ces groupes est

¹³⁵ HRW, 19/07/2018, [url](#)

¹³⁶ HRW, 19/07/2018, [url](#)

¹³⁷ RECODH, 20/07/2018, [url](#)

¹³⁸ BBC, 04/10/2018, [url](#)

¹³⁹ BBC, 04/10/2018, [url](#)

¹⁴⁰ ICG, 02/05/2019, p. 3, [url](#)

¹⁴¹ La Libre Afrique, 17/02/2018 [url](#)

¹⁴² AI, 12/06/2018, [url](#) ; HRW, 19/07/2018, [url](#)

¹⁴³ AMEF, courrier électronique, 27/03/2019

¹⁴⁴ ICG, 02/05/2019, p. 3, [url](#)

¹⁴⁵ ICG, 02/05/2019, p. 3, [url](#)

¹⁴⁶ IRIN, 12/06/2018, [url](#) ; Jeune Afrique (Olivier M.), 27/01/2019, [url](#)

majoritairement composé d'armes à feu traditionnelles, de fabrication locale et artisanale, mais aussi d'armes à feu modernes et de quelques mitrailleuses et lance-roquettes. Les groupes armés saisissent généralement ces armes aux troupes camerounaises notamment lors d'attaques de gendarmeries. Une part de l'armement est issue de la contrebande et achetée au Nigeria, auprès de groupes paramilitaires ou criminels¹⁴⁷. Selon l'ONG AMEF, les groupes armés possèdent à présent de l'armement lourd et sophistiqué¹⁴⁸.

Leur financement initial a été presque exclusivement rendu possible grâce à la diaspora via de multiples récoltes de fonds sur les réseaux sociaux¹⁴⁹. Petit à petit, les groupes armés tendent à devenir autonomes. Les enlèvements contre rançon, le racket des commerçants et de certaines catégories de population ainsi que les « taxes » imposées aux entreprises amènent à une relative indépendance financière qui leur permet de s'émanciper des mouvements politiques de la diaspora¹⁵⁰.

Les sources consultées constatent de la même manière que ces groupes commettent des abus (voir *infra*). Ce faisant, ils se mettent progressivement à dos les populations. Ces dernières se montrent moins coopérantes, ce qui a comme conséquence que les groupes armés usent davantage de la violence pour se faire respecter¹⁵¹.

3.4.1. Ambazonia Defence Forces (ADF)

Créées au début 2017¹⁵², les ADF sont la branche armée du Ambazonia Governing Council (AGC)¹⁵³. Selon l'organisation Integrated Regional Information Networks (IRIN)¹⁵⁴, les Forces de défense de l'Ambazonie (ADF) sont le groupe séparatiste le plus actif au Cameroun anglophone¹⁵⁵. Les ADF sont dirigées par Benedict Nwana Kuah¹⁵⁶. Fuler Ayamba est le secrétaire général des ADF¹⁵⁷. Cho Ayaba est le chef de l'aile politique de l'ADF. Interrogé par IRIN, Cho Ayaba explique assumer la responsabilité de tout ce que fait l'ADF ; il insiste sur le fait qu'il assure le leadership politique et construit la feuille de route du groupe mais qu'il ne « microgère pas les actions du groupe »¹⁵⁸.

D'après les informations recueillies par AI auprès de ses dirigeants, les ADF comptent 350 combattants qui opèrent dans tout le Sud du Cameroun¹⁵⁹. ICG évalue le nombre approximatif de combattants de ce groupe entre 200 et 500¹⁶⁰. Cho Ayaba, rencontré par un expert d'IRIN, déclare quant à lui que le groupe armé est composé de 1.500 soldats actifs répartis dans plus de vingt camps à travers le Cameroun anglophone.

Le groupe dispose de très peu d'équipements : une grande partie des membres est chaussée de simples sandales et ne dispose que de vieux fusils de chasse¹⁶¹. Leurs bastions se trouvent à Bui, Fako, Lebalem, Manuy, Meme, Mezam et à Momo¹⁶². Les ADF luttent pour l'indépendance du

¹⁴⁷ Jeune Afrique (Olivier M.), 27/01/2019, [url](#) ; ICG, 02/05/2019, p. 3, [url](#)

¹⁴⁸ AMEF, courrier électronique, 27/03/2019

¹⁴⁹ ICG, 02/08/2017, [url](#) ; ICG, 03/10/2018, [url](#) ; RECODH, 20/07/2018, [url](#)

¹⁵⁰ ICG, 02/05/2019, p. 3, [url](#)

¹⁵¹ ICG, 02/05/2019, p. 3, [url](#)

¹⁵² AI, 12/06/2018, [url](#)

¹⁵³ ACLED, 21/09/2018, [url](#)

¹⁵⁴ IRIN est devenu The New Humanitarian (TNH).

¹⁵⁵ IRIN, 12/06/2018, [url](#)

¹⁵⁶ AI, 12/06/2018, [url](#) ; ICG, 02/05/2019, p. 35, [url](#)

¹⁵⁷ HRW, 28/03/2019, [url](#)

¹⁵⁸ IRIN, 02/08/2018, [url](#)

¹⁵⁹ AI, 12/06/2018, [url](#)

¹⁶⁰ ICG, 02/05/2019, p. 35, [url](#)

¹⁶¹ IRIN, 12/06/2018, [url](#)

¹⁶² AI, 12/06/2018, [url](#)

Cameroun anglophone et leur stratégie est de rendre ce territoire ingouvernable pour le pouvoir central¹⁶³ en menant, sur le terrain, des attaques surprises contre les forces gouvernementales¹⁶⁴.

Emmanuel Freudenthal, journaliste travaillant pour IRIN, a passé une semaine avec les groupes armés. Les témoignages qu'il a recueillis auprès de combattants des ADF lui permettent de décrire la manière dont vivent ces derniers :

« Abang lives in a camp that consists of a few buildings made from mud, a courtyard (that the fighters call the parade ground), and a couple of bamboo poles on which flags are occasionally hung. There are 50 other fighters in the camp. Daily life is difficult, Abang says. There's barely enough space to sleep side by side on the floor of the huts lent to them by the nearby village. There's not enough food, and the river water that they drink is milky with silt. For Abang, there's nowhere else to go. The army destroyed his village, sending his whole family fleeing into the bush, where, he believes, they are still hiding. The military then set up a camp in his village, and now he says he can't even go back to tend to his cocoa trees. After fleeing the attack, he wandered around the region, spending some time in a refugee camp in Nigeria. He hasn't seen his wife and children for a long time. Nearly every ADF soldier has a story like Abang's. And the line separating these soldiers from refugees is very thin; their journeys are nearly the same »¹⁶⁵.

D'après IRIN, les ADF disposent d'un code de conduite qui stipule que « no fighter of the ADF shall engage in rape, extortion, theft of property, torture, or killing of innocent civilians »¹⁶⁶. La façon dont le groupe est structuré est peu documentée mais IRIN indique que des « field commanders » répondent aux ordres de « senior commanders »¹⁶⁷.

Selon l'analyse d'ACLED, depuis 2017, les activités du groupe se sont également déplacées. Alors qu'en 2017, le groupe était actif à Manyu et Mezam, en 2018, le groupe a mené des opérations à Boyo, Fako, Lebialem, Momo, Ndian et Koupe-Manengouba¹⁶⁸. D'après les informations d'ICG, les ADF sont présents de manière disséminée dans les deux régions anglophones¹⁶⁹.

Le 21 décembre 2018, le général Ivo, qui dirigeait les ADF sur le terrain, a été tué par l'armée camerounaise, dans un raid effectué par le Bataillon d'intervention rapide (BIR) de l'armée camerounaise à Teke, une localité proche de Kumba, dans la région anglophone du Sud-Ouest. Le général Ivo est remplacé sur le terrain par le brigadier-général Efang, élevé au rang de général des ADF¹⁷⁰.

3.4.2. Southern Cameroons Defence Forces (Socadef)

Ebenezer Derek Mbongo Akwanga est le leader des Socadef¹⁷¹. Comme Cho Abaya, Ebenezer Akwanga est un ancien syndicaliste ayant débuté au Southern Cameroons National Council (SCNC). Tous deux s'étaient démarqués du SCNC à la fin des années 1990, en créant la Southern Cameroon Youth League (SCYL). Alors que les militants du SCNC plaidaient pour « la force de l'argument », ceux de la SCYL prônaient « l'argument de la force »¹⁷².

¹⁶³ IRIN, 12/06/2018, [url](#)

¹⁶⁴ IRIN, 02/08/2018, [url](#)

¹⁶⁵ IRIN, 12/06/2018, [url](#)

¹⁶⁶ IRIN, 02/08/2018, [url](#)

¹⁶⁷ IRIN, 02/08/2018, [url](#)

¹⁶⁸ ACLED, 21/09/2018, [url](#)

¹⁶⁹ ICG, 02/05/2019, p. 35, [url](#)

¹⁷⁰ Jeune Afrique (Foute F.), 03/01/2019, [url](#) ; ACLED, 08/01/2019, [url](#)

¹⁷¹ Jeune Afrique (Olivier M.), 27/01/2019, [url](#)

¹⁷² Jeune Afrique, 19/02/2018, [url](#)

Ebenezer Akwanga a été arrêté en 1999 et condamné à vingt ans de prison par un tribunal militaire. Il s'est échappé après quatre ans de détention au cours desquels il a subi des actes de torture. Il fuit au Nigeria dans un premier temps, puis aux États-Unis en 2006. Il vit toujours aux États-Unis actuellement d'où il est le leader des Socadef. Il effectue des voyages réguliers en Afrique australe pour les besoins de la cause qu'il défend¹⁷³.

D'après ICG, le fief de cette milice armée se situe dans le département de Mémé (Sud-Ouest). Le groupe compterait plus ou moins 400 hommes¹⁷⁴. Le « général Molua C » est le porte-parole du groupe¹⁷⁵. D'après un article paru en janvier 2019 dans le *Journal du Cameroun*, le général Andrew Ngoe, un leader du groupe, a été tué par l'armée camerounaise¹⁷⁶.

3.4.3. Manyu Tigers

Selon les informations d'ICG, les Manyu Tigers ont pour chef Martin Ashu et leur zone d'influence se trouve dans le département de la Manyu (sud-Ouest). Ils pourraient compter sur l'activité d'environ 500 hommes¹⁷⁷. Le groupe a mené plusieurs attaques contre des postes de contrôle militaires¹⁷⁸.

3.4.4. Red Dragons

Les Red Dragons sont le principal groupe armé dans la région de Lebialem (Sud-Ouest)¹⁷⁹. La localité de Menji, dans le département du Lebialem (Sud-Ouest) constitue le bastion des Red Dragons¹⁸⁰. Le groupe compterait environ 200 combattants d'après ICG¹⁸¹. Ils sont très présents sur les réseaux sociaux où ils postent des vidéos de leurs combattants menant des opérations en uniforme¹⁸².

Selon différentes sources, le leader principal du groupe est Oliver Leke Aka Fobenuh alias « Field Marshall », âgé de 50 ans. Il était chef de la sécurité du royaume de Fontem¹⁸³.

D'après un article paru dans le *Journal du Cameroun*, le général Ayekeah, un dirigeant des Red Dragons a été tué à Lebialem, le 21 mars 2019, par des soldats de l'armée camerounaise. Pendant l'embuscade, deux autres combattants qui tentaient de venir en aide au général Ayekeah ont également été tués par les soldats¹⁸⁴.

3.4.5. Autres groupes armés

A côté de ces quatre groupes principaux, les partisans de la lutte armée s'organisent également au sein d'une dizaine de groupuscules violents, d'importance plus modeste. Ils comptent en moyenne dix à trente membres chacun. Parmi ces groupes, on retrouve notamment les Vipers, les Ambaland Forces,

¹⁷³ Jeune Afrique (Olivier M.), 27/01/2019, [url](#)

¹⁷⁴ ICG, 02/05/2019, p. 35, [url](#)

¹⁷⁵ HRW, 19/07/2018, p. 21, [url](#)

¹⁷⁶ *Journal du Cameroun*, 24/01/2019, [url](#)

¹⁷⁷ ICG, 02/05/2019, p. 35, [url](#)

¹⁷⁸ Reuters (McAllister E.), 08/02/2018, [url](#)

¹⁷⁹ *Journal du Cameroun*, 21/03/2019, [url](#) ; ICG, 02/05/2019, p. 35, [url](#)

¹⁸⁰ Jeune Afrique (Foute F.), 03/01/2019, [url](#)

¹⁸¹ ICG, 02/05/2019, p. 35, [url](#)

¹⁸² Jeune Afrique (Foute F.), 03/01/2019, [url](#)

¹⁸³ *Journal du Cameroun*, 02/01/2019, [url](#) ; Solowayne, 18/12/2018, [url](#) ; *Journal du Cameroun*, 02/01/2019, [url](#) ; Solowayne, 18/12/2018, [url](#) ; Jeune Afrique (Foute F.), 03/01/2019, [url](#) ; ICG, 02/05/2019, p. 35, [url](#)

¹⁸⁴ *Journal du Cameroun*, 21/03/2019, [url](#)

Seven Karta, les Southern Cameroons Restoration Forces, l'Ambazonia Restoration Army (ARA) ainsi que la Bansa Resistance Army (BRA)¹⁸⁵.

3.5. Leaders de l'opposition en exil

Selon HRW, les différents groupes anglophones sont pour la plupart très suivis sur Internet et sont soutenus par des réseaux solides formés au sein des diasporas aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, au Nigeria, en Afrique du Sud et en Belgique¹⁸⁶. HRW affirme que, depuis l'étranger, un certain nombre d'activistes « en ligne » se sont autoproclamés commandants de groupes armés et tiennent des propos souvent très virulents à l'égard des autorités francophones et des forces gouvernementales¹⁸⁷. Selon le Réseau camerounais des organisations des droits de l'homme (RECODH), ces leaders en exil sont chargés du plaidoyer public et de l'organisation de manifestations devant les ambassades du Cameroun dans les pays où ils se trouvent¹⁸⁸.

Parmi les leaders anglophones actifs dans la diaspora, on retrouve notamment : Mark Bareta, devenu propagandiste sur les réseaux sociaux, ou Tanku Ivo Tapang, ex-journaliste exilé aux États-Unis, porte-parole des Ambazonia Defence Forces (ADF), poursuivi en Californie pour terrorisme international à la suite d'une plainte déposée, début janvier 2019¹⁸⁹.

Dans leur *Plan d'assistance humanitaire d'urgence pour les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest 2018-2019*, les autorités camerounaises citent des personnes basées en dehors du territoire camerounais considérées comme incitant à la haine et à la violence. Il s'agit de : « Mark Bara alias Bareta (Belgique), Ayaba Cho Lucas (Norvège), Tapang Ivo Tanku, Akwanga Ebenezer Dereck Mbongo, Nsoh Nkem Foncha, Chris Anu, Yinkfu Nsangong, Boh Herbert (Etats-Unis), Shey Kaavi Wo Melim (Autriche), Akoson Pauline Diale et son époux Akoson Raymond, Brado Etchu Tabenyang (Nigeria), John Mbah Akuro, Larry Eyong (Afrique du Sud) »¹⁹⁰.

4. Typologie de la violence

4.1. Nombre d'incidents

Les données d'ACLED permettent de percevoir l'évolution de la violence dans les régions anglophones au cours des dernières années.

En 2016, ACLED a recensé 18 incidents dans les deux régions anglophones. Il s'agit de 9 *protests*, 8 *riots* et 1 cas de *violence against civilians*¹⁹¹.

En 2017, ACLED compte 75 incidents dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, dont 30 *protests*, 18 cas de *battle*, 5 *explosions/remote violence*, 12 *riots*, et 10 cas de *violence against civilians*¹⁹².

¹⁸⁵ Jeune Afrique (Olivier M.), 22/02/2018, [url](#) ; ICG, 21/12/2017, [url](#) ; Jeune Afrique, 17/02/2018, [url](#) ; Intégration, 05/03/2018, [url](#) ; ICG, 02/05/2019, p. 35, [url](#) ; ICG, 02/05/2019, p. 35, [url](#)

¹⁸⁶ HRW, 19/07/2018, [url](#)

¹⁸⁷ HRW, 19/07/2018, [url](#)

¹⁸⁸ RECODH, 20/07/2018, [url](#)

¹⁸⁹ Jeune Afrique (Olivier M.), 27/01/2019, [url](#)

¹⁹⁰ Gouvernement du Cameroun, 20/06/2018, [url](#)

¹⁹¹ ACLED, via l'outil d'exportation, mise à jour consultée le 04/05/2019, [url](#)

¹⁹² ACLED, via l'outil d'exportation, mise à jour consultée le 04/05/2019, [url](#)

Pour l'année 2018, ACLED a enregistré 414 incidents dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest dont 208 qualifiés de *battle* et 189 de *violence against civilians*. En outre, ACLED a comptabilisé 2 cas de *explosions/remote violence*, 8 *riots* et 7 *protests*¹⁹³.

En 2019 (jusqu'au 31 août), ACLED a comptabilisé 283 incidents dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Parmi ceux-ci, 98 événements sont qualifiés par ACLED comme *battle*, 149 sont des cas de *violence against civilians*. ACLED a également recensé 4 *protests* et 4 *explosions/remote violence*¹⁹⁴.

Les autres types d'incidents recensés par l'ACLED, à savoir les *strategic developments*, ne sont pas repris dans ce chapitre. La liste complète des catégories et sous-catégories des incidents, ainsi que leur définition, peut être trouvée dans une note du Cedoca sur la méthodologie de l'ACLED¹⁹⁵.

4.2. Nature des incidents

4.2.1. Affrontements armés

Depuis 2018, les affrontements entre les groupes séparatistes armés et le gouvernement ont été beaucoup plus fréquents et mortels.

À titre d'exemples, en mai 2018, trente-deux personnes ont été tuées dans le village de Menka (Nord-Ouest) à l'occasion d'un affrontement entre les forces de sécurité et un groupe armé qui s'était réfugié dans un hôtel. Selon le bilan officiel du gouvernement camerounais, les victimes sont vingt-sept « terroristes » et cinq « otages » qui étaient détenus dans l'hôtel¹⁹⁶.

Selon ACLED, les séparatistes avaient annoncé leur volonté de perturber le scrutin présidentiel en octobre 2018¹⁹⁷. L'organisme recense de nombreuses interactions violentes entre les séparatistes anglophones et le gouvernement camerounais au cours de la semaine de l'élection présidentielle ainsi que dans les semaines qui ont suivi¹⁹⁸. Ainsi, des affrontements entre les forces camerounaises et les séparatistes ont été signalés à Bafia à Fako et à Otu à Manyu (Sud-Ouest) le 5 octobre¹⁹⁹.

Un rapport de HRW fait état d'affrontements violents, début décembre 2018, entre les forces de sécurité et les séparatistes armés dans la localité de Kumbo (Nord-Ouest). Selon HRW, à la suite de ces combats, les militaires ont commis « des actes de violence aveugle », incendiant des dizaines de maisons et tuant des civils. HRW ne précise pas combien de victimes sont à déplorer²⁰⁰. Selon un article paru sur Cameroonvoice.com, cette attaque aurait fait six victimes civiles dont un religieux²⁰¹.

Selon Jeune Afrique, fin décembre 2018, l'armée camerounaise a engagé une opération militaire d'envergure à Menji, dans le département du Lebiallem (région du Sud-Ouest). Située à environ quarante kilomètres de la ville de Dschang, cette localité est le bastion des « Red Dragons ». L'affrontement entre la milice armée et les forces camerounaises a duré plusieurs jours, jusqu'au nouvel an 2019. Selon le porte-parole de l'armée, plusieurs morts seraient à dénombrer chez les sécessionnistes²⁰².

¹⁹³ ACLED, via l'outil d'exportation, mise à jour consultée le 04/05/2019, [url](#)

¹⁹⁴ ACLED, via l'outil d'exportation, mise à jour consultée le 04/09/2019, [url](#)

¹⁹⁵ CGVS / CGRA - Cedoca, 21/05/2019, [url](#)

¹⁹⁶ Le Monde, 29/05/2018, [url](#) ; Reuters, 26/05/2018, [url](#)

¹⁹⁷ ACLED, 09/10/2018, [url](#)

¹⁹⁸ ACLED, 08/11/2018, [url](#)

¹⁹⁹ ACLED, 09/10/2018, [url](#)

²⁰⁰ HRW, 28/03/2019, [url](#)

²⁰¹ Cameroonvoice, 04/04/2019, [url](#)

²⁰² Jeune Afrique (Foute F.), 03/01/2019, [url](#)

Fin janvier 2019, l'OCHA constate que des opérations militaires de grande envergure ont été lancées dans la région de Bafut, faisant de nombreuses victimes, dont quatorze combattants et un nombre indéterminé de civils²⁰³.

En août 2019, ICG rapporte que, dans la région du Nord-Ouest, des séparatistes ont tendu une embuscade aux forces de sécurité à Alabukum le 4 août, tuant six personnes. Les forces de sécurité ont de leur côté tué six civils à Njinikom le 7 août 2019. Dans la capitale régionale Bamenda, les combats du 12 au 18 août ont fait au moins quinze morts, dont dix civils et cinq soldats. Après que le tribunal militaire de Yaoundé a prononcé, le 20 août, la condamnation à perpétuité de dix dirigeants séparatistes anglophones, des combats ont éclaté à Bamenda entre séparatistes et forces de sécurité, faisant au moins deux morts²⁰⁴.

4.2.2. Arrestations

Des organismes internationaux tels que HRW et AI rapportent de nombreux cas d'arrestations arbitraires auxquelles ont procédé les forces de sécurité. Les arrestations mènent régulièrement à d'autres violations graves, telles que l'exécution extrajudiciaire, la disparition, la torture²⁰⁵.

Dans un rapport du 6 mai 2019 intitulé *Cameroun : Recours régulier à la torture et à la détention au secret*, HRW affirme que les forces camerounaises ont procédé à l'arrestation de centaines de personnes depuis le début de la crise. HRW rapporte de nombreux cas de détentions de plusieurs mois et de disparitions des personnes arrêtées. HRW met en avant les chiffres des organisations de défense des droits humains locales qui estiment que pas loin de 1.000 personnes ont été arrêtées depuis la fin 2016, parmi lesquelles 340 personnes ont été libérées après les décrets présidentiels d'août 2017 et de décembre 2018²⁰⁶.

S'agissant de la base légale sur laquelle ces personnes sont arrêtées, HRW affirme que :

« bon nombre ont été inculpées en vertu de la loi contre le terrorisme de 2014, qui s'appuie sur une définition extrêmement large du terrorisme qui pourrait être utilisée pour restreindre les droits et les libertés fondamentaux et qui permet au gouvernement de juger des civils illégalement devant des tribunaux militaires. Les personnes reconnues coupables de terrorisme en vertu de la loi de 2014 peuvent encourir la peine de mort »²⁰⁷.

Le rapport d'OCHA de janvier 2019 sur les besoins humanitaires pointe le fait que des nombreuses personnes ont perdu leurs documents d'identité au cours de leur fuite quand leurs villages ont été attaqués. Cela a un impact sur leur liberté de circulation et les expose à un risque accru d'arrestation arbitraire²⁰⁸.

À titre d'exemple, fin juillet 2018, dans le village de Kumbo (Nord-Ouest), des militaires, des soldats du BIR et des gendarmes ont arrêté au moins cinq hommes dont un garçon de quatorze ans après les avoir battus devant chez eux. Selon HRW, ils ont ensuite été emmenés au quartier général de la gendarmerie de Kumbo où l'un d'eux est décédé, probablement des suites des coups reçus²⁰⁹.

²⁰³ OCHA, 21/02/2019, [url](#) ; Daily News Cameroon, 31/01/2019, [url](#)

²⁰⁴ ICG, 08/2019, [url](#)

²⁰⁵ HRW, 24/01/2019, [url](#) ; AI, 12/06/2018, [url](#) ; HRW, 06/05/2019, [url](#)

²⁰⁶ HRW, 06/05/2019, [url](#)

²⁰⁷ HRW, 06/05/2019, [url](#)

²⁰⁸ OCHA, 01/2019, p. 30, [url](#)

²⁰⁹ HRW, 28/03/2019, [url](#)

4.2.3. Violations des droits humains et impunité

Plusieurs sources notent que les forces gouvernementales répondent à la montée de l'insurrection séparatiste par des opérations de sécurité violentes visant les communautés locales soupçonnées de soutenir les sécessionnistes²¹⁰.

Dans un rapport paru en mars 2019 concernant les événements de 2018, HRW relève que « le manque quasi-total de poursuites en justice lancées par le gouvernement pour les crimes commis par les forces de sécurité dans les régions anglophones a permis de protéger les responsables, et a alimenté les exactions »²¹¹. Interpellé sur des cas d'exactions documentés par HRW, les autorités camerounaises nient tout abus, affirmant que les forces de sécurité suivent toutes une formation aux droits humains avant d'être envoyées sur le terrain et signalant qu'une trentaine de cas sont en instance de jugement devant les tribunaux militaires de Bamenda et de Buea notamment pour des actes de torture, des destructions de biens, le non-respect de consignes et des vols²¹².

De leur côté, les séparatistes sont également responsables d'abus commis le plus souvent dans le but de faire respecter leurs directives ou comme mesure punitive dans le cas de leur non-respect²¹³.

Détentions au secret et disparitions forcées

HRW dénonce des cas de détentions au secret par les autorités. Selon des témoignages recueillis par l'ONG, des détenus ont été conduits au Secrétariat d'État à la défense (SED) après qu'on leur a bandé les yeux et lié les poignets à l'aide de menottes ou de chaînes. Au SED, ils ont été incarcérés sans aucun contact avec l'extérieur dans l'attente de leur transfert vers une autre prison. Des témoins déclarent aussi avoir été détenus au Nigeria ou dans des centres de détention illégaux avant d'être transférés au SED²¹⁴.

Selon HRW, de nombreux cas documentés constituent des disparitions forcées²¹⁵.

Torture

Plusieurs rapports de HRW documentent des cas dans lesquels les forces camerounaises ont arrêté et torturé des personnes soupçonnées d'appartenir à la cause séparatiste et des civils²¹⁶.

Dans un rapport paru en mai 2019, HRW affirme que :

« les gendarmes et d'autres agents au centre de détention ont fait usage de torture et d'autres mauvais traitements pour contraindre les suspects à avouer des crimes ou pour les humilier et les punir. (...) Suite aux interrogatoires qui pouvaient inclure de la torture, ils ont été forcés de signer des déclarations qu'ils n'ont pas été autorisés à lire ou qu'ils n'ont pas pu lire parce qu'elles étaient rédigées en français »²¹⁷.

HRW rapporte que les méthodes de torture utilisées vont du passage à tabac à la quasi-noyade, et sont utilisées tant dans des établissements de détention officiels que non officiels. Pour sa part, le gouvernement camerounais affirme que la détention non officielle et la torture n'existent pas au Cameroun²¹⁸.

²¹⁰ AI, 12/06/2018, [url](#) ; HRW, 17/01/2019, [url](#)

²¹¹ HRW, 28/03/2019, [url](#)

²¹² HRW, 28/03/2019, [url](#)

²¹³ HRW, 24/01/2019, [url](#)

²¹⁴ HRW, 06/05/2019, [url](#)

²¹⁵ HRW, 06/05/2019, [url](#)

²¹⁶ HRW, 19/07/2018, [url](#) ; HRW, 06/05/2019, [url](#)

²¹⁷ HRW, 06/05/2019, [url](#)

²¹⁸ HRW, 06/05/2019, [url](#)

En mai 2018 par exemple, une vidéo a circulé sur Internet montrant des hommes portant des tenues de gendarmes en train de violenter un présumé chef séparatiste armé, appelé Alphonse Tobonyi Tatia. La vidéo montre l'homme allongé dans la boue, à plat ventre, les bras menottés dans le dos, les jambes maintenues immobiles par une chaise posée sur ses mollets et les gendarmes frappant violemment ses pieds nus avec le côté plat d'une machette²¹⁹. En réaction à cette vidéo, le ministère de la Défense a déclaré, dans un communiqué officiel, que les gendarmes étaient « manifestement sortis des normes et techniques légales utilisées en pareille circonstance » et qu'une enquête avait été ouverte pour identifier et sanctionner, le cas échéant, les auteurs des faits²²⁰.

Selon des témoins entendus par HRW, fin juillet 2018, au quartier général de la gendarmerie à Kumbo (Nord-Ouest), des membres des forces de sécurité ont sévèrement tabassé plus de vingt-cinq détenus. Un témoin a affirmé : « ils n'ont pas arrêté de nous battre, utilisant tout ce qu'il leur passait sous la main. (...) J'ai vu trois hommes qui avaient reçu des balles dans les jambes et perdaient beaucoup de sang »²²¹.

En avril 2019, HRW dénonce également des faits de mutilations sur des civils morts. L'ONG affirme que des cas de corps mutilés, décapités ou dont les organes génitaux ont été coupés sont retrouvés. Les témoins qui se sont confiés à HRW déclarent que ce sont les forces gouvernementales qui commettent ces exactions²²².

Exécutions extrajudiciaires

Les sources consultées rapportent des cas de meurtres ciblés commis le plus souvent par les forces de défense et de sécurité. Les victimes de ces actes sont principalement des civils soupçonnés de soutenir la cause des séparatistes²²³.

Ainsi, HRW rapporte le cas, fin juillet 2018, de cinq hommes et un adolescent arrêtés dans le quartier Njavnyuy de Kumbo (Nord-Ouest) et emmenés à la gendarmerie. Trois d'entre eux et le garçon ont été relâchés tandis que les dépouilles de deux d'entre eux ont été retrouvées dans une rue du village de Jakiri²²⁴.

De même, en octobre 2018, des combats et des assassinats ciblés, principalement menés par les forces de l'État, ont été signalés dans les districts de Bui, Mezam, Messum, Dongo Mantung et Ngo Ketunjia de la région du Nord-Ouest et ont fait près de 70 morts²²⁵.

HRW fait encore état d'une attaque des soldats du BIR, le 6 février 2019, sur le marché de Bole Bakundu (Sud-Ouest) provoquant la mort d'une dizaine d'hommes. Selon des résidents de la localité qui se sont confiés à HRW, il s'agit d'actes de représailles des forces de sécurité à l'égard des civils accusés de soutenir la cause séparatiste. S'agissant de ces événements, une femme a témoigné : « Il y avait beaucoup de monde au marché. J'ai vu le BIR tirer sur les hommes comme des chiens, au hasard. Des membres du BIR ont même demandé à certains de mettre les mains en l'air tandis qu'ils leur tiraient dessus »²²⁶.

Enlèvements

Plusieurs sources mentionnent que les enlèvements et les disparitions forcées sont une forme de violence contre les civils dont l'utilisation par les séparatistes est en augmentation depuis le début de

²¹⁹ HRW, 19/07/2018, [url](#)

²²⁰ CamerounWeb, 16/05/2018, [url](#)

²²¹ HRW, 28/03/2019, [url](#)

²²² HRW, 10/04/2019, [url](#)

²²³ OCHA, 21/02/2019, [url](#) ; HRW, 28/03/2019, [url](#) ; ACLED, 30/10/2018, [url](#) ; HRW, 28/03/2019, [url](#) ; OHCHR, 07/03/2018, [url](#)

²²⁴ HRW, 28/03/2019, [url](#)

²²⁵ ACLED, 30/10/2018, [url](#)

²²⁶ HRW, 28/03/2019, [url](#)

l'année 2018, avec un pic au mois de mars 2019. Le plus souvent des rançons sont exigées en échange de la libération des otages²²⁷.

Ryan Cummings, auteur de publications pour le groupe de réflexion International Peace Institute (IPI), livre l'analyse suivante au sujet de l'usage de la tactique des enlèvements dans le conflit en zone anglophone :

« A tactic which is increasingly being employed by the militants is that of kidnapping, which has been used to target government officials, soldiers, tribal and religious leaders, and—as highlighted in Nkwen—students and teachers. In terms of soldiers and state officials, abductions have generally been perpetrated as a punitive measure and perhaps as a direct response to the actions of the Biya administration. [...] In the case of tribal elders, religious leaders, and members of the region's education sector, abductions by secessionist militants have focused on individuals who have either opposed the hardline rhetoric of secessionist militants or who have actively disobeyed calls by the armed dissidents to suspend all public services - particularly that of education. In these instances, hostages have generally been released unharmed after a brief period of captivity. However, while such forms of abductions continue to predominate in the country's northwest and southwest regions [...] kidnapping for the purpose of ransom and extortion is on the increase and forms part of a wider illegal economy which has evolved in tandem with the regional insurgency »²²⁸.

Dans un rapport paru en mars 2019, HRW constate que le nombre d'enlèvements opérés par les séparatistes a fortement augmenté entre octobre 2018 et mars 2019. Dans ce document, HRW recense les cas de plus de 300 élèves de moins de 18 ans enlevés au cours de 12 événements distincts. Le plus souvent, les ravisseurs menacent et passent à tabac les victimes, qui sont ensuite amenées à contacter un proche pour qu'il verse une rançon allant de 100.000 à 1.500.000 francs CFA (entre 170 et 2.500 \$). Dans la majorité des cas, le paiement de cette somme d'argent permet la libération des otages²²⁹. HRW rapporte encore ce qui suit :

« Lors de tous les cas documentés, les membres des familles des otages se sont abstenus de signaler les kidnappings auprès des autorités, soit parce qu'ils estimaient qu'ils n'obtiendraient aucune aide, soit parce qu'ils avaient peur qu'une opération de sauvetage ne mette leurs proches en danger »²³⁰.

Dans un courrier adressé à HRW en mars 2019, Fuler Ayamba, le secrétaire général des Ambazonia Defence Forces (ADF) affirme que les ADF ne sont pas responsables des enlèvements de grande ampleur dont on les accuse. Selon Fuler Ayamba, ces kidnappings sont réalisés par le gouvernement dans le but d'altérer l'image des groupes séparatistes armés, ou par des groupes criminels exploitant la crise à des fins personnelles. HRW a déclaré ne pas être en mesure de confirmer ou d'infirmer ces allégations²³¹. De la même manière, Sako Samuel Ikome, président du Gouvernement intérimaire d'Ambazonie, a averti HRW du fait que la violence qui sévit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest est en partie due à l'activité de bandits et de groupes soutenus par le gouvernement²³².

D'après l'analyse d'ACLED, environ la moitié des enlèvements ont lieu dans la région du Sud-Ouest. ACLED relève également que les kidnappings massifs par les séparatistes sont rares et que le plus souvent, ils concernent une ou deux personnes. En outre, l'organisation ACLED fait le constat que depuis 2019, des enlèvements sont opérés en dehors des régions anglophones. Ainsi, un enlèvement

²²⁷ House of Commons Library, 06/06/2018, [url](#) ; ACLED, 29/03/2019, [url](#)

²²⁸ Global Observatory (Cummings R.), 08/11/2018, [url](#)

²²⁹ HRW, 28/03/2019, [url](#)

²³⁰ HRW, 28/03/2019, [url](#)

²³¹ HRW, 28/03/2019, [url](#)

²³² HRW, 28/03/2019, [url](#)

a été recensé en janvier 2019 dans la région de l'Ouest et un autre dans la région du Littoral en mars 2019²³³.

En juillet 2019, Lewis Mudge, directeur Afrique centrale de HRW, affirme que les enlèvements sont devenus endémiques dans les régions anglophones du Cameroun et qu'ils touchent tant les politiciens que les membres du clergé ou les étudiants²³⁴. Le 9 septembre 2019, une source académique, contactée par le Cedoca, rapporte par courrier électronique que le risque d'enlèvement est élevé, y compris dans la capitale régionale de Bamenda²³⁵.

Violences sexuelles

Plusieurs sources consultées dressent le constat que, dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, les violences sexuelles et basées sur le genre, dont les viols, l'exploitation sexuelle et le harcèlement sexuel sont perpétrées sur les femmes et les jeunes filles²³⁶.

Ainsi, dans un article publié le 7 octobre 2018 sur le site de Aljazeera, l'avocat et défenseur des droits de l'homme Nkongho Felix Agbor Balla et Maximilienne Ngo Mbe, directrice du Réseau des défenseurs des droits humains en Afrique centrale (REDHAC), font le constat que les troupes camerounaises ont abusé et violé des femmes²³⁷. Un rapport de HRW de mars 2019 ajoute en outre que « des travailleurs humanitaires dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest se sont dits préoccupés par la possibilité que des cas similaires ne soient pas signalés »²³⁸.

Dans un rapport de janvier 2019 sur les besoins humanitaires au Cameroun, OCHA considère que les déplacements forcés engendrés par le conflit amènent les populations déplacées à un risque d'être confrontées à des incidents de violences sexuelles et basées sur le genre ainsi qu'à des situations d'abus, de négligence et d'exploitation. OCHA désigne les femmes et les enfants comme particulièrement exposés à des risques de maltraitance et d'exploitation sexuelle²³⁹.

L'affaire la plus médiatisée est celle d'Arthur Mbida, un militaire du gouvernement jugé pour le viol d'une jeune mère de 17 ans à un poste de contrôle militaire, à Bamenda, en juillet 2018²⁴⁰.

Dans son rapport de mars 2019, HRW a recensé trois cas de violences sexuelles commises par les forces de sécurité : au mois de janvier 2019, deux femmes et une fille de la région du Nord-Ouest ont affirmé que des militaires du BIR les ont violées²⁴¹.

En juin 2019, un article publié dans Jeune Afrique rapporte que les cas de viols se multiplient dans l'Ouest du Cameroun. Un médecin exerçant dans la zone anglophone explique ce qui suit :

« Pour la plupart des cas, les viols se produisent pendant les journées 'villes mortes', quand les rues sont désertes, à l'exception des militaires et des Amba Boys [...]. Les femmes qui se retrouvent dehors à ce moment-là sont des cibles. Il y a aussi le cas des gardes à vue abusives suite à un contrôle d'identité. Les victimes sont des jeunes femmes âgées de moins de 16 ans, l'âge légal qui rend obligatoire la possession d'une carte d'identité nationale. Lorsqu'elles sont contrôlées, les gendarmes doutent de l'âge que ces adolescentes donnent et menacent de les placer en garde à

²³³ ACLED, 29/03/2019, [url](#)

²³⁴ HRW (Mudge L.), 11/07/2019, [url](#)

²³⁵ Source académique ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 09/09/2019

²³⁶ HRW, 28/03/2019, [url](#) ; OCHA, 01/2019, [url](#)

²³⁷ Balla N., Mbe M., 07/10/2018, [url](#)

²³⁸ HRW, 28/03/2019, [url](#)

²³⁹ OCHA, 01/2019, p. 8, [url](#)

²⁴⁰ Equal Times (Atabong A.B.), 03/10/2018, [url](#) ; Actu Cameroun, 24/07/2018, [url](#)

²⁴¹ HRW, 28/03/2019, [url](#)

vue, non sans leur proposer un marché : on la laisse rentrer chez elle en échange de rapports sexuels »²⁴².

Villages incendiés / ratissés

Les sources consultées font état de nombreux villages incendiés en partie ou ratissés entièrement par les forces de sécurité²⁴³. D'après une communication faite en août 2018 sur Twitter par Félix Agbor Balla, avocat, meneur de la contestation anglophone et directeur du Centre for Human Rights and Democracy in Africa (CHRNA), des raids ont été menés sur 106 villages dont 71 ont été sévèrement affectés. Il s'agit de 45 villages dans la région du Sud-Ouest et de 25 villages dans la région du Nord-Ouest (voir liste en annexe)²⁴⁴.

À titre d'exemple, en avril 2018, une douzaine d'hommes armés portant les uniformes du BIR a incendié le village d'Azî (Sud-Ouest)²⁴⁵.

En mai 2018, The Guardian a recueilli le témoignage suivant concernant des faits qui se sont déroulés dans le village de Belo (Nord-Ouest) :

« There was a fight between the ADF and the army. Beginning in the early morning, I heard heavy gunfire. The army attacked the rebels in the village. The rebels blew up a bridge. So the army got stuck, and the rebels succeeded in killing the soldiers. The army sent reinforcements later in the day, and then they started taking their revenge on the villagers. They burned the houses, raped women and executed people at random. Those who had the chance to flee are hiding in the jungle »²⁴⁶.

Le 21 octobre 2018, des militaires et des gendarmes ont attaqué les villages de Rom et de Nsah (Nord-Ouest), causant la fuite de la population dans la brousse. Selon HRW, les forces camerounaises ont provoqué la mort d'au moins quatre civils, dont une personne invalide, et détruit une vingtaine de structures²⁴⁷.

En novembre 2018, les forces de sécurité camerounaises ont attaqué le village d'Abuh (Nord-Ouest), faisant disparaître tout un quartier. D'après un témoignage recueilli par HRW : « il n'y a eu aucun affrontement pendant ces trois jours. Juste les militaires qui ont incendié nos maisons. C'était comme une vengeance »²⁴⁸. Selon l'analyse faite par HRW des images satellitaires, 60 bâtiments ont été détruits²⁴⁹.

À Kumbo et dans les localités voisines (Nord-Ouest), au début du mois de décembre 2018, des dizaines d'habitations ont été incendiées à la suite d'affrontements opposant les séparatistes et les forces de défense et de sécurité. Des photographies, des vidéos ainsi qu'une analyse satellitaire faite par HRW démontrent que les troupes camerounaises ont incendié plus de 55 habitations dans les quartiers SAC Junction et Romajay de Kumbo, de même qu'à Meluf, Kikaikom et Nyaro²⁵⁰. Au sujet de cet événement, HRW a recueilli le témoignage suivant :

« J'étais par terre. Je regardais par un trou et j'ai vu que huit soldats se tenaient devant ma maison. L'un d'eux a hurlé en français : 'On brûle !' Ensuite, j'ai senti qu'on aspergeait un produit chimique, et très vite un incendie s'est déclaré et il y avait de la fumée très noire partout. [...] Je me suis

²⁴² Jeune Afrique (Dougueli G.), 05/06/2019, [url](#)

²⁴³ HRW, 28/03/2019, [url](#) ; OCHA, 01/2019, p. 22, [url](#)

²⁴⁴ Agbor Nkongho (@AgborNkonghoF), Twitter post, 21/08/2018

²⁴⁵ BBC, 25/06/2018, [url](#)

²⁴⁶ The Guardian (Zongó P.), 30/05/2018, [url](#)

²⁴⁷ HRW, 28/03/2019, [url](#)

²⁴⁸ HRW, 28/03/2019, [url](#)

²⁴⁹ HRW, 28/03/2019, [url](#)

²⁵⁰ HRW, 28/03/2019, [url](#)

caché dans la grande fosse derrière la maison pendant cinq heures, en assistant à la destruction de ma maison et de ma voiture »²⁵¹.

Le CHRDA signale qu'en décembre 2018, des centaines d'hommes armés de Bangolan (région du Nord-Ouest) ont incendié volontairement le village de Bangourain (division Noun, région du Nord-Ouest), causant la destruction d'au moins 85 bâtiments et touchant plus de 100 familles. Cet incident a provoqué la mort d'au moins une personne, a blessé plusieurs autres, et causé d'importantes pertes matérielles et en infrastructures. Au moins 15 personnes ont été enlevées²⁵².

En février 2019, plusieurs bâtiments du village de Kumbo ont été incendiés²⁵³.

4.2.4. Criminalité

Dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, en plus des affrontements quotidiens entre séparatistes et forces armées camerounaises, un banditisme s'est peu à peu développé à la faveur de la situation sécuritaire précaire²⁵⁴. Selon Hans de Marie Heungoup, expert sur le Cameroun à l'ICG qui s'exprimait en février 2019 : « [e]nviron un tiers des enlèvements sont le fait d'un banditisme armé opportuniste »²⁵⁵.

5. Cibles de la violence

Dans ce chapitre, le Cedoca pointe les différentes catégories de personnes visées par le conflit en zone anglophone. Pour chaque catégorie renseignée, le Cedoca présente quelques cas de violences représentatifs de la situation.

5.1. Cibles civiles

Au cours de l'année 2018, le conflit en zone anglophone prend une nouvelle amplitude en ciblant davantage les civils. Plusieurs rapports font le constat que tant les forces gouvernementales que les groupes armés séparatistes prennent des civils à partie²⁵⁶. Dans un rapport de février 2019, l'OCHA signale que le conflit continue de faire des victimes civiles via des tirs indirects et également des meurtres ciblés²⁵⁷.

Dans un rapport datant de fin mars 2019, HRW affirme qu'entre octobre 2018 et mars 2019, « les forces gouvernementales ont tué plusieurs dizaines de civils, recouru à la force de manière indiscriminée et incendié des centaines d'habitations »²⁵⁸. Parallèlement, selon le même rapport de HRW, « des séparatistes armés ont attaqué et enlevé des dizaines de personnes durant cette même période, exécutant au moins deux hommes, dans un climat marqué par une violence croissante »²⁵⁹.

Fin 2018, les sources consultées considèrent qu'environ 400 victimes civiles sont à comptabiliser depuis le début du conflit²⁶⁰. Selon une source anonyme issue d'une organisation internationale contactée en avril 2019, ce chiffre a grimpé à au moins 600 victimes civiles²⁶¹.

²⁵¹ HRW, 28/03/2019, [url](#)

²⁵² CHRDA, 26/12/2018, [url](#)

²⁵³ RFI, 21/02/2019, [url](#)

²⁵⁴ Jeune Afrique, 24/02/2019, [url](#)

²⁵⁵ Jeune Afrique, 24/02/2019, [url](#)

²⁵⁶ OCHA, 21/02/2019, [url](#) ; CESA, 05/10/2018, [url](#) ; HRW, 19/07/2018, [url](#) ; HRW, 28/03/2019, [url](#)

²⁵⁷ OCHA, 21/02/2019, [url](#)

²⁵⁸ HRW, 28/03/2019, [url](#)

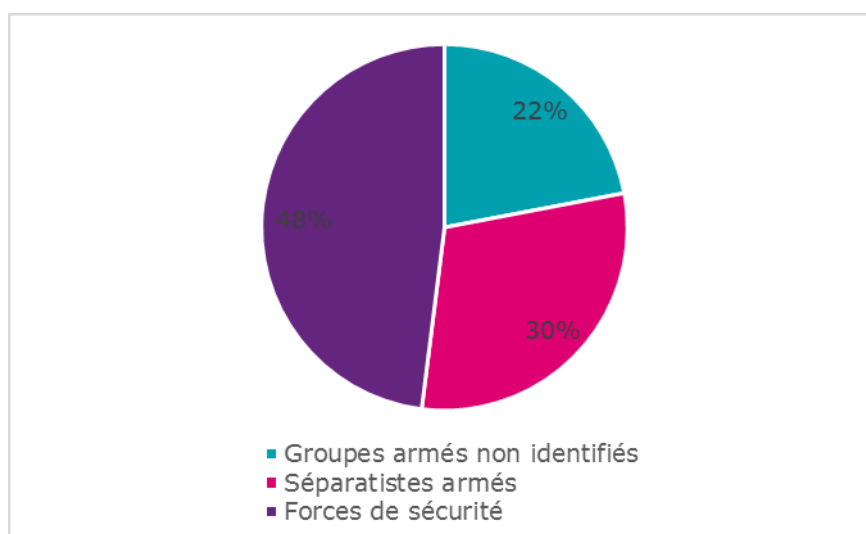
²⁵⁹ HRW, 28/03/2019, [url](#)

²⁶⁰ Washington Post (Muvunyi F.) (Global Factiva), 01/11/2018, [url](#) ; ICG, 03/10/2018, [url](#)

²⁶¹ Expert, ONG internationale, entretien téléphonique, 01/04/2019

En outre, selon HRW, entre octobre 2018 et mars 2019, au moins 170 civils ont été tués au cours de plus de 220 incidents recensés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. HRW précise que ces chiffres sont une estimation qui doit probablement être vue à la hausse étant donné la difficulté d'obtenir des informations dans les zones reculées où se produisent les incidents²⁶².

S'agissant des acteurs prenant pour cible les civils en région anglophone, l'analyse d'ACLED met en évidence que, depuis 2018, près de la moitié de toutes les attaques visant des civils sont perpétrées par les forces gouvernementales²⁶³. Le graphique suivant permet de visualiser les différents acteurs ciblant les civils dans les régions anglophones depuis 2018.



Cibles civiles par acteurs dans les régions anglophones depuis 2018²⁶⁴

En juillet 2019, ACLED signale que tant les séparatistes que les troupes camerounaises continuent de cibler activement les civils. La majorité des décès de civils renseignés dans la région depuis janvier 2019 est attribuée aux forces militaires camerounaises. Selon ACLED, ces abus de la part des forces de sécurité créent encore plus de méfiance et de griefs parmi les communautés anglophones²⁶⁵.

5.1.1. Civils ciblés par les séparatistes armés

Selon différentes sources consultées, une grande partie de la violence contre les civils est dirigée vers ceux qui ne soutiennent pas le mouvement séparatiste et est une manière de sanctionner les personnes considérées comme défiant les directives des sécessionnistes. D'une part, les civils sont pris en otages, forcés à ne plus envoyer les enfants à l'école, subissant les journées « villes mortes » et l'interdiction de se rendre aux bureaux de vote et d'autre part, ils sont menacés de représailles et agressés physiquement en cas de non-respect de ces injonctions²⁶⁶.

²⁶² HRW, 28/03/2019, [url](#)

²⁶³ ACLED, 14/02/2019, [url](#)

²⁶⁴ ACLED, 14/02/2019, [url](#)

²⁶⁵ ACLED, 23/07/2019, [url](#)

²⁶⁶ ACLED, 08/11/2018, [url](#) ; CESA, 05/10/2018, [url](#) ; AI, 12/06/2018, [url](#)

Par exemple, le 8 mai 2018, le Journal du Cameroun fait état d'un incendie criminel au lycée gouvernemental de Bafut où une note invitant l'école à ne plus ouvrir est laissée sur les lieux²⁶⁷.

En novembre 2018, des sécessionnistes présumés ont enlevé plus de 80 personnes, dont le directeur, un enseignant, un chauffeur ainsi que 79 élèves au pensionnat presbytérien de Nkwen, à Bamenda, la capitale de la région du Nord-Ouest²⁶⁸. Ils ont été libérés cinq jours plus tard, en échange de la fermeture de leur établissement scolaire²⁶⁹.

Selon HRW, le 22 novembre 2018, les Forces de restauration de l'Ambazonie ont attaqué un camp près du village de Bali (Nord-Ouest). Selon des témoins qui se sont confiés à HRW, les séparatistes ont ensuite piégé le corps sans vie d'un civil avec des explosifs. De retour chez eux après l'attaque, des villageois ont soulevé le cadavre, déclenchant l'engin explosif qui a tué et blessé plusieurs autres personnes²⁷⁰.

Le 2 janvier 2019, dans le Sud-Ouest, des assaillants anglophones ont utilisé des machettes pour couper les doigts de quatre ouvriers d'un champ de thé, que les rebelles avaient auparavant sommés de ne pas aller travailler. Les séparatistes présumés ont grièvement blessé trois autres employés et incendié le camp qui hébergeait les travailleurs²⁷¹.

Mi-février 2019, 170 élèves de Kumbo sont enlevés dans la région du Nord-Ouest et retenus captifs pendant une journée avant d'être relâchés par leurs ravisseurs en échange de la fermeture de leur lycée. L'établissement n'a pas rouvert depuis cet événement²⁷².

5.1.2. Civils ciblés par les forces camerounaises

Plusieurs sources notent que les forces gouvernementales répondent à la montée de l'insurrection séparatiste par des opérations de sécurité violentes visant les communautés locales soupçonnées de soutenir les sécessionnistes²⁷³. Des cas d'homicides, d'exécutions extrajudiciaires, d'arrestations arbitraires, de détentions au secret, de passages à tabac, de tortures, des meurtres de civils non armés et parfois des cas d'incendie et de destruction complète d'habitations et de biens sont attribués aux forces de l'ordre dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest²⁷⁴. À cet égard, Lewis Mudge, directeur de l'Afrique centrale à HRW, considère qu'« en ciblant les civils, le gouvernement fait preuve d'une réaction disproportionnée qui est contre-productive et risque de provoquer davantage de violence »²⁷⁵.

Entre janvier et avril 2018, par l'examen d'images satellites des villages situés dans la région du Sud-Ouest, dans les arrondissements de Mbonge, Kumba, Ekondo Titi, Konye et Nguti, HRW a trouvé des preuves de destruction de bâtiments par des incendies qui concernent vingt villages ou petites villes. Parmi les villages incendiés, HRW cite Kwakwa en janvier 2018, Azi en avril 2018, Munyenge en mai 2018. Selon HRW, ces destructions se sont poursuivies au mois de juin 2018, notamment à Ekona Mbenge²⁷⁶. Selon les témoignages recueillis par HRW auprès des villageois touchés, les attaques sont menées par les forces camerounaises en représailles d'attaques menées préalablement par des séparatistes contre les forces gouvernementales ou bien parce que ces dernières soupçonnent la

²⁶⁷ Journal du Cameroun, 11/05/2018, [url](#)

²⁶⁸ The Guardian (Maclean, R.), 05/11/2018, [url](#)

²⁶⁹ Jeune Afrique, 24/02/2019, [url](#)

²⁷⁰ HRW, 28/03/2019, [url](#)

²⁷¹ Jeune Afrique (Foute F.), 21/01/2019, [url](#)

²⁷² Jeune Afrique, 24/02/2019, [url](#)

²⁷³ AI, 12/06/2018, [url](#) ; HRW, 17/01/2019, [url](#)

²⁷⁴ AI, 12/06/2018, [url](#) ; HRW, 19/07/2018, [url](#) ; HRW, 17/01/2019, [url](#)

²⁷⁵ HRW, 28/03/2019, [url](#)

²⁷⁶ HRW, 19/07/2018, [url](#)

présence de combattants séparatistes dans les villages²⁷⁷. À propos de ces incendies d'habitations, les autorités militaires déclarent que l'armée lutte pour réprimer l'insurrection croissante des séparatistes et que l'armée « ne brûle que les maisons où on trouve des armes »²⁷⁸. Dans le *Plan d'assistance humanitaire d'urgence dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest 2018-2019*, publié par le gouvernement en juin 2018, des budgets sont alloués pour l'aide à la reconstruction des habitations de 10.000 familles²⁷⁹. Selon HRW, ce faisant, le gouvernement camerounais reconnaît de façon indirecte la destruction de centaines d'habitations²⁸⁰.

À titre d'exemple, selon HRW, entre le 19 et le 21 novembre 2018, des militaires, des membres du BIR et des gendarmes ont entrepris une opération sécuritaire de trois jours dans les localités d'Abuh, de Muteff et de Ngwaf (Nord-Ouest). Selon les témoins entendus par HRW, la zone était occupée par des séparatistes armés depuis le mois de juillet 2018 et les troupes gouvernementales ont pris des mesures de représailles à l'encontre des civils de ces localités soupçonnés d'offrir refuge aux séparatistes. D'après un témoignage recueilli par HRW : « il n'y a eu aucun affrontement pendant ces trois jours. Juste les militaires qui ont incendié nos maisons. C'était comme une vengeance »²⁸¹. Une soixantaine de maisons a été incendiée à Abuh, ce que HRW a pu vérifier par une analyse d'images satellites. Le pouvoir central a, quant à lui, expliqué avoir mené une opération de sécurisation de la zone, en neutralisant les sécessionnistes responsables d'exactions sur les civils qui y résident²⁸².

5.2. Forces de sécurité

Au cours de la période concernée par ce document, les séparatistes armés ont continué d'attaquer des forces de sécurité, en particulier des gendarmes et des policiers. Selon AI, les séparatistes auraient au moins fait 44 victimes parmi les gendarmes et la police entre septembre 2017 et mai 2018 dans les deux zones anglophones. Ils ont été tués lors d'attaques de postes de contrôle, dans les rues, ou sur leurs lieux d'affectation²⁸³. Selon HRW, au moins 31 membres des forces de sécurité ont été tués entre octobre 2018 et février 2019 lors d'opérations menées dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest²⁸⁴. ICG considère fin 2018 que pas moins de 175 militaires et policiers ont été tués depuis le début du conflit anglophone. À ce chiffre, s'ajoutent quelques 300 membres des forces de sécurité blessés²⁸⁵. Selon une source anonyme issue d'une ONG internationale contactée en avril 2019, le nombre de victimes dans le camp des forces gouvernementales est estimé à 235 morts²⁸⁶.

Les chiffres officiels fournis par le gouvernement camerounais sont différents. Selon ces chiffres, au mois de juin 2018, les séparatistes armés ont causé la mort de 84 éléments des forces de défense et de sécurité parmi lesquels 32 soldats, 42 gendarmes, 7 policiers, 2 gardiens de prison et 1 éco-garde lors de 123 attaques depuis le début de la crise. D'après le gouvernement, des corps de membres des forces de sécurité ont, dans plusieurs cas, été retrouvés mutilés ou décapités et exhibés sur les réseaux sociaux²⁸⁷.

²⁷⁷ HRW, 19/07/2018, [url](#)

²⁷⁸ France 24, 04/05/2018, [url](#)

²⁷⁹ Gouvernement du Cameroun, 20/06/2018, [url](#)

²⁸⁰ HRW, 19/07/2018, [url](#)

²⁸¹ HRW, 28/03/2019, [url](#)

²⁸² HRW, 28/03/2019, [url](#)

²⁸³ AI, 12/06/2018, [url](#)

²⁸⁴ HRW, 28/03/2019, [url](#)

²⁸⁵ ICG, 03/10/2018, [url](#)

²⁸⁶ Expert, ONG internationale, entretien téléphonique, 01/04/2019

²⁸⁷ Présidence de la République, 20/06/2018, [url](#) ; REDHAC, 26/06/2018, [url](#)

Parmi les cas authentifiés de violences à l'encontre des forces de sécurité, AI a authentifié en septembre 2018 des vidéos montrant une personne affirmant être membre des Forces de libération de l'Ambazonie en présence de la tête d'un gendarme décapité²⁸⁸.

Vers le 10 septembre 2018, des séparatistes armés ont attaqué les positions des militaires situées aux alentours du collège Saint-Joseph Sasse, dans la ville de Buea, provoquant des tirs nourris entre les deux camps. Selon les habitants de la zone, des tirs ont été échangés pendant plusieurs heures au cours de la nuit des faits²⁸⁹.

Dans le village de Tadu, à Kumbo, en février 2019, un gendarme a été tué par des séparatistes présumés. En guise de représailles, les forces camerounaises ont mené une opération dans le village²⁹⁰.

5.3. Fonctionnaires et biens publics

Au cours de la période concernée, de nombreuses sources mentionnent des attaques visant des écoles, des enlèvements d'enseignants, des fonctionnaires enlevés ou tués, des destructions de biens publics²⁹¹.

5.3.1. Ecoles et enseignants

Dès le début de l'année 2017, les établissements scolaires ainsi que leurs directions et les enseignants soupçonnés de ne pas faire appliquer le boycott imposé par les séparatistes subissent des attaques de la part de groupes séparatistes armés ou d'individus agissant de leur propre initiative²⁹². Ainsi, des groupes séparatistes ont attaqué et incendié des dizaines d'écoles, menacé, agressé voire enlevé des enseignants et des chefs d'établissement²⁹³. Selon HRW, les séparatistes menacent également les enseignants et les élèves par le biais des réseaux sociaux, de textos et des tracts imprimés dans le but de faire respecter le boycott des écoles²⁹⁴. HRW constate également que les bâtiments scolaires servent de base pour les combattants armés et de dépôt pour les armes²⁹⁵.

À titre d'exemple, le Cedoca renseigne les cas suivants.

Le 25 avril 2018, Ashu Thomas Nkongho, surveillant général du lycée bilingue de Kossala, dans la Meme, est tué dans l'établissement²⁹⁶.

Le 30 avril 2018, des séparatistes enlèvent l'abbé William Neba, principal du Collège Saint Bede, à Ashing, près de Belo (Nord-Ouest), alors qu'il célèbre la messe avec des étudiants. L'abbé est relâché deux jours plus tard²⁹⁷.

Le 25 mai 2018, Eric Ngomba, directeur de l'académie baptiste camerounaise Yoke-Muyuka, est enlevé parce que son établissement était ouvert. Ses ravisseurs le somment d'inciter ses collègues à fermer les écoles ouvertes dans la région et à ne pas faire passer les examens nationaux²⁹⁸.

²⁸⁸ AI, 18/09/2018, [url](#)

²⁸⁹ AI, 18/09/2018, [url](#)

²⁹⁰ BBC, 29/01/2019, [url](#)

²⁹¹ AI, 12/06/2018, [url](#) ; HRW, 17/01/2019, [url](#)

²⁹² AI, 12/06/2018, [url](#) ; HRW, 17/01/2019, [url](#)

²⁹³ HRW, 17/01/2019, [url](#) ; HRW, 28/03/2019, [url](#)

²⁹⁴ HRW, 19/07/2018, [url](#)

²⁹⁵ HRW, 28/03/2019, [url](#)

²⁹⁶ Gouvernement du Cameroun, 20/06/2018, [url](#)

²⁹⁷ HRW, 19/07/2018, [url](#)

²⁹⁸ HRW, 30/05/2018, [url](#)

Le même jour, à Buea, Georgiona Enanga, la proviseure du lycée bilingue de Buea est kidnappée²⁹⁹.

Le 3 septembre 2018, dans la ville de Bafut (Nord-Ouest), des sécessionnistes armés kidnappent sept élèves et le principal du collège presbytérien. Ce dernier est torturé et gravement blessé au cours de sa séquestration. Les otages sont libérés après quelques jours de captivité³⁰⁰.

5.3.2. Autorités administratives

Selon des données officielles, les autorités administratives sont régulièrement la cible des séparatistes. Ainsi par exemple, le 22 avril 2018, le convoi du gouverneur de la région du Sud-Ouest est attaqué dans le département de Lebialem. Le 20 mai 2018, le 2^{ème} adjoint préfectoral du Lebialem est enlevé³⁰¹.

5.3.3. Entreprises publiques

Selon l'ICG, les séparatistes mènent également une guerre économique notamment en incendiant des entreprises étatiques ou en saisissant leurs biens³⁰². Ainsi, la Cameroon Development Corporation (CDC), une entreprise publique agro-alimentaire qui possède de vastes plantations agricoles dans la région du Sud-Ouest, deuxième employeur du pays après l'État, est régulièrement prise pour cible. Dans un article paru en mai 2018, Actu Cameroun relate que les employés de la CDC reçoivent des menaces de mort et que plusieurs ont été tués. Les installations de l'entreprise subissent des pertes importantes, dont des véhicules incendiés³⁰³. En raison de ces attaques, des travailleurs ont déserté les campements où ils étaient logés et l'entreprise a dû fermer plusieurs usines³⁰⁴.

5.4. Chefs traditionnels

Selon plusieurs sources, des chefs traditionnels soupçonnés par les séparatistes d'être des informateurs des forces gouvernementales ou d'être de connivence avec les fonctionnaires du gouvernement sont régulièrement pris pour cibles par les séparatistes armés³⁰⁵.

Selon AI, les chefs coutumiers sont parmi les plus ciblés par la violence. Leurs habitations ont servi de lieux de manifestations et de marches dans de nombreuses communautés du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et des drapeaux ambazoniens ont été dressés sur leurs toits³⁰⁶. Selon les témoignages recueillis par AI :

« La crise a durement touché les chefs. Ils ont dû abandonner leurs villages car ils ont été pris pour cible par les extrémistes. Les chefs sont soupçonnés de dénoncer les problèmes auprès de l'armée ou de l'administration et font l'objet d'intimidation pour les en dissuader. On attend aussi des chefs qu'ils soutiennent financièrement les séparatistes. Ce qui les met dans une situation embarrassante »³⁰⁷.

²⁹⁹ Gouvernement du Cameroun, 20/06/2018, [url](#) ; USDOS, 13/03/2019, [url](#)

³⁰⁰ AI, 18/09/2018, [url](#)

³⁰¹ Gouvernement du Cameroun, 20/06/2018, [url](#)

³⁰² ICG, 03/10/2018, [url](#)

³⁰³ Actu Cameroun, 05/05/2018, [url](#)

³⁰⁴ Dw.com, 29/06/2018, [url](#)

³⁰⁵ AI, 12/06/2018, [url](#) ; RECODH, 20/07/2018, [url](#) ; RFI, 04/08/2018, [url](#)

³⁰⁶ AI, 12/06/2018, [url](#)

³⁰⁷ AI, 12/06/2018, [url](#)

Dans un rapport officiel, le gouvernement camerounais recense quinze cas d'attaques contre des chefs traditionnels ainsi que des feux boutés dans des chefferies traditionnelles³⁰⁸. Le rapport ne fournit pas de détails sur ces différents cas.

5.5. Séparatistes

D'après l'ICG, fin 2018, la crise anglophone a fait plusieurs centaines de victimes parmi les combattants séparatistes³⁰⁹.

Par exemple, le 28 septembre 2018, les forces de sécurité ont mené une opération dans la localité de Ndop soupçonnée d'être un foyer des sécessionnistes. Les militaires camerounais ont ouvert le feu sur un campement où plusieurs séparatistes auraient été tués. L'armée a saisi des armes et des munitions et des barrages routiers érigés par les séparatistes ont été détruits³¹⁰.

5.6. Presse et personnel de santé

5.6.1. Journalistes

Les journalistes couvrant la situation dans les zones anglophones sont pris pour cibles tant par les séparatistes que par les forces de l'ordre et de sécurité. A titre d'exemple, en février 2019, des séparatistes présumés ont kidnappé le journaliste camerounais Ambe Awa Macmillan soupçonné de prôner, dans ses émissions, la reprise des cours. Il a été libéré vingt-quatre heures plus tard³¹¹.

5.6.2. Personnel de santé

HRW observe une tendance à l'augmentation du recours à la violence par les forces de sécurité à l'encontre des établissements médicaux et du personnel de santé dans les régions anglophones³¹². Ce ciblage accru des infrastructures médicales et des professionnels de la santé notamment dans le Nord-Ouest risque, selon HRW, « de priver la population de services de santé à un moment où elle en a le plus besoin »³¹³. Ainsi, différents articles de presse relayent l'incendie de l'hôpital de Kumba (Sud-Ouest) qui a causé la mort d'au moins quatre personnes en février 2019. Selon le bilan officiel dressé par les autorités camerounaises, sept véhicules, la résidence du personnel, le bloc opératoire, la maternité et la salle de médecine générale ont également été incendiés. Les autorités engagent la responsabilité des séparatistes armés, lesquels démentent leur implication dans ces faits et rejettent la responsabilité sur l'armée camerounaise³¹⁴. Selon des informations de la BBC, l'armée aurait attaqué à plusieurs reprises des infrastructures de santé où des séparatistes s'étaient rendus pour se soigner³¹⁵. Selon HRW, depuis le mois d'août 2018, les forces gouvernementales ont tué au moins deux travailleurs de la santé parmi lesquels une infirmière enceinte, ont grièvement blessé une autre infirmière et ont attaqué trois infrastructures sanitaires³¹⁶.

³⁰⁸ Gouvernement du Cameroun, 20/06/2018, [url](#)

³⁰⁹ ICG, 03/10/2018, [url](#)

³¹⁰ Camerounweb.com, 02/10/2018, [url](#)

³¹¹ Jeune Afrique, 24/02/2019, [url](#)

³¹² HRW, 28/03/2019, [url](#) ; HRW, 10/04/2019, [url](#)

³¹³ HRW, 10/04/2019, [url](#)

³¹⁴ BBC, 12/02/2019 [url](#) ; Jeune Afrique (Foute F.), 12/02/2019, [url](#)

³¹⁵ BBC, 12/02/2019 [url](#)

³¹⁶ HRW, 28/03/2019, [url](#)

6. Répartition géographique

6.1. Localisation de la violence

Selon l'OCHA, durant les premiers mois de l'année 2018, l'épicentre de la crise est passé de Bamenda (Nord-Ouest) à Mamfe et Kumba (Sud-Ouest). Toutes les divisions de la région du Sud-Ouest, qui compte plus de 1.4 million d'habitants, sont touchées par la crise³¹⁷.

ACLED constate également qu'en 2018, les séparatistes et les groupes armés ont étendu leurs activités géographiquement. Alors qu'en 2017, ces groupes étaient actifs dans cinq départements du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, en 2018, ils ont été actifs dans douze départements (voir la carte ci-dessous). Suivant l'analyse proposée par ACLED, en même temps que ces groupes ont élargi la portée géographique de leurs opérations, ils se sont engagés dans des actes de violence plus meurtriers³¹⁸. ACLED considère que la propagation pourrait être le résultat de la formation de nouveaux groupes³¹⁹.

D'après ICG, depuis l'été 2018, la crise anglophone a commencé à s'étendre aux autres régions du pays³²⁰. Dans son rapport publié en mai 2019, ICG indique qu'en 2018, une « vingtaine d'attaques et d'incendies ont eu lieu dans les régions francophones de l'Ouest (zones de Menoua, Bamoutos et Noun) et du Littoral (zones de Mbanga, Njombe Penja et Mpenda Mboko), faisant une quinzaine de morts et d'importants dégâts matériels »³²¹. Selon les données d'ACLED, de janvier à mars 2019, des séparatistes ont procédé à un enlèvement dans la région de l'Ouest et un dans la région du Littoral³²².

ICG est d'avis que « le risque de communautarisation du conflit est élevé »³²³. Ainsi, ICG relève que :

« [...] en plus des groupes armés séparatistes, quelques milices d'autodéfense progouvernementales, notamment au sein des communautés Bakweri et Mbororo, et un nombre inconnu de groupuscules purement criminels ainsi que des groupuscules mi-criminels, mi-séparatistes sont actifs, y compris à l'Ouest. Les attaques en décembre dernier contre Bangourain, un village dans la région francophone de l'Ouest, tout près de la frontière avec le Nord-Ouest, par des miliciens séparatistes, ont été suivies de représailles contre les habitants anglophones »³²⁴.

Le Cedoca a contacté une source issue de la société civile dans le but de savoir si, au sein des zones anglophones, il y a des zones davantage touchées par la crise et d'autres plus préservées. À l'occasion d'un entretien téléphonique le 29 mai 2019, cette source explique que :

« la violence est tellement imprévisible que personne n'est en sécurité quel que soit l'endroit où il se trouve. Il n'y a pas de logique dans la violence, c'est sporadique. C'est imprévisible. Il y a deux jours à Buea, un enseignant a été décapité. On ne peut pas tisser un lien entre la cause et les faits. On ne peut pas dire que Kumbo a déjà été brûlé et donc les militaires ne vont pas revenir. Ils peuvent revenir pour terminer de détruire ce qu'ils n'ont pas détruit la première fois. C'est une insécurité généralisée »³²⁵.

³¹⁷ OCHA, 05/2018, [url](#)

³¹⁸ ACLED, 21/09/2018, [url](#)

³¹⁹ ACLED, 21/09/2018, [url](#)

³²⁰ ICG, 07/2018, [url](#)

³²¹ ICG, 02/05/2019, p. 3, [url](#)

³²² ACLED, 29/03/2019, [url](#)

³²³ ICG, 02/05/2019, p. 3, [url](#)

³²⁴ ICG, 02/05/2019, p. 3, [url](#)

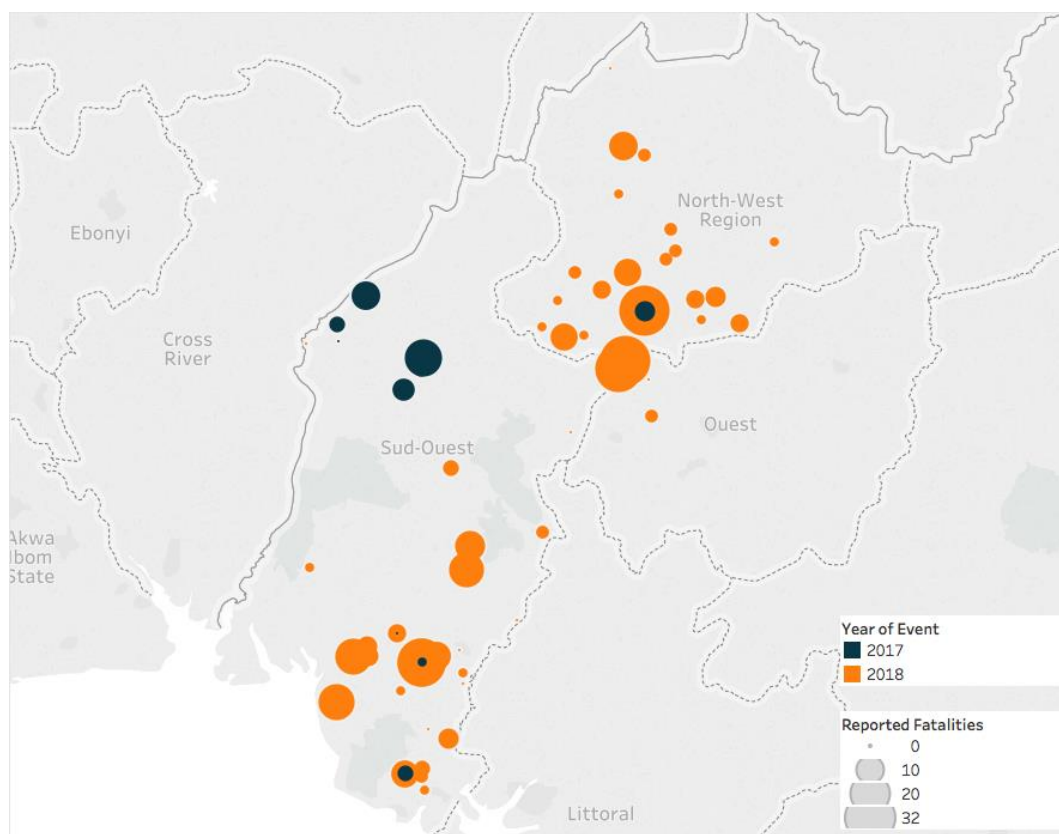
³²⁵ Source issue de la société civile ayant requis l'anonymat, entretien téléphonique, 29/05/2019

Cette source ajoute cependant qu'il faut faire une distinction entre les centres comme Buea et Bamenda où il y a davantage d'activité, et le reste du territoire³²⁶. C'est également l'avis d'une source académique consultée par le Cedoca, laquelle affirme ce qui suit :

«[i]l y a bien sûr une présence sécuritaire plus forte dans les capitales régionales Bamenda et Buea où la vie est encore possible mais le conflit s'est véritablement généralisé. Et bien loin des schémas démagogiques du gouvernement, l'insécurité est systémique et généralisée »³²⁷.

Le Cedoca a interrogé un contact issu de la société civile quant au contrôle par les séparatistes de certaines zones dans les deux régions anglophones. Ce contact explique que 80 % des zones rurales sont contrôlées par les séparatistes. Ce contact précise qu'il ne s'agit pas d'un contrôle physique de la zone, avec affichage du drapeau dans un camp d'entraînement installé de manière fixe mais qu'il s'agit d'un contrôle psychologique de la zone. Les séparatistes sont éparpillés dans les villages sans qu'on sache précisément où ils sont et combien ils sont. D'après cette source, ce phénomène rend l'ensemble du territoire rural très vulnérable et permet aux sécessionnistes d'avoir le contrôle psychologique³²⁸.

6.2. Visualisation sur carte géographique



Événements violents et décès causés par des groupes rebelles par an, régions Nord-Ouest et Sud-Ouest du Cameroun (2017 – 2018)³²⁹

³²⁶ Source issue de la société civile ayant requis l'anonymat, entretien téléphonique, 29/05/2019

³²⁷ Source académique ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 01/06/2019

³²⁸ Source issue de la société civile ayant requis l'anonymat, entretien téléphonique, 29/05/2019

³²⁹ ACLED, 21/09/2018, [url](#)

7. Déplacements de population

7.1. Populations concernées

Dans un rapport de novembre 2018 intitulé *Cameroon: four priorities to strengthen protection for internally displaced persons*, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (Office of the High Commissioner for Human Rights, OHCHR) fait le constat que la population civile subit les conséquences de l'escalade de la violence entre les groupes armés non étatiques et les forces de défense et de sécurité dans les régions anglophones. La destruction de villages et d'infrastructures ainsi que le climat d'insécurité généralisé impliquent des déplacements de population³³⁰. En mars 2019, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) estime qu'environ 437.000 personnes sont déplacées dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest du Cameroun³³¹.

Selon l'OCHA, la majorité des personnes déplacées sont des femmes et des enfants³³². L'ONG Authentique Memorial Empowerment Foudation (AMEF), qui apporte de l'aide de première nécessité aux populations déplacées dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, fait quant à elle le constat que les familles déplacées comprennent des hommes, des femmes, des enfants, des jeunes et des personnes âgées, avec une moyenne de cinq à quinze personnes par ménage³³³.

7.2. Régions de refuge

7.2.1. Déplacés internes

A la fin 2018 - début 2019, plusieurs sources telles que le HCR, l'ICG ou l'OCHA estiment que la majorité des personnes déplacées, soit environ 437.000 personnes, se déplacent à l'intérieur du Cameroun³³⁴.

Selon les estimations du HCR, en février 2019, 246.119 personnes ont trouvé refuge dans la région du Sud-Ouest, 104.801 personnes dans la région du Nord-Ouest et 86.434 personnes se sont déplacées dans la région du Littoral et la région de l'Ouest³³⁵. L'OCHA présente à la même période des chiffres similaires³³⁶.

En août 2019, l'OCHA présente une nouvelle évaluation du nombre de déplacés internes et porte le nombre de déplacés en provenance des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest à 536.000 personnes³³⁷.

D'après les données du HCR en février 2019, les principales régions de refuge pour les personnes déplacées sont : Buea, Tiko, Mbonge, Manyu, Limbe, Muyuka, Kumba 1 et 2, Tombe, Ekondo-Titi, Konye³³⁸.

³³⁰ OHCHR (Jimenez-Damary C.), 16/11/2018, [url](#)

³³¹ UNHCR, 31/03/2019, [url](#) ; UNHCR, 27/02/2019, [url](#)

³³² OCHA, 21/02/2019, [url](#)

³³³ OCHA, 06/2018, [url](#)

³³⁴ ICG, 28/12/2018, [url](#) ; UNHCR, 31/01/2019, [url](#) ; UNHCR, 01/2019, [url](#) ; OCHA, 21/02/2019, [url](#) ; UNHCR, 27/02/2019, [url](#) ; OCHA, 28/02/2019, [url](#) ; OCHA, 01/2019, [url](#) ; ICG, 02/05/2019, p. 4, [url](#)

³³⁵ UNHCR, 27/02/2019, [url](#)

³³⁶ OCHA, 01/2019, p. 7, [url](#)

³³⁷ OCHA, 26/08/2019, [url](#)

³³⁸ UNHCR, 27/02/2019, [url](#)

Les différentes sources consultées affirment que les personnes déplacées vivent principalement dans les forêts et les zones rurales. D'autres vivent dans les zones urbaines, au sein de familles d'accueil ou dans des locations³³⁹.

7.2.2. Déplacés au Nigeria

Selon les différentes estimations, le nombre de Camerounais réfugiés au Nigeria voisin est estimé à 39.000 personnes en juillet 2019³⁴⁰, alors qu'il se situait autour des 35.000 personnes dans les premiers mois de l'année 2019³⁴¹. Ces déplacés sont principalement pris en charge par le HCR, le gouvernement nigérian, les autorités locales et les ONG locales et internationales. Mais d'après l'ICG, « ce soutien est limité, car le Nigéria est lui-même confronté à des millions de déplacés internes du fait de multiples crises sécuritaires et humanitaires »³⁴².

Dans son rapport de mai 2019 intitulé *Crise anglophone au Cameroun : comment arriver aux pourparlers*, l'ICG relève que la plupart des réfugiés camerounais sont hébergés dans des familles d'accueil. Quelques camps ont également été installés d'abord près de la frontière puis, à partir de septembre 2018, à 50 kilomètres de la frontière pour éviter les incursions des forces de sécurité camerounaises à la recherche de sécessionnistes parmi les réfugiés³⁴³.

Ainsi, selon les chiffres du HCR, plus de 10.000 réfugiés camerounais ont été transférés vers les installations du HCR d'Adagom (Cross River), d'Okende (Cross River) et d'Anyake (Benue), qui offrent une plus grande sécurité et des abris de meilleure qualité, de même qu'à un accès à des services de base tels que la nourriture, les soins de santé et l'éducation. Les 22.000 autres réfugiés vivent au sein de communautés locales, surtout dans les Etats nigériens d'Akwa Ibom, Cross River, Benue et Taraba³⁴⁴. D'après les données du HCR, les femmes et les enfants représentent une grande majorité de la population enregistrée comme réfugiée au Nigeria³⁴⁵.

Interrogé par RFI en janvier 2018, John Inaku, le responsable du Service de gestion et de management des urgences pour l'Etat de Cross River explique au sujet de la situation des réfugiés camerounais au Nigeria :

« Nous avons recensé près de 33 000 migrants camerounais. Un grand nombre est arrivé par la route. Mais certaines personnes traversent la forêt, d'autres le fleuve. C'est donc très difficile de les enregistrer sur nos bases de données. [...] Nous avons dû mal à leur apporter à tous les aides dont ils ont besoin, car les routes sont impraticables et ces personnes sont disséminées dans des villages éloignés les uns des autres. Certaines personnes ont fui avec leurs enfants. Plusieurs réfugiés ont dormi dans la forêt pendant plusieurs semaines. Certains racontent avoir vu leurs proches être victimes de violences, ils se sont donc sentis en danger, et c'est pourquoi ils ont fui. Ils sont partis les mains vides. Une femme enceinte a dû accoucher dans des conditions difficiles, sans aucune aide et son bébé est mort »³⁴⁶.

³³⁹ UNHCR, 01/2019, [url](#) ; UNHCR, 27/02/2019, [url](#) ; OHCHR (Jimenez-Damary C.), 16/11/2018, [url](#) ; OCHA, 01/2019, p. 11, [url](#)

³⁴⁰ OCHA, 26/08/2019, [url](#)

³⁴¹ ICG, 28/12/2018, [url](#) ; UNHCR, 05/11/2018, [url](#) ; OCHA, 21/02/2019, [url](#) ; UNHCR, 02/2019, [url](#) ; RFI, 28/03/2019, [url](#)

³⁴² ICG, 02/05/2019, p. 4, [url](#)

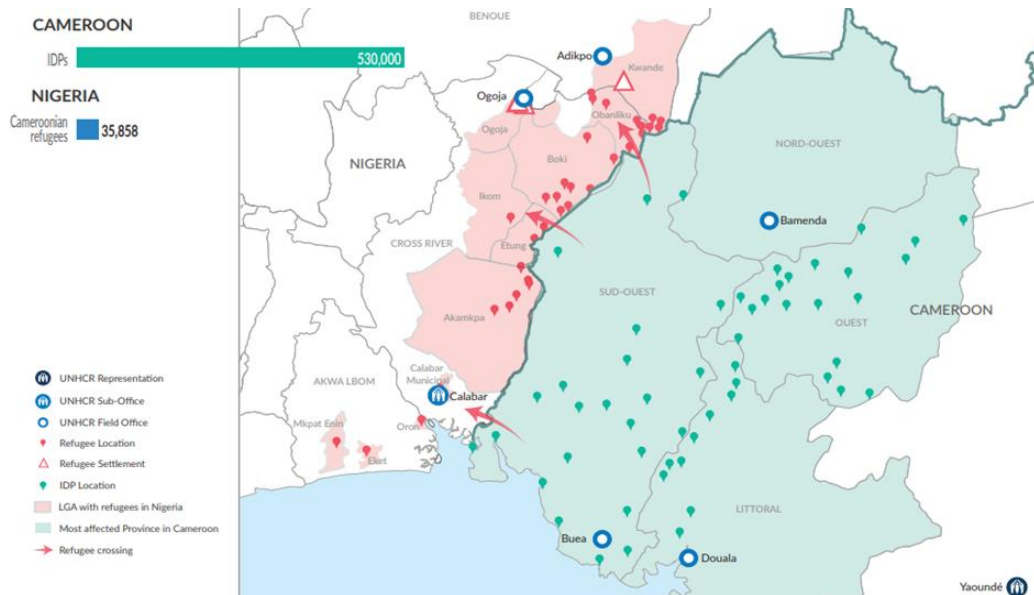
³⁴³ ICG, 02/05/2019, pp. 4-5, [url](#)

³⁴⁴ UNHCR, 05/11/2018, [url](#) ; UNHCR, 02/2019, [url](#)

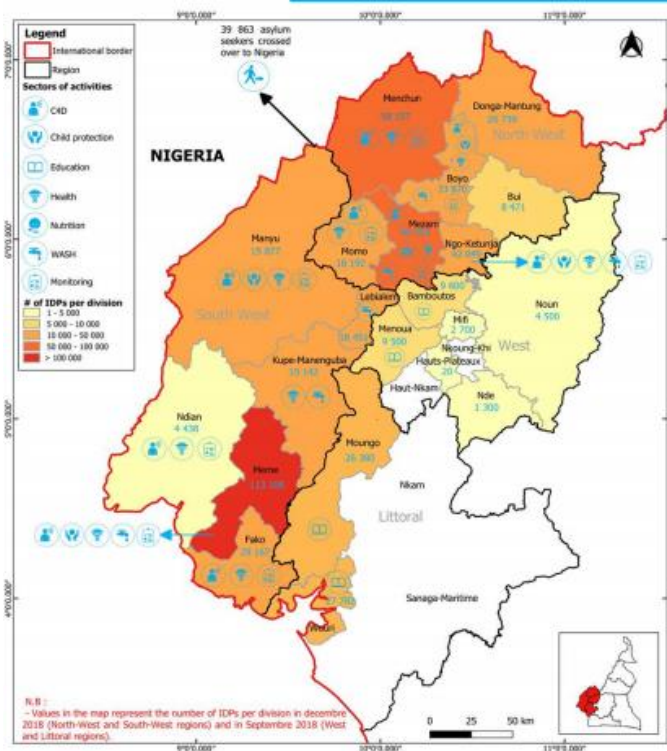
³⁴⁵ UNHCR, 05/11/2018, [url](#)

³⁴⁶ RFI, 25/01/2018, [url](#)

7.2.3. Visualisation sur cartes géographiques



Populations déplacées au Cameroun et au Nigeria (mai 2019)³⁴⁷



Nombre de déplacés par département³⁴⁸

³⁴⁷ UNHCR, 15/05/2019, [url](#)

³⁴⁸ UNICEF, 30/06/2019, [url](#)

7.3. Conditions de vie socio-économiques des réfugiés et déplacés

L'ONU estime que les principaux besoins des personnes déplacées sont les suivants : trouver un abri et des fournitures non-alimentaires, car beaucoup de civils ont fui sans bagage pour une destination inconnue ; la sécurité alimentaire, car l'insécurité et le risque d'attaques entrave l'accès aux terres et le commerce ; la santé, car la population déplacée manque d'accès aux soins médicaux de base ; l'accès à l'eau et à des sanitaires ; l'éducation, car près de 42.500 enfants en âge scolaire n'ont pas pu aller régulièrement à l'école durant ces deux dernières années³⁴⁹.

Selon l'OCHA, beaucoup de personnes déplacées ont perdu leurs papiers d'identité pendant leur fuite. Elles sont également confrontées à des violations des droits de l'homme telles que l'exploitation et la maltraitance, la discrimination fondée sur le sexe, la violence, des restrictions dans leur liberté de mouvement ainsi que la séparation familiale³⁵⁰.

L'ONG Authentique Memorial Empowerment Foudation (AMEF) apporte de l'aide de première nécessité aux populations déplacées dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Selon AMEF, les enfants, les femmes et les personnes âgées souffrent particulièrement de la situation à cause de carences nutritionnelles, d'un manque de soins de santé et de problèmes sanitaires. Les déplacés sont installés dans les localités urbaines ou semi-urbaines telles que Mamfe, Kumba, Buea, Limbe dans la région du Sud-Ouest ainsi que dans les forêts³⁵¹.

Selon une source issue du milieu académique contactée en septembre 2019, les mouvements de populations opèrent une forte pression sur la zone francophone et engendrent beaucoup de précarité. Dans un courrier électronique du 9 septembre 2019, cette source explique :

« Ces déplacements massifs de populations sont marqués par une grande précarité. Il s'est développé une prostitution y relative surtout à Douala, Yaoundé, Bafoussam et Dschang, une floraison de la main d'oeuvre domestique bon marché, dans les villes francophones, du fait de ces arrivées massives qui sont surtout celles des enfants et des jeunes. Je connais des familles de dizaines de personnes vivant entassées dans des conditions pitoyables. Les églises sont confrontées à une demande très forte d'assistance de personnes venant de ces régions et n'ayant pas de logement (notamment à Yaoundé pour ce que j'ai observé) »³⁵².

8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

8.1. Impact économique

Plusieurs sources marquent leur préoccupation face à la détérioration continue de la situation socio-économique dans les régions anglophones depuis octobre 2016³⁵³. Pour le OHCHR, les populations connaissent une forte dévaluation de leurs conditions de vie liée notamment à l'impossibilité pour les enfants de fréquenter l'école, aux difficultés d'accès à la nourriture, à l'eau, à la santé et à d'autres besoins et services de base, ainsi qu'aux cas de violences basées sur le genre dont sont victimes les femmes déplacées et d'autres abus et violations des droits humains³⁵⁴. La crise a entraîné le

³⁴⁹ OCHA, 05/2018, [url](#) ; OCHA, 06/2018, [url](#)

³⁵⁰ OCHA, 05/2018, [url](#)

³⁵¹ OCHA, 06/2018, [url](#)

³⁵² Source académique ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 09/09/2019

³⁵³ ACHPR, 09/05/2018, [url](#) ; HRW, 19/07/2018, [url](#) ; OHCHR (Jimenez-Damary C.), 16/11/2018, [url](#) ; RECODH, 20/07/2018, [url](#)

³⁵⁴ OHCHR (Jimenez-Damary C.), 16/11/2018, [url](#) ; ACHPR, 09/05/2018, [url](#)

déplacement d'un nombre important de Camerounais anglophones depuis le début de la crise, les laissant sans moyens de subsistance et sans accès aux biens de première nécessité³⁵⁵.

Fin 2018, ICG relève que, selon le Groupement inter-patronal du Cameroun (GICAM), la crise anglophone a déjà causé une perte directe ou un manque à gagner de 269 milliards de francs CFA (soit 410 millions €); plus de 6.000 emplois ont été détruits sur les implantations agro-industrielles où la production est stoppée et environ 8.000 emplois sont menacés³⁵⁶.

Une source issue du milieu académique contactée par le Cedoca fait, dans un courrier électronique du 1^{er} juin 2019, le constat général que :

« Il faut d'abord dire que l'insurrection vise aussi particulièrement le secteur économique comme expression de l'injustice extractive des régions anglophones. les villes mortes visent aussi la fermeture des commerces, services et entreprises agricoles et les activités de production et de commercialisation en gros et en détail sont les premiers à pâtir de la situation et ils n'arrivent, les autres jours d'ouverture, à rattraper les pertes. [...] [I]l y a un effet de secteurs, les entreprises de service notamment bancaires ferment systématiquement en cas de simple rumeur de ville morte. Certaines banques ont fermés de nombreuses agences à l'intérieur des régions. Celles qui restent sont surtout dans les capitales régionales [sic] »³⁵⁷.

8.1.1. Agriculture

Les activités agricoles sont perturbées par le conflit. La crise et les déplacements qui ont suivi ont empêché les gens d'accéder à leurs champs et aux marchés. La plupart des populations touchées qui dépendaient de l'agriculture ou de l'élevage comme principale source de subsistance avant la crise, n'ont plus accès à leurs champs et aux marchés, ce qui implique une dépendance à l'aide extérieure, selon l'OCHA³⁵⁸. Dans un rapport sur les besoins humanitaires de janvier 2019, l'OCHA pointe en outre le fait que la baisse de la production agricole entraîne une potentielle augmentation du prix des denrées de base en 2019³⁵⁹. Dans un rapport datant de juillet 2018, HRW ajoute que les populations peuvent moins facilement exporter leurs productions agricoles vers d'autres régions du pays à cause de l'insécurité des routes. Les engrais et les pesticides parviennent également plus difficilement dans ces régions, rendant difficile la culture des terres³⁶⁰.

8.1.2. Commerce

Une enquête du GICAM note que les journées « villes mortes » s'apparentent à des journées de grève générale où la plupart des activités de production et de commercialisation sont à l'arrêt³⁶¹. HRW constate par conséquent que ces opérations « villes mortes » impactent les revenus des ménages et impliquent une augmentation des coûts de la nourriture et d'autres produits³⁶².

Selon le GICAM, le secteur du commerce et de la distribution est aussi touché de manière importante. En raison des actes de vandalisme et des nombreuses intimidations auxquels elles font face, les entreprises de commerce et distribution ont limité leur présence dans les régions du Nord-Ouest et du

³⁵⁵ ACHPR, 09/05/2018, [url](#)

³⁵⁶ ICG, 03/10/2018, [url](#)

³⁵⁷ Source académique ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 01/06/2019

³⁵⁸ OCHA, 05/2018, [url](#)

³⁵⁹ OCHA, 01/2019, [url](#)

³⁶⁰ HRW, 19/07/2018, [url](#)

³⁶¹ GICAM, 13/09/2018, [url](#)

³⁶² HRW, 19/07/2018, [url](#) ; RECODH, 20/07/2018, [url](#)

Sud-Ouest aux zones où la sécurité est encore garantie. En conséquence, l'espace commercial abandonné laisse la place aux produits de contrebande qui envahissent les marchés³⁶³.

S'agissant du commerce frontalier avec le Nigeria, une source issue de la société civile explique que la zone frontalière n'est plus aussi accessible et fréquentée qu'avant la crise. Selon cette source, la population évite de fréquenter la frontière, zone où la présence militaire du Cameroun et du Nigeria a été renforcée, ce pour deux motifs : cette frontière constitue le point de passage pour les populations du Cameroun qui vont se réfugier au Nigeria, mais également pour les séparatistes qui s'approvisionnent en armes et en munitions au Nigeria voisin.

De plus, les civils hésitent à se rendre de Bamenda vers la frontière parce que cela nécessite de traverser des localités à risques comme Bali, Batibo et Mamfé. Ce contact considère par conséquent que le commerce frontalier est ralenti³⁶⁴.

Sur la question du commerce transfrontalier, une source issue du milieu académique contactée par le Cedoca renseigne ce qui suit dans un courrier électronique daté du 1^{er} juin 2019 :

« Au poste frontière d'Ekok, il arrive que des blindés camerounais soient positionnés et la frontière fermée. De nombreux postes de contrôle ambazoniens sont installés sur les routes et exercent le racket des camions de transport lorsqu'ils n'incendient pas simplement les engins et leurs chargements: des blocages fréquents du trafic routier, confiscation et destruction des camions et des pick-up de marchandises, enlèvements des conducteurs avec demandes de rançon. Le commerce transfrontalier a été affecté mais une effet d'habitude s'installe et des formes de transaction stabilisées entre les amba boys et les commerçants qui s'en tirent en payant une sorte 'd'impôt révolutionnaire' pour continuer à exercer »³⁶⁵.

Consultée sur la tenue des marchés dans la région anglophone, une source de la société civile mentionne qu'aucune activité n'a lieu les lundis sur injonction des séparatistes. Les autres jours, les marchés se tiennent mais dans des conditions difficiles car les commerçants sont victimes d'extorsions d'argent de la part des séparatistes et des militaires³⁶⁶. Une autre source issue de la société civile basée à Douala exprime le même avis dans un courrier électronique du 28 mai 2019 : « les marchés fonctionnent en dehors des jours de ghost town, mais pas comme avant la crise. Plusieurs commerçants se sont relocalisés dans les régions du Littoral, de l'Ouest et du Sud à la frontière entre le Cameroun et la Guinée équatoriale »³⁶⁷. Ensuite, une source du milieu académique fait le constat que :

« [...] les villes mortes touchent particulièrement les marchés. Hier le marché de kumbo était fermé pourtant ce n'est pas ghost town. Quelque fois le marché ouvre le matin et sur une rumeur de descente des amba boys ferme aussitôt. Il y a un impôt à payer basé sur une collecte régulière pour 'sustain the fight'. Le montant est généralement libre mais ceux qui ont de grosse boutique ont un montant fixe à payer »³⁶⁸.

8.1.3. Entreprises

Les entreprises implantées dans les régions Nord-Ouest et Sud-Ouest font l'objet d'attaques et voient ainsi leurs activités paralysées, voire menacées. En janvier 2019, les 3.000 hectares de plantations de la Cameroon Development Corporation (CDC), la plus grande entreprise agro-industrielle du Cameroun

³⁶³ GICAM, 13/09/2018, [url](#)

³⁶⁴ Source issue de la société civile ayant requis l'anonymat, entretien téléphonique, 29/05/2019

³⁶⁵ Source académique ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 01/06/2019

³⁶⁶ Source issue de la société civile ayant requis l'anonymat, entretien téléphonique, 29/05/2019

³⁶⁷ Source de la société civile, basée à Douala, ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 28/05/2019

³⁶⁸ Source académique ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 03/06/2019

implantée dans le Sud-Ouest, deuxième employeur du pays après l'État, sont désertés par les travailleurs par crainte des représailles des milices séparatistes qui ont imposé des opérations « villes mortes ». Vu l'insécurité, la CDC a été contrainte de réduire ses activités et de supprimer ses exportations³⁶⁹. Selon une source issue de la société civile contactée le 29 mai 2019, la CDC est la seule grande entreprise de la région et elle est à l'arrêt dans la plus grande partie de ses plantations. Selon cette source, les travailleurs ont quitté les plantations de peur de rencontrer les séparatistes ou les militaires qui les traitent « sans discernement ». Cette source affirme encore que les quelques autres entreprises de la région fonctionnent au ralenti du fait de « l'insécurité généralisée qui paralyse la mobilité des populations et l'activisme des entrepreneurs »³⁷⁰.

Le Cedoca a contacté une source issue du milieu académique et lui a demandé si les entreprises installées dans les régions anglophones poursuivent leurs activités malgré la crise ou si elles sont à l'arrêt. Dans un courrier électronique du 1^{er} juin 2019, cette source affirme ceci :

« [...] sur 1 511 entreprises créées dans ces deux régions depuis 2011, rares sont celles qui résistent au vent de la crise. Alors qu'on recense déjà près de 6 500 emplois perdus sur les sites agroindustriels en arrêt de production. Le Nord-Ouest représente environ 70% de la production nationale du café arabica, tandis que le Sud-Ouest fournit 45 % du cacao camerounais. A Buea, la Cameroon Development Corporation (CDC), le deuxième employeur du pays après l'Etat, est à l'arrêt (7 sites sur 29 sont encore fonctionnels) et les pertes sont évaluées à près de 35 milliards de francs CFA. La majorité des 22 000 employés sont en chômage technique depuis de longs mois. Il en est de même pour la PAMOL [société agro-industrielle produisant de l'huile de palme]. Il assiste à des enlèvements et exactions sur des employés, assassinats de travailleurs et de membres de leurs familles ; extorsions de fonds de la part d'amba boys, usines et sites de productions vandalisés, équipements volés ou brûlés, maisons d'habitation pour cadres et employés et véhicules de transport vandalisés ou incendiés, plantations, notamment d'huile de palme, et pépinières pillées. Les entreprises sont donc clairement une cible de l'insurrection. certaines entreprises recourent à la protection de l'armée contre paiement. Je crois que c'est très informel mais les escortes militaires peuvent être sollicitées et rétribuées. Certains entreprises y recourent. Le secteur des hydrocarbures est clairement épargnés des sabotages en raison d'une protection sécuritaire spéciale du BIR [sic] ».

D'après les deux sources renseignées *supra*, la Société nationale camerounaise de raffinage (Sonara) n'a pas subi jusqu'à présent d'interruption dans ses activités. Les deux sources expliquent la continuité des activités par le fait que de nombreuses installations militaires se trouvent dans la zone de Limbe où est implantée la Sonara et que cette dernière dispose de moyens sécuritaires fortement renforcés, notamment par le BIR³⁷¹.

Une source issue de la société civile basée à Douala donne encore les renseignements suivants dans un courrier électronique du 28 mai 2019 :

« Les entreprises établies à Buea, Limbe et Bamenda travaillent. Quelques entreprises comme celle qui travaille sur l'exploitation forestière à Kumba travaille tant bien que mal. Les chantiers routiers ont été interrompus. Les entreprises tel Tekca coco et chariot ont interrompu leurs activités depuis un bon moment dans le sud-ouest. L'une des entreprises brassicoles (Source du Pays) fonctionne grâce à d'énormes moyens déployer pour avoir la sécurité des forces de défenses et de sécurité [sic] »³⁷².

³⁶⁹ Jeune Afrique (Foute F.), 21/01/2019, [url](#) ; Jeune Afrique, 23/04/2019, [url](#)

³⁷⁰ Source issue de la société civile ayant requis l'anonymat, entretien téléphonique, 29/05/2019

³⁷¹ Source issue de la société civile ayant requis l'anonymat, entretien téléphonique, 29/05/2019 ; Source académique ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 01/06/2019

³⁷² Source de la société civile, basée à Douala, ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 28/05/2019

8.2. Impact humanitaire

Selon les Nations unies, les besoins humanitaires ont augmenté de manière importante avec la crise dans les régions anglophones. Les Nations unies considèrent qu'une personne sur six, en majorité des femmes et des enfants, soit 4,3 millions de personnes ont besoin d'une « assistance vitale » dans le Cameroun anglophone³⁷³.

Selon l'OCHA, l'accès de l'aide humanitaire aux populations en besoin est difficile. Les infrastructures sont visées et endommagées par les opérations armées dans le but d'empêcher la progression des forces adverses. De même, l'OCHA considère que les affrontements et l'insécurité qu'ils génèrent empêchent ceux qui en ont besoin d'atteindre les zones où ils peuvent recevoir une aide³⁷⁴.

L'OCHA relève que l'aide humanitaire souffre également d'un sous-financement qui empêche d'intensifier les interventions dans les zones touchées³⁷⁵. Selon l'ICG, les autorités camerounaises ont « initialement freiné l'assistance humanitaire internationale et se sont opposées à la présence des Nations unies ou des ONG humanitaires dans les régions concernées »³⁷⁶. Puis, en juillet 2018, à la suite de pressions des Nations unies pour un meilleur accès aux régions anglophones, le gouvernement a annoncé son propre plan d'assistance humanitaire d'urgence dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest³⁷⁷.

Dans un document publié en mai 2019, ICG rapporte également que l'aide aux personnes déplacées est rendue difficile par le fait qu'elles vivent dans des familles d'accueil ou dans des zones de brousse difficiles d'accès. L'ICG note également que l'aide humanitaire internationale se focalise sur les régions anglophones, où vivent trois quarts des déplacés et que les 86.000 déplacés dans les régions francophones (Douala et l'Ouest) et les milliers de déplacés non recensés à Yaoundé ne bénéficient pour la plupart pas d'une assistance³⁷⁸.

8.3. Accès aux services publics (éducation, services publics, soin)

8.3.1. Education

Selon l'OCHA, le conflit en zone anglophone fragilise sérieusement le système éducatif et a des conséquences négatives sur le droit des enfants à l'éducation³⁷⁹. HRW affirme qu'en raison des menaces qui pèsent sur les enseignants et les élèves ou en raison de leur soutien à la cause séparatiste, le taux de scolarisation a significativement chuté depuis le début de la crise anglophone³⁸⁰. L'accès aux établissements scolaires est empêché par les séparatistes et les enfants sont par conséquent dans l'impossibilité de fréquenter l'école³⁸¹. Des dizaines d'écoles ont en outre subi des dommages matériels, des pillages ou ont été détruites, les rendant non fonctionnelles³⁸². S'agissant des écoles encore fonctionnelles, l'OCHA relève qu'il existe des lacunes importantes en termes de matériel d'enseignement et d'apprentissage. Toujours selon l'OCHA, la perturbation de l'éducation fait

³⁷³ BBC, 25/01/2019, [url](#) ; OCHA, 21/02/2019, [url](#)

³⁷⁴ OCHA, 28/02/2019, [url](#)

³⁷⁵ OCHA, 21/11/2018, [url](#)

³⁷⁶ ICG, 02/05/2019, p. 4, [url](#)

³⁷⁷ ICG, 02/05/2019, p. 4, [url](#)

³⁷⁸ ICG, 02/05/2019, p. 4, [url](#)

³⁷⁹ OCHA, 05/2018, [url](#) ; OCHA, 01/2019, p. 7, [url](#)

³⁸⁰ HRW, 19/07/2018, [url](#)

³⁸¹ HRW, 19/07/2018, [url](#) ; AI, 12/06/2018, [url](#)

³⁸² OCHA, 01/2019, p. 7, [url](#)

courir aux enfants un plus grand risque d'exploitation, de mise au travail des enfants, de mariage précoce ainsi que de grossesse non désirée³⁸³.

Selon HRW, la plupart des écoles des régions Nord-Ouest et Sud-Ouest sont restées fermées la majeure partie du temps au cours de l'année scolaire 2016-2017 et la fréquentation des écoles a légèrement repris en 2018³⁸⁴. D'après les estimations faites par l'OCHA, environ 42.500 enfants d'âge scolaire étaient déscolarisés au début de l'année 2018³⁸⁵.

Le Cedoca a contacté une source issue de la société civile basée à Douala qui, dans un courrier électronique du 28 mai 2019, indique que, selon les informations mises à sa disposition, environ 80 % des écoles des régions anglophones sont en situation de fermeture³⁸⁶.

D'après une source issue de la société civile contactée par le Cedoca en mai 2019, la plupart des écoles implantées dans les zones rurales, qui constituent la majorité du territoire des régions anglophones, sont fermées. Dans les grandes villes, des écoles fonctionnent. C'est le cas notamment des écoles qui disposent d'un internat et dont les enfants ne sont pas exposés aux risques de violence sur le chemin entre leur domicile et l'établissement scolaire. D'après cette source, les enfants qui se rendent à l'école depuis leur domicile courent le risque d'être kidnappés en route. Cette même source ajoute que, pour poursuivre leur scolarité, certains enfants se rendent en zone francophone où ils s'inscrivent dans les lycées et des collèges qui disposent de sections bilingues. Ces écoles ont augmenté leurs effectifs pour créer des places pour les enfants de la zone anglophone. Selon ce contact, leurs démarches ne sont freinées que par les possibilités financières des familles³⁸⁷.

S'agissant des étudiants des universités, cette même source explique qu'un certain nombre d'entre eux tentent de quitter le pays pour poursuivre leurs études à l'étranger, notamment au Nigeria, en Afrique du Sud ou dans la péninsule arabique. D'autres s'inscrivent dans les universités de Douala et Yaoundé dont certaines facultés dispensent des cours en anglais. Cette possibilité est envisagée pour ceux qui ont de la famille en mesure de les héberger dans la zone francophone et qui disposent de suffisamment de ressources financières. Selon cette source, les autorités ne mettent aucun obstacle à leurs démarches pour accéder aux universités de la zone francophone. C'est la disponibilité des places qui restreint les possibilités mais aucunement leur origine anglophone. Au contraire, cette source est d'avis que l'inscription d'anglophones dans les universités de la zone francophone permet au pouvoir en place de minimiser l'ampleur de la crise³⁸⁸.

Le Cedoca a également contacté une source travaillant dans le milieu académique et lui a demandé quelles sont ses observations sur l'état de fonctionnement des établissements scolaires des deux régions anglophones. Dans un courrier électronique du 1^{er} juin 2019, cette source tient les propos suivants :

« [...] depuis la fin du mois de mai où ont commencé les examens du GCE [General Certificate of Education] bien qu'il y a une baisse globale du nombre de candidats dans les régions anglophones du fait du déplacement massif des candidats dans les régions francophones mais aussi de beaucoup d'abandons pour ceux qui n'ont pas de possibilité de se déplacer. Les statistiques du ministère de l'éducation indiquent qu'il y a 110 543 candidats en 2019, contre 133 104 candidats en 2018, soit une baisse de 17%. Les amba boys n'ont pas réussi à empêcher la tenue des examens dans les grands centres de Bamenda et Buea. Mais pour le dernier trimestre, notamment à Buea, la rentrée d'avril [2019] n'a pas eu lieu en raison du mot d'ordre de ville morte. Je dirais que l'école a repris

³⁸³ OCHA, 05/2018, [url](#)

³⁸⁴ HRW, 19/07/2018, [url](#)

³⁸⁵ OCHA, 05/2018, [url](#)

³⁸⁶ Source de la société civile, basée à Douala, ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 28/05/2019

³⁸⁷ Source issue de la société civile ayant requis l'anonymat, entretien téléphonique, 29/05/2019

³⁸⁸ Source issue de la société civile ayant requis l'anonymat, entretien téléphonique, 29/05/2019

mais dans une proportion vraiment infime. Pour pouvoir aller à l'école, les élèves doivent cacher leur tenue. Les choses se sont accélérées à l'issue de la décapitation d'un enseignant dont la tête a été jetée en plein carrefour à Bamenda en mai 2019. Des syndicats majoritairement anglophones (Cameroon teachers' trade union (Cattu), Teachers association of Cameroon (Tac), Battuc (enseignants de l'Eglise baptiste), Peattuc (enseignants de l'Eglise presbytérienne), Cewotu (enseignants du catholique) et Syndicat national autonome des enseignants du secondaire (Snaes) ce dernier étant le seul syndicat francophone ont lancé un appel à une cérémonie mortuaire pour Wountaï Voundou Olivier tout en dénonçant cet 'énième enlèvement, meurtre et cette fois-ci l'exécution et la mutilation rendues publiques en toute impunité' qui est une 'la terreur aveugle'. Ils appellent 'les autorités civiles, administratives et de maintien de l'ordre (à remplir) leurs missions de protection des citoyens et (éviter) de fermer les yeux sur les épreuves d'une population assiégée et livrée à des tueries insensées'. Ils ajoutent 'tous les citoyens de bonne volonté, soucieux du développement et de l'avenir de ce pays, commencent d'ores et déjà à mettre tout en oeuvre pour le retour de tous les enfants à l'école en septembre 2019, parce que nous ne saurions être les spectateurs passifs du sacrifice des enfants'. Ceci ressemble à un tournant puisque ces mêmes syndicats avaient lancé [le mouvement de grèves] en 2016 »³⁸⁹.

En amont de la rentrée scolaire 2019, le gouvernement camerounais a lancé une campagne nommée « back-to-school » dans le but de permettre aux élèves de retourner dans les écoles dont 80 % étaient fermées jusque-là³⁹⁰. Malgré des appels multipliés des autorités et de la société civile à la reprise des cours, les affrontements armés se poursuivent et la sécurité des enfants qui prendraient le chemin de l'école n'est pas assurée, selon The Guardian³⁹¹. Parallèlement, pour protester contre la condamnation à la prison à perpétuité de leur leader Sisiku Ayuk Tabe, les séparatistes ont décidé le 26 août 2019 de mener une nouvelle opération villes mortes de grande ampleur³⁹². En conséquence, la rentrée scolaire n'a pas eu lieu le 2 septembre 2019 dans les régions anglophones du Cameroun. D'après les propos tenus par Valentine Senna, secrétaire exécutif national du principal syndicat des enseignants anglophones (Cameroon Teachers Trade Union, CATTU), à RFI :

« Aucun élève de la région ne va à l'école, c'est la triste vérité. Nous avons près de 650 écoles dans le nord-ouest anglophone, il n'y en a même pas 13 au mieux 16 qui étaient ouvertes l'année dernière. Est-ce que l'on peut dans ce contexte parler d'éducation dans la région du nord-ouest ? Non ! C'est alarmant. En 2016, à peu près 44 000 élèves passaient le certificat d'études, l'année dernière, à peine plus de 4 000 ont passé l'examen. Quelle tournure va prendre l'année 2020 ? C'est une situation alarmante, et si le pouvoir ne s'assoit pas autour d'une table et trouve une solution à cette crise, je peux vous garantir qu'à la fin de l'année scolaire prochaine, le système éducatif sera totalement mort dans le nord-ouest et plus généralement dans les régions anglophones »³⁹³.

Selon une source issue du milieu académique contactée en septembre 2019 :

« [...] le mouvement d'interdiction de la reprise des cours est très suivi dans les zones rurales et les petites villes de la partie anglophone, certes un peu plus au nord-ouest qu'au sud-ouest. Les écoles fonctionnent dans le centre des capitales régionales, où les militaires sont présents. Ces élèves doivent y aller en civil pour ne pas être attaqués »³⁹⁴.

³⁸⁹ Source académique ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 01/06/2019 ; camer.be, 30/05/2019, [url](#)

³⁹⁰ UN News, 21/06/2019, [url](#)

³⁹¹ The Guardian (Maclean R.), 03/09/2019, [url](#)

³⁹² RFI, 03/09/2019, [url](#)

³⁹³ RFI, 03/09/2019, [url](#)

³⁹⁴ Source académique ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 09/09/2019

8.3.2. Administrations publiques

Selon une source issue de la société civile contactée le 29 mai 2019 par le Cedoca concernant l'état de fonctionnement des administrations et des services publics de la zone anglophone, 80 % des services publics des régions anglophones sont à l'arrêt. Les bureaux des services publics sont accessibles dans les villes comme Bamenda, Buea et Limbe mais les autres zones sont pratiquement toutes privées de services publics. Ce contact affirme que sur l'ensemble du territoire anglophone, les séparatistes imposent une fermeture obligatoire les lundis. Le reste du temps, le fonctionnement des services publics est sporadique. En fonction de l'expression de la violence, il arrive que les services soient fermés un jour où les bureaux sont censés être accessibles³⁹⁵.

À cette même question, dans un courrier électronique du 1^{er} juin 2019, une source issue du milieu académique va dans le même sens et explique ce qui suit :

« Le niveau de fonctionnement des administrations est très faible pour les raisons liées à la fois au volume de travail et à l'insécurité. L'injonction ambazonienne du 'country Sunday' est bien suivie. Il s'agit classiquement du lundi (ce qui fait théoriquement un weekend de trois jours) mais parfois les villes mortes durent pour plusieurs jours. C'est en général autour des fêtes nationales (8 mars, 11 février, 20 mai, etc.). Le cas de force majeure est acquis. Evidemment il y a un effet de secteur: les administrations déconcentrées, placées sous l'autorité du gouverneur ont un niveau de fonctionnement plus élevé. Au Sud-Ouest, le gouverneur a exigé en fin janvier [2019] une ouverture des services sous peines de sanctions disciplinaires, et certains s'y sont pliés (une minorité). Ce qui est constant, c'est que la masse de travail a été drastiquement réduite dans toutes les administrations. Les services qui fonctionnent sont des services extension des ministères déconcentrés (sous l'autorité du gouverneur). Les fonctionnaires sont soumis par les délégués régionaux et départementaux à des contrôles d'assiduité et sont obligés de venir au travail. Lorsqu'il y a même une simple rumeur de ville morte, les gens restent chez eux dans les deux régions. C'est du reste essentiellement à Buea, Limbé et Bamenda qu'il y a un peu d'activités. En dehors de ces trois villes, les activités sont quasi nulles en raison du fait que beaucoup de fonctionnaires se sont retirés des localités intérieures pour se réfugier soit dans ces trois villes soit hors des régions. Les gouverneurs des deux régions vivent l'un dans le Littoral, l'autre à l'Ouest [sic]»³⁹⁶.

8.3.3. Soins de santé

D'après le rapport de l'OCHA sur les besoins humanitaires au Cameroun de janvier 2019, l'accès aux soins de santé s'est également détérioré en raison de l'inaccessibilité de certaines zones à cause de l'insécurité, de la fuite du personnel de santé, de la destruction des infrastructures et du manque d'effectifs sur place³⁹⁷.

8.4. Liberté de mouvement

La liberté de mouvement des citoyens vivant dans les zones anglophones est largement impactée par le conflit. Dans une analyse des besoins humanitaires au Cameroun réalisée en janvier 2019, l'OCHA identifie l'insécurité, l'instauration de couvre-feu par les autorités, les opérations villes mortes imposées par les groupes armés et les points de contrôle officiels ou non instaurés par les deux parties comme autant de facteurs restreignant les possibilités de mouvement des populations³⁹⁸.

³⁹⁵ Source issue de la société civile ayant requis l'anonymat, entretien téléphonique, 29/05/2019

³⁹⁶ Source académique ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 01/06/2019

³⁹⁷ OCHA, 01/2019, p. 8, [url](#)

³⁹⁸ OCHA, 01/2019, p. 7, [url](#)

Dans un article paru en février 2019, Jeune Afrique a recueilli le témoignage d'un habitant de Buea, la capitale de la région du Sud-Ouest, qui illustre cette situation : « [o]n a peur de sortir, on a peur de prendre le bus. J'ai longtemps pensé que ça allait se calmer, alors on est resté, mais je commence à appeler la famille à Douala pour leur dire qu'on va venir. Il n'y a plus rien à faire ici »³⁹⁹.

8.4.1. Opérations villes mortes

Depuis décembre 2016, toutes les activités sont suspendues le lundi. Il s'agit d'une directive imposée par les séparatistes en guise de rébellion contre le gouvernement. Cette mesure implique que les commerces, les banques, les services publics et les marchés restent fermés⁴⁰⁰. Selon une source académique : « [l]es déplacements sont limités en raison de l'opération "ville morte" qui est hebdomadaire, tous les lundis mais dure parfois plusieurs jours en mode continu »⁴⁰¹. Cette source ajoute que « les villes mortes sont très respectées, de nombreuses boutiques ayant été incendiées du fait de leur ouverture »⁴⁰².

Le 26 août 2019, les séparatistes lancent une nouvelle opération villes mortes en guise de contestation à la suite de la condamnation à la prison à vie de Sisiku Ayuk Tabe et de ses coaccusés. Le boycott est envisagé jusqu'au 16 septembre 2019, avec deux pauses prévues les weekends du 7 au 8 et du 14 au 15 septembre 2019 pour permettre aux habitants de se ravitailler⁴⁰³. Dans un article paru dans Jeune Afrique le 26 août 2019, Franck Foute explique :

« Les rues des principales villes du Nord-Ouest et du Sud-Ouest sont désertes ce lundi 26 août. À Bamenda comme à Buea, les derniers habitants présents dans les deux capitales régionales anglophones, en proie à un conflit armée, sont restés calfeutrés chez eux »⁴⁰⁴.

Un témoin contacté par Jeune Afrique déclare :

« C'est pire que ces dernières semaines, où les activités étaient timides les jours de villes mortes (qui se déroulent généralement le lundi en zone anglophone). Contrairement aux autres lundis, il n'y a absolument personne dans les rues, même pas à l'intérieur des quartiers. Les menaces de représailles ont été prises très au sérieux »⁴⁰⁵.

Selon ce même article de Jeune Afrique, cette nouvelle opération de villes mortes provoque le départ vers la zone francophone d'un nombre important de personnes ne souhaitant pas être prises au piège par ce mouvement. En conséquence, une inflation des prix des transports est observée. Selon un passager qui s'est confié à Jeune Afrique :

« Le ticket de voyage entre Bamenda et Bafoussam est passé de 1 500 F CFA (environ 2,30 euros) à 6000 F CFA, il faut déboursier 6 000 F CFA supplémentaires pour quitter de Bafoussam pour Yaoundé. Soit un total de 12 000 F CFA pour une distance qui coûtait 6 000 F CFA il y a encore quelques jours »⁴⁰⁶.

8.4.2. Couvre-feu

Dans un courrier électronique du 29 mai 2019, une source issue de la société civile affirme qu'un couvre-feu a été instauré par les gouverneurs de Bamenda et Buea en novembre 2018 et impose alors

³⁹⁹ Jeune Afrique, 24/02/2019, [url](#)

⁴⁰⁰ Le Monde, 19/06/2017, [url](#) ; RFI, 06/08/2018, [url](#)

⁴⁰¹ Source académique ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 01/06/2019

⁴⁰² Source académique ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 03/06/2019

⁴⁰³ Jeune Afrique (Foute F.), 26/08/2019, [url](#)

⁴⁰⁴ Jeune Afrique (Foute F.), 26/08/2019, [url](#)

⁴⁰⁵ Jeune Afrique (Foute F.), 26/08/2019, [url](#)

⁴⁰⁶ Jeune Afrique (Foute F.), 26/08/2019, [url](#)

aux populations de rester chez elles entre 18 heures et 6 heures du matin. Selon cette source, le couvre-feu a ensuite été modifié et est actuellement actif entre 21 heures et 6 heures⁴⁰⁷.

Un article paru en juin 2019 dans Jeune Afrique indique qu'un couvre-feu avait été instauré en septembre 2018 par le gouverneur de la région Nord-Ouest dans le but de prévenir les attaques des milices séparatistes. Selon les restrictions imposées par le couvre-feu, les populations étaient tenues de rester chez elles entre 18h et 6h. Le 14 juin 2019, l'autorité administrative du Nord-Ouest a levé le couvre-feu et autorise à nouveau les déplacements entre 18h et 6h⁴⁰⁸.

Une autre source du milieu académique tient des propos un peu différents et explique qu'il n'existe pas actuellement un couvre-feu imposé par les autorités mais que les gens le respectent *de facto*. Cette source affirme ainsi que :

« [d]ans les capitales, il y a une présence militaire permanente surtout autour des édifices publics. Les échanges de coups de feu sont systématiques le soir et du coup à partir de 17 h les gens se précipitent chez eux. Les populations ont intégré le fait qu'on ne sort pas le soir. Toute la vie sociale a été ajustée (réunions diverses, tontines, réunions religieuses, etc., s'arrêtent vers 16 h). Ce n'est pas officiel mais de fait. Chacun sait qu'il doit être chez lui à partir de 17h. Le gouverneur avait cependant fixé une interdiction administrative depuis levée [sic] »⁴⁰⁹.

Une source issue de la société civile basée à Douala affirme la même chose. Selon cette source, il n'existe pas officiellement de couvre-feu mais « il est très difficile de trouver des personnes à l'extérieur à partir d'une certaine heure de la nuit »⁴¹⁰.

8.4.3. Axes routiers

Un article paru dans le Journal du Cameroun en juin 2018 décrit le blocage régulier des axes routiers reliant les villes des régions anglophones par les présumés sécessionnistes. Des barrages sont érigés le long de certaines routes paralysant le trafic pendant des jours et bloquant l'accès à des villes voire des départements. Ces actions immobilisent la population et les commerçants dans leurs activités quotidiennes⁴¹¹.

Selon l'ONG AMEF contactée par le Cedoca par courrier électronique en mars 2019, des checkpoints sont également dressés par les autorités. À cet égard, AMEF explique ce qui suit :

« Risk of movement due to high level of insecurity. Since many civilians have lost identification documents and majority being burnt in their houses, they are afraid to travel from one urban town to another for fear of intimidation and arrest in police check points. Courageous ones are forced to pay high sums of money in these police check points to get their way in to cities »⁴¹².

S'agissant des contrôles limitant la liberté de mouvement des citoyens vers ou en provenance de la zone anglophone, le Cedoca a sollicité l'avis de Maxime Bissay, président de la Maison des droits de l'homme du Cameroun (MDHC) et coordinateur de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT-Cameroun). Dans un courrier électronique envoyé le 15 avril 2019, cette source confirme que les contrôles sont effectifs et sont opérés tant par les forces de l'ordre que par les séparatistes. Voici ses propos :

⁴⁰⁷ Source issue de la société civile ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 29/05/2019

⁴⁰⁸ Jeune Afrique (Foute F.), 14/06/2019, [url](#)

⁴⁰⁹ Source académique ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 01/06/2019

⁴¹⁰ Source de la société civile, basée à Douala, ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 28/05/2019

⁴¹¹ Journal du Cameroun, 19/06/2018, [url](#)

⁴¹² AMEF, courrier électronique, 27/03/2019

« Les contrôles effectués par les séparatistes visent à dénicher les hommes en tenue (policier, gendarme ou militaire) et par occasion les francophones. En cas de prise de l'un d'eux, celui-ci est soit exécuté immédiatement, soit il est enlevé et conduit dans la forêt. Pour les contrôles effectuées [sic] par les forces de l'ordre, ils ciblent tous les voyageurs sans exception (du départ de la zone francophone vers la zone anglophone ainsi que du voyage de la zone anglophone vers la zone francophone). En réalité les forces de l'ordre cherchent à mettre la main sur tout suspect qui serait une menace. C'est pourquoi tous les ponts, par exemple, sont gardés de jour comme de nuit par les militaires afin d'éviter d'éventuelles attaques »⁴¹³.

8.4.4. Aéroports

Le Cameroun dispose de trois aéroports internationaux (Douala, Yaoundé-Nsimelen et Garoua) et de cinq aéroports secondaires (Maroua-Salak à l'extrême nord du pays, Ngaoundéré dans la province de l'Adamaoua, Bertoua à l'Est du pays, Bafoussam à l'Ouest et Bamenda dans le Nord-Ouest)⁴¹⁴.

8.4.5. Accès à la zone francophone depuis la zone anglophone

Selon Maxime Bissay, il n'existe pas une « volonté manifeste des autorités visant à empêcher les Anglophones à rejoindre la partie francophone »⁴¹⁵.

Concernant la question de la liberté de mouvement et notamment celle de quitter la zone anglophone pour rejoindre la zone francophone, le Cedoca a également contacté, en avril 2019, une source académique. Dans un courrier électronique du 16 avril 2019, cette source affirme qu'il existe une forte militarisation, tant par l'armée que par les sécessionnistes armés qui réclament une sorte d'impôt révolutionnaire mais que :

« [m]algré tout il est possible de sortir de ces régions. Entre Bamenda et Yaounde, il y a dix fois plus de contrôle [sic] que d'habitude (...). Le contrôle consiste à présenter sa pièce d'identité or certains sécessionnistes détruisaient systématiquement les pièces d'identité nationale. L'établissement de cette carte est longue et requiert par exemple la présentation de son acte de naissance que certains ont perdu. (...) Ce qui est clair, c'est le blocage du processus de délivrance des passeport (pour lequel la carte d'identité nationale est nécessaire). Depuis des mois, les passeports ne sont pas délivrés sous prétexte qu'il n'y a pas de papier spécial pour les faire. Je soupçonne une volonté d'empêcher les déplacements»⁴¹⁶.

Lors d'un entretien téléphonique réalisé en mai 2019, une source issue de la société civile explique également que les contrôles sont très fréquents sur l'ensemble des axes routiers de la zone anglophone. Cette source explique que sur une distance de 50 km, on peut être soumis à six ou sept contrôles, la moitié par les services de sécurité réguliers et l'autre moitié par les Amba boys. Les forces de sécurité exercent un contrôle d'identité. Les séparatistes se renseignent si les voyageurs ne constituent pas une menace pour eux. D'après cette source, les deux camps soutirent de l'argent aux voyageurs⁴¹⁷.

En septembre 2019, une source issue du milieu académique explique que « [à] la veille de la rentrée, des départs massifs hors de la région ont été observés. Certaines compagnies de transport ont été ciblés par des tirs ambazoniens pour empêcher les départs »⁴¹⁸.

⁴¹³ Bissay M., courrier électronique, 15/04/2019

⁴¹⁴ Aéroports du Cameroun, s.d., [url](#)

⁴¹⁵ Bissay M., courrier électronique, 15/04/2019

⁴¹⁶ Source académique ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 16/04/2019

⁴¹⁷ Source issue de la société civile ayant requis l'anonymat, entretien téléphonique, 29/05/2019

⁴¹⁸ Source académique ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 09/09/2019

8.4.6. Accès à la zone anglophone depuis la zone francophone

Possibilité d'accès

En septembre 2019, le Cedoca a contacté plusieurs sources afin de savoir s'il est possible d'accéder à la zone anglophone depuis la zone francophone. Les sources consultées s'accordent pour dire que le trajet est possible, en dehors des jours de villes mortes.

Ainsi, une source académique ayant requis l'anonymat a transmis les informations suivantes dans un courrier électronique daté du 9 septembre 2019 :

« le 'country Sunday' est toujours de rigueur et de manière continue - jusqu'au 16 septembre-. L'accès n'est donc pas possible certains jours en raison de 'villes mortes'. L'insécurité est le second facteur. Très peu de gens vont vers ces régions et en revanche, elles se sont vidées de leurs habitants »⁴¹⁹.

Dans un courrier électronique du 10 septembre 2019, une source issue de la société civile ayant requis l'anonymat va dans le même sens en utilisant les termes suivants :

« Yes. However, it is advisable to do so on days which have not been declared as 'ghost town' days or periods of 'lockdown' by the armed secessionist group. This is to avoid any unpleasant surprise in the form of attack or violence at their instance»⁴²⁰.

Le 16 septembre 2019, l'ONG AMEF explique dans un courrier électronique envoyé au Cedoca que l'accès aux villes de Bamenda et de Buea est possible mais de manière fluctuante. Ainsi, selon AMEF, l'accès à ces villes est difficile lors des opérations villes mortes et les « lockdowns » mais est possible en dehors de ces périodes⁴²¹.

Conditions sécuritaires

S'agissant des contrôles et des conditions de sécurité prévalant sur les routes à emprunter depuis la zone francophone vers la zone anglophone, une source issue de la société civile explique que les violences se produisent surtout les jours de villes mortes ou de « lockdown » :

« Avoid making the journey on a 'ghost town' day, or 'lockdown'. For now, it is on every Monday of the week. You will meet regular law enforcement officials on the way who control persons and goods but [...] you may fall into attacks or violence perpetuated by armed groups without any notice, particularly between Mile 14, 15, 16 and 17. These are small towns located at the entry into Buea. As concerns access to Bamenda, the same recommendations apply. Avoid 'ghost town' days, or 'lockdown' «s you may be a victim of unannounced attack or violence by armed groups between the town of Santa, about 40 Kilometres to Bamenda town, despite the regular movement of law enforcement officials on the public highway»⁴²².

Une source issue du milieu académique renseigne quant à elle les sections de route où se trouvent les principaux postes de contrôle :

« Entre Ndop et Babungo, les postes de contrôle de l'armée et des amba boys sont à quelques cinq kilomètres l'un de l'autre avec des sentinelles côté ambazonien qui renseignent sur les mouvements de militaires de Bamenda jusqu'à Kumbo [...]. Il y a cependant de moins en moins d'affrontements entre eux puisque à l'arrivée des forces régulières, les Boys se retirent en brousse. Entre Kumbo et Bamenda, il y a des postes de contrôle militaire à Bambili, Sabga, Ndop, Babessi. À la sortie de Bamenda, il y a trois postes de contrôle (Kwen Moto Park, Up Station, deux postes à Matazem). De

⁴¹⁹ Source académique ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 09/09/2019

⁴²⁰ Source issue de la société civile ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 10/09/2019

⁴²¹ AMEF, courrier électronique, 16/09/2019

⁴²² Source issue de la société civile ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 10/09/2019

temps en temps, les Boys font des sorties en tirant des coups de feu en l'air. Les Boys vivent des rackets, rapt, extorsion de biens [...]. Entre les régions, il y a des groupes très actifs qui rançonnent (par exemple à Santa dans le Nord-Ouest, qui est la dernière ville avant l'entrée à l'Ouest, risque de kidnapping). De nombreux contrôles mixtes tout au long du trajet jusque dans les régions frontalières (ouest, littoral) »⁴²³.

Densité de la circulation

Le Cedoca a également demandé des informations quant à la densité de la circulation sur les axes routiers menant vers les villes anglophones.

Le 9 septembre 2019, une source issue du milieu académique a répondu en substance que le trafic est peu intense vers la zone anglophone :

« Les mouvements sont essentiellement dans le sens de la sortie de ces régions. Les données d'affluence dans des agences de voyage le montrent clairement. Même les commerçants envoient désormais leurs marchandises sans se déplacer eux-mêmes, tout en se faisant racketter par les Boys. Les agences de voyages paient un tribut pour pouvoir circuler et certaines ont été suspendues par les Boys et d'autres ont vu leurs bus incendiés. Peu avant la rentrée, des coups de feu ont été tirés à l'agence Vatican de Bamenda. Ceci vaut pour le nord ouest [sic] et le sud-ouest »⁴²⁴.

Dans un courrier électronique du 10 septembre 2019, une source issue de la société civile explique que les routes vers le Sud-Ouest sont davantage empruntées que celles vers le Nord-Ouest :

« The density on the road to the South West Region with Buea as the Chief town is higher than that leading to the North West with Bamenda as the chief town. The reason is simple: The South West Region is the 'bread basket', offering several economic opportunities. It is also host to the National Oil Refinery Corporation (SONARA), and two giant agro-industries like the Cameroon Development Corporation (CDC), PAMOL and others. These Entities employ over 25,000 persons from both French and English speaking Cameroon. Limbe in the South West Region is a tourist destination par excellence, with her Botanic gardens and the very attractive beaches along the Atlantic coast. Finally, the South West has a tarred road of entry and it takes less than an hour from the French speaking city of Douala, while the road to the North West is long, it takes about 3 hours on a -not-too-good winding road, from Babadjou, the last main town from the French speaking area»⁴²⁵.

⁴²³ Source académique ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 09/09/2019

⁴²⁴ Source académique ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 09/09/2019

⁴²⁵ Source issue de la société civile ayant requis l'anonymat, courrier électronique, 10/09/2019

Résumé

Durant la période étudiée dans ce rapport, la zone anglophone a été le théâtre de fréquents affrontements entre les forces camerounaises et les différents groupes armés. Au cours de l'année 2018, de nouveaux mouvements plus radicaux et violents qui se revendiquent de la sécession et de la lutte armée ont émergé. Les observateurs (ICG, AI) considèrent qu'il existe actuellement une petite dizaine de groupes armés séparatistes qui disposent de plusieurs centaines de combattants. Il est difficile de les définir de façon précise tant leur leadership, leur composition et leurs signes de ralliement varient régulièrement. À côté de ces groupes principaux, d'autres groupuscules d'importance plus modeste sont également actifs dans les régions anglophones et se composent de quelques dizaines d'hommes. À la faveur de l'insécurité, des groupes purement criminels se sont développés et sévissent également dans la région.

Dans la poursuite de leurs objectifs, tant les forces camerounaises que les groupes séparatistes armés ont commis des violations des droits humains. Les séparatistes ont utilisé divers vecteurs de violence contre l'État camerounais et ses alliés présumés : embuscades armées, utilisation d'engins explosifs et pratique régulière d'enlèvements pour cibler les responsables gouvernementaux, les soldats, les chefs tribaux, les étudiants et les enseignants. En ce qui concerne les soldats et les agents de l'État, les enlèvements ont généralement été perpétrés à titre de mesure punitive. Dans les autres cas, les enlèvements commis par des sécessionnistes ont ciblé ceux qui ont marqué leur opposition ou ont désobéi aux injonctions des dissidents à suspendre leurs activités. À leur tour, les forces gouvernementales ont employé des stratégies telles que les détentions au secret, les exécutions extrajudiciaires, la torture et même la politique de la terre brûlée contre les sécessionnistes.

Les communautés civiles sont de plus en plus victimes des militants séparatistes et des forces de sécurité déployées dans la région. Au cours de la période étudiée, les pertes en vies humaines et les destructions de biens ont augmenté. Les ONG dénoncent les violations des droits humains commises tant par les forces de défense et de sécurité que par les groupes armés.

En raison de l'insécurité, l'éducation des enfants est compromise. Les étudiants des deux régions anglophones n'ont pas suivi les cours pendant deux ans. La population civile vit dans une situation humanitaire précaire, confrontée à la faim, à l'impossibilité de cultiver, au manque d'eau, à des difficultés de communication et, parfois, à la dislocation des familles. Les organismes d'aide humanitaire font face à des difficultés liées à un sous-financement et au faible accès aux zones impactées. La crise anglophone a déjà sérieusement entamé le tissu économique dans les régions où elle sévit. Elle a fragilisé différents secteurs tels que l'agro-industrie, les entreprises de télécommunication, de commerce et de distribution ainsi que le secteur agricole.

La désertion des villages et des villes augmente le nombre des réfugiés et des déplacés internes. Plus de 536.000 personnes issues des régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest se sont déplacées de manière interne. Environ 39.000 personnes ont déjà été recensées par le HCR au Nigeria. Parmi eux, nombreux sont ceux qui ont perdu leurs documents d'identité dans leur fuite et dans l'incendie de leurs villages.

La situation en zone anglophone s'est donc embourbée et les tensions risquent de perdurer en raison de la résistance de l'État camerounais et des sécessionnistes à un règlement négocié. L'ICG est d'avis qu'aucun des deux camps n'est en mesure de l'emporter militairement à court terme et dresse le bilan de 1.850 victimes depuis le début du conflit. Le dialogue entre le pouvoir central et les séparatistes est au point mort mais pourrait débiter à la fin du mois de septembre 2019 selon la volonté annoncée par le président Paul Biya le 10 septembre 2019.

Annexe

Liste des villages anglophones sévèrement affectés par le conflit (CHRDA)

“106 villages raided, 71 severely affected”

Since October 2017 after the first military raids, 106 villages have been raided, burned down, and their inhabitants have either partially or completely deserted the villages. 65 villages in the South West Region and 41 in the North West Region have been attacked, burned down partially or completely and deserted either completely or partially. Out of 65 affected villages in the South West Region, 45 are severely affected while out of 41 in the North West Region, 25 are severely affected.

SW

Mutengene	Dadi	Ikiliwindi	Bombele
Muea	Navas	Labonge	Bangele
Bolifamba	Ngali	Bekondo	KumuKumu
Ekona	Kumku	Kombone Mission	Mbalangi
Muyuka	Mamfe	Nganjo	Mofako Butu
Munyenge	Etoko	Kwa kwa	Nake
Ikata	Gurifen	Ekombe	Big Massaka
Camdev	Mbeme	Small Ekombe	Dipenda
Makende	Kembong	Bole Bakundu	Kumbe Balue
Bafia	Njeke	Foe Bakundu	Nguti
Yoke	Mambanda	Bokosso	Babensi
Azi	Kumba Town	Bai Panya	Etam
Menji	Konye	Bakumba	Tombel
Alou	Dipenda Bakundu	Big Mgbandi	Ebonji
Kajifu 1	Wone	Ediki	Mombo
Kajifu 2	Dikomi Bafaw	Kuke	Tali 1
			Tali 2

NW

Mbiame	Efah	Belo	Anjin
Kumbo	Mbengwi	Anjang	Acha
Djottin	Njinibi	Anyajua	Fuli
Bafut	Njindom	Djichami	Njinikom
Batibo	Nyen	Sho	Wombong
Ashong	Tudig	Ashing	Kikfuini
Bessi	Acha	Njinikedjem	Ngwo
Ambo	Zen	Baingo	Ngie
Guzang	Njikwa	Jinkuin	
Kugwe	Oshie	Ntungfe	
Teiben	Andek	Fundeng	

Centre for Human Rights and Democracy in Africa
CHRDA
promoting and protecting human rights and democracy

21 August 2018 © CHRDA

Bibliographie

Contacts directs

Authentique Memorial Empowerment Foundation (AMEF), ONG camerounaise de défense des droits des femmes et des filles active dans le Sud-Ouest, courriers électroniques, 27/03/2019, 16/09/2019, amefceciljoan@yahoo.com

Bissay M., président de la Maison des droits de l'homme du Cameroun (MDHC) et coordinateur de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT-Cameroun), courriers électroniques, 28/03/2019, 15/04/2019, bismax75@yahoo.com

Expert issu d'une ONG internationale ayant requis l'anonymat, entretien téléphonique, 01/04/2019, coordonnées non communiquées pour des raisons de confidentialité

Source issue du milieu académique ayant requis l'anonymat, courriers électroniques, 16/04/2019, 01/06/2019, 03/06/2019, 09/09/2019, coordonnées non communiquées pour des raisons de confidentialité

Source issue de la société civile ayant requis l'anonymat, entretien téléphonique, 29/05/2019, 10/09/2019, coordonnées non communiquées pour des raisons de confidentialité

Source issue de la société civile, basée à Douala, ayant requis l'anonymat, courriers électroniques, 28/05/2019, 03/06/2019, coordonnées non communiquées pour des raisons de confidentialité

Sources écrites et audiovisuelles

Actu Cameroun, *Cameroun – Crise anglophone: Les employés de la Cameroon Development Corporation reçoivent des menaces de mort*, 05/05/2018, <https://actucameroun.com/2018/05/05/cameroun-crise-anglophone-les-employes-de-la-cameroon-development-corporation-recoivent-des-menaces-de-mort/> [consulté le 22/02/2019]

Actu Cameroun, *Bamenda : un soldat de l'armée camerounaise au tribunal pour viol*, 24/07/2018, <https://actucameroun.com/2018/07/24/bamenda-un-soldat-de-larmee-camerounaise-au-tribunal-pour-viol/> [consulté le 28/03/2019]

Aéroports du Cameroun, *Aéroports*, s.d., <https://www.adcsa.aero/aeroports> [consulté le 03/06/2019]

Africa Times, *Cameroon bans Anglophone opposition groups; leaders arrested*, 18/01/2017, <https://africatimes.com/2017/01/18/cameroon-bans-anglophone-opposition-groups-key-leaders-arrested/> [consulté le 22/03/2019]

African Commission on Human and Peoples' Rights (ACHPR), *Resolution on the Human Rights Situation in the Republic of Cameroon - ACHPR/Res. 395 (LXII) 2018*, 09/05/2018, http://www.achpr.org/sessions/62nd_os/resolutions/395/ [consulté le 13/02/2019]

Afrique La Tribune (Vidzraku S.), *Crise au Cameroun : l'UE et les Etats-Unis s'inquiètent ; Yaoundé crie à l'ingérence*, 07/03/2019, <https://afrique.latribune.fr/politique/2019-03-07/crise-au-cameroun-l-ue-et-les-etats-unis-s-inquietent-yaounde-crie-a-l-ingerence-809962.html> [consulté le 19/03/2019]

Agbor Nkongho (@AgborNkonghoF), *106 villages raided, 71 severely affected. 65 villages in the South West Region and 41 in the North West Region. Out of 65 affected villages in South West Region, 45 are severely affected while out of 41 affected villages in North West Region, 25 are severely affected* [Twitter post], 21/08/2018, [consulté le 28/03/2019]

Agence France-Presse (AFP) via Jeune Afrique, *Au Cameroun anglophone, les séparatistes armés dans une logique de guérilla*, 17/02/2018, <https://www.jeuneafrique.com/532575/politique/au-cameroun-anglophone-les-separatistes-armes-dans-une-logique-de-querilla/> [consulté le 15/03/2019]

Agence France-Presse (AFP) via La Libre Afrique, *L'ONU « préoccupée » par la situation dans les régions anglophones du Cameroun*, 03/10/2018, <https://afrique.lalibre.be/25326/lonu-preoccupee-par-la-situation-dans-les-regions-anglophones-du-cameroun/> [consulté le 19/03/2019]

Agence France-Presse (AFP) via News24, *Nigeria pledges support to Cameroon over secession threat*, 06/02/2018, <https://www.news24.com/Africa/News/nigeria-pledges-support-to-cameroon-over-secession-threat-20180206> [consulté le 19/03/2019]

Ambazonia Governing Council (AGC) [site web], *About*, s.d., https://www.agcfreeambazonia.org/cms.php?id_cms=71 [consulté le 28/03/2019]

Ambazonia Governing Council (AGC) [site web], *Citizen registration*, s.d., https://www.agcfreeambazonia.org/cms.php?id_cms=60 [consulté le 28/03/2019]

Amnesty International (AI), *Cameroon: Amnesty report reveals war crimes in fight against Boko Haram, including horrific use of torture*, 22/07/2017, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2017/07/cameroon-amnesty-report-reveals-war-crimes-in-fight-against-boko-haram-including-horrific-use-of-torture/> [consulté le 02/05/2019]

Amnesty International (AI), *Cameroon. La libération de 289 personnes doit aboutir à la fin des détentions injustifiées*, 15/12/2018, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2018/12/cameroon-release-of-289-people-must-lead-to-end-of-wrongful-detentions/> [consulté le 21/03/2019]

Amnesty International (AI), *Cameroon. Violence meurtrière dans les régions anglophones*, 12/06/2018, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2018/06/cameroon-anglophone-regions-gripped-by-deadly-violence/> [consulté le 12/02/2019]

Amnesty International (AI), *Une tournure tragique. Violence et atteintes aux droits humains dans les régions anglophones du Cameroun*, 12/06/2018, <https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR1784812018FRENCH.PDF> [consulté le 21/02/2019]

Amnesty International (AI), *Cameroon. Les violences ne cessent de s'aggraver dans les régions anglophones*, 18/09/2018, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2018/09/cameroon-horrific-violence-escalates-further-in-anglophone-regions/> [consulté le 20/03/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *ACLED Codebook*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/2827> [consulté le 10/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *ACLED User Guide for Media*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/2820/> [consulté le 10/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) Codebook*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/2827/> [consulté le 20/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). Guide for Media Users*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/2820/> [consulté le 20/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Coding review Process*, 10/04/2019, <https://www.acleddata.com/download/3705/> [consulté le 21/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Continued Clashes between the Government and Anglophone Separatists in Cameroon Put Civilians at Risk*, 08/11/2018, <https://www.acleddata.com/2018/11/08/continued-clashes-between-the-government-and-anglophone-separatists-in-cameroon-put-civilians-at-risk/> [consulté le 15/02/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Crackdowns, "Ghost-Towns," and Violence against Civilians in Anglophone Cameroon*, 14/02/2019, <https://www.acleddata.com/2019/02/14/crackdowns-ghost-towns-and-violence-against-civilians-in-anglophone-cameroon/> [consulté le 15/02/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Curated data file - Africa: 4 May 2019*, s.d., <https://www.acleddata.com/download/2909/> [consulté le 10/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Data Africa*, via l'outil d'exportation, mise à jour consultée le 04/05/2019, <https://www.acleddata.com/data/> [consulté le 10/05/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Picking a fight - the rise of armed separatists in Cameroon*, 21/09/2018, <https://www.acleddata.com/2018/09/21/picking-a-fight-the-rise-of-armed-separatists-in-cameroon/> [consulté le 11/02/2019]

- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Regional overview – Africa 25 June 2018*, 25/06/2018, <https://www.acleddata.com/2018/06/26/regional-overview-africa-25-june-2018/> [consulté le 11/02/2019]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Regional overview – Africa 9 October 2018*, 09/10/2018, <https://www.acleddata.com/2018/10/09/regional-overview-africa-9-october-2018/> [consulté le 11/02/2019]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Regional overview – Africa 16 October 2018*, 16/10/2018, <https://www.acleddata.com/2018/10/16/regional-overview-africa-16-october-2018/> [consulté le 11/02/2019]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Regional overview – Africa 30 June 2018*, 30/10/2018, <https://www.acleddata.com/2018/10/30/regional-overview-africa-30-october-2018/> [consulté le 11/02/2019]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Regional overview – Africa 8 January 2019*, 08/01/2019, <https://www.acleddata.com/2019/01/08/regional-overview-africa-8-january-2019/> [consulté le 11/02/2019]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Regional overview – Africa 23 July 2019*, 23/07/2019, <https://www.acleddata.com/2019/07/23/regional-overview-africa-23-july-2019/> [consulté le 04/09/2019]
- Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), *Taking Stock: Abductions and Spreading Violence in the Ambazonian Separatist Conflict*, 29/03/2019, <https://www.acleddata.com/2019/03/29/taking-stock-abductions-and-spreading-violence-in-the-ambazonian-separatist-conflict/> [consulté le 03/04/2019]
- Balla, N., Mbe, M., *The crisis in Cameroon can still be resolved peacefully*, 07/10/2018, <https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/crisis-cameroon-resolved-peacefully-181007072249247.html> [consulté le 28/03/2019]
- British Broadcasting Corporation (BBC), *Augmentation des besoins humanitaires au Cameroun*, 25/01/2019, <https://www.bbc.com/afrique/region-46996996> [consulté le 22/03/2019]
- British Broadcasting Corporation (BBC), *Burning Cameroon: Images you're not meant to see*, 25/06/2018, <https://www.bbc.com/news/world-africa-44561929> [consulté le 28/03/2019]
- British Broadcasting Corporation (BBC), *Les États-Unis suppriment des aides militaires au Cameroun*, 07/02/2019, <https://www.bbc.com/afrique/region-47161733> [consulté le 21/03/2019]
- British Broadcasting Corporation (BBC), *Red Dragons and Tigers - Cameroon's English-speaking rebels*, 04/10/2018, <https://www.bbc.com/news/world-africa-45723211> [consulté le 20/03/2019]
- British Broadcasting Corporation (BBC), *Un hôpital attaqué dans la zone anglophone du Cameroun*, 12/02/2019 <https://www.bbc.com/afrique/region-47212432> [consulté le 10/04/2019]
- British Broadcasting Corporation (BBC), *Washington accuse Yaoundé de mener des "assassinats ciblés"*, 18/05/2018, <https://www.bbc.com/afrique/region-44174665> [consulté le 21/03/2019]
- British Broadcasting Corporation (BBC), *Cameroun : récoltes et maisons incendiées dans le Nord-Ouest*, 29/01/2019, <https://www.bbc.com/afrique/region-42854859> [consulté le 28/03/2019]
- British Broadcasting Corporation (BBC), *Désarmement des combattants Boko Haram au Cameroun*, 01/12/2018, <https://www.bbc.com/afrique/region-46413752> [consulté le 11/02/2019]
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *Bulletin Humanitaire Cameroun Numéro 08 | Edition Spéciale | Crise Nord-Ouest Sud-Ouest | Juin 2018*, 06/2018, <https://reliefweb.int/report/cameroon/bulletin-humanitaire-cameroun-num-ro-08-edition-sp-ciale-l-crise-nord-ouest-sud> [consulté le 20/03/2019]
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *Cameroun. Aperçu des besoins humanitaires*, 01/2019, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/cmr_hno_2019_vf_light.pdf [consulté le 03/04/2019]
- Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), *Un soutien international est urgent pour répondre aux besoins humanitaires au Cameroun*, 21/02/2019, <https://reliefweb.int/report/cameroon/un-soutien-international-est-urgent-pour-repondre-aux-besoins-humanitaires-au> [consulté le 22/03/2019]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Emergency response plan – Cameroon North-West and South-West – Summary*, 05/2018, <https://reliefweb.int/report/cameroon/emergency-response-plan-cameroon-north-west-and-south-west-summary-may-2018> [consulté le 27/02/2019]

- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon – North-West and South-West crisis : IDP population estimations*, 09/10/2018, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/cameroon_estimated_idp_population.pdf [consulté le 15/02/2019]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon: Insecurity and underfunding severely hamper scale-up of humanitarian response*, 21/11/2018, <https://www.unocha.org/story/cameroon-insecurity-and-underfunding-severely-hamper-scale-humanitarian-response> [consulté le 15/02/2019]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon: North-West and South-West Crisis Situation Report No. 2 - As of 31 December 2018*, 18/01/2019, <https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroon-north-west-and-south-west-crisis-situation-report-no-2-31-december-2018> [consulté le 03/04/2019]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon: North-West and South-West Situation Report No. 3 As of 31 January 2019*, 21/02/2019, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ocha_cameroon_situation_report_no3_final.pdf [consulté le 03/04/2019]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon: North-West and South-West Crisis Situation Report No. 4 - As of 28 February 2019*, 28/02/2019, <https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroon-north-west-and-south-west-crisis-situation-report-no-4-28-february-2019> [consulté le 10/04/2019]
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Cameroon: Humanitarian Snapshot North-West_South-West as of July 2019*, 26/08/2019, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/cmr_nsw_snapshot_july_2019_final1.pdf [consulté le 03/09/2019]
- Camer.be, *Crise anglophone : Que cesse la tuerie des enseignants !*, 30/05/2019, <https://www.camer.be/mobile/75085/11:1/cameroun-crise-anglophone-que-cesse-la-tuerie-des-enseignants-cameroon.html> [consulté le 03/06/2019]
- Cameroon Blog (Foumane A.), « ALL ANGLOPHONE CONFERENCE. » *Les activistes appellent au boycott de cette plateforme initiatrice de dialogue*, 27/07/2018, <https://cameroonblog.info/2018/07/27/all-anglophone-conference-les-activistes-appellent-au-boycott-de-cette-plateforme-initiatrice-de-dialogue/> [consulté le 18/02/2019]
- Cameroon Radio Television (CRTV), *Zones en conflit : Un décret sur le désarmement*, s.d., <http://www.crtv.cm/2018/12/zones-en-conflit-un-decret-sur-le-desarmement/> [consulté le 11/02/2019]
- Cameroon-info.net, *Cameroon - Crise anglophone: Le Ministre de la Defense Joseph Beti Assomo explique pourquoi Sissiku Ayuk Tabe et Cie restent en prison*, 17/12/2018, <http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-crise-anglophone-le-ministre-de-la-defense-joseph-beti-assomo-explique-pourquoi-sissiku-331944.html> [consulté le 21/03/2019]
- Cameroon-report.com, « All Anglophone Conference ». *On en reparle !*, 19/11/2018, <https://cameroon-report.com/societe/all-anglophone-conference-on-en-reparle/> [consulté le 18/02/2019]
- Cameroonvoice.com, *Cameroon: Des militaires se "vengent" en incendiant une localité dans la région anglophone du Nord-ouest*, 04/04/2019, <http://www.cameroonvoice.com/news/article-news-37600.html> [consulté le 16/05/2019]
- CameroonWeb, *Ambazonie: six sécessionnistes tués à Ndop*, 02/10/2018, <https://www.cameroonweb.com/CameroonHomePage/NewsArchive/Ambazonie-six-s-cessionnistes-tu-s-Ndop-447767> [consulté le 25/02/2019]
- CameroonWeb, *Torture d'un Général ambazonien: Paul Biya ordonne l'ouverture d'une enquête*, 16/05/2018, <https://www.cameroonweb.com/CameroonHomePage/NewsArchive/Torture-d-un-G-n-ral-ambazonien-Paul-Biya-ordonne-l-ouverture-d-une-enqu-te-439407> [consulté le 27/02/2019]
- Central Intelligence Agency (CIA), *The World Factbook – Cameroon*, 10/04/2019, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/cm.html> [consulté le 25/04/2019]

- Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA), *Le Cameroun, un pays profondément déstabilisé*, 05/10/2018, <https://africacenter.org/fr/spotlight/le-cameroun-un-pays-profondement-destabilise/> [consulté le 28/03/2019]
- Centre for Human Rights & Democracy in Africa (CHRDA), *Separatist and Ethnic Conflicts in Bangourain, Cameroon*, 26/12/2018, <https://chrda.org/2018/12/26/separatist-and-ethnic-conflicts-in-bangourain-cameroon/> [consulté le 28/03/2019]
- Centre for Human Rights & Democracy in Africa (CHRDA), *Upsurge of IDPs in Cameroon's Anglophone Regions*, 20/12/2018, <https://chrda.org/2018/12/20/upsurge-of-idps-in-camerouns-anglophone-regions/> [consulté le 10/04/2019]
- Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGVS / CGRA) - Cedoca, *Nota. ACLED: méthodologie*, 21/05/2019, https://www.cgra.be/sites/default/files/content/download/files/nota_acled-methodologie_20190521.pdf [consulté le 21/05/2019]
- Daily News Cameroon, *Cameroon: Outrage as women bury corpses in Bafut*, 31/01/2019, <https://www.dailynewscameroon.com/cameroon-outrage-as-women-bury-corpses-in-bafut/> [consulté le 22/05/2019]
- Ddw.com, *Cameroun : l'entreprise agricole CDC victime de la crise anglophone*, 29/06/2018, <https://www.dw.com/fr/cameroun-lentreprise-agricole-cdc-victime-de-la-crise-anglophone/a-44453090> [consulté le 22/02/2019]
- Heungoup H. de M., *Le BIR et la GP dans la politique de défense et de sécurité du Cameroun. Socioanalyse du rôle présidentiel, des concepts stratégiques et d'emploi des forces*, 2011, https://www.memoireonline.com/10/11/4888/m_Le-BIR-et-la-GP-dans-la-politique-de-defense-et-de-securite-du-Cameroun-Socioanalyse-du-rle-pr21.html [consulté le 28/02/2019]
- Equal Times (Atabong A.B.), *Les femmes et les enfants, premières victimes du conflit au Cameroun*, 03/10/2018, <https://www.equaltimes.org/les-femmes-et-les-enfants?lang=en> [consulté le 28/03/2019]
- European Commission's Directorate-General for European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations (ECHO), *Cameroon. Humanitarian Crises - January 2019 DG ECHO Daily Map*, 11/01/2019, <https://reliefweb.int/map/cameroon/cameroon-humanitarian-crises-january-2019-dg-echo-daily-map-11012019> [consulté le 22/02/2019]
- France 24, *Au Cameroun anglophone, une "sale guerre" qui prend de l'ampleur*, 04/05/2018, <https://www.france24.com/fr/20180504-cameroun-anglophone-une-sale-guerre-prend-lampleur> [consulté le 28/02/2019]
- Global Fire Power, 2018, https://www.globalfirepower.com/country-military-strength-detail.asp?country_id=cameroon [consulté le 10/04/2019]
- Global Observatory (Cummings R.), *Tenuous Security Situation and Need for Funds Fuel Abductions in Cameroon*, 08/11/2018, <https://theglobalobservatory.org/2018/11/tenuous-security-situation-need-funds-fuel-abductions-cameroon/> [consulté le 28/03/2019]
- Gouvernement du Cameroun, *Plan d'assistance humanitaire d'urgence dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest 2018-2019*, 20/06/2018, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/PLAN%20GOUVERNEMENTAL%20D%E2%80%99ASSISTANCE%20HUMANITAIRE%20D%E2%80%99URGENCE%20DANS%20LES%20REGIONS%20DU%20NORD-OUEST%20ET%20SUD-OUEST%202018-2019%20COPIE%20FINAL....pdf> [consulté le 28/02/2019]
- Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Berghezan G.), *Armes artisanales au Cameroun : urgence d'une législation cohérente pour encadrer des pratiques traditionnelles*, 04/04/2016, https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2016/NA_2016-04-04_FR_G-BERGHEZAN.pdf [consulté le 25/04/2019]
- Groupement inter-Patronal du Cameroun (GICAM), *Une enquête du GICAM révèle les impacts de la crise anglophone*, 13/09/2018, <https://www.legicam.cm/index.php/p/une-enquete-du-gicam-revele-l-impact-de-la-crise-anglophone> [consulté le 25/03/2019]
- House of Commons Library, *Briefing paper. The Anglophone Cameroon crisis : June 2018 update*, 06/06/2018, <https://researchbriefings.parliament.uk/ResearchBriefing/Summary/CBP-8331> [consulté le 28/02/2019]

Human Rights Research and Education Centre – University of Ottawa, *Human Rights and Humanitarian Situation in Anglophone Cameroon: How Can Canada Help?*, 30/10/2018, <https://cdp-hrc.uottawa.ca/en/october-30-human-rights-and-humanitarian-situation-anglophone-cameroon-how-can-canada-help> [consulté le 22/03/2019]

Human Rights Watch (HRW), « *Ces meurtres peuvent être stoppés* ». *Abus commis par les forces gouvernementales et par des groupes séparatistes dans les régions anglophones du Cameroun*, 19/07/2018, <https://www.hrw.org/fr/report/2018/07/19/ces-meurtres-peuvent-etre-stoppes/abus-commis-par-les-forces-gouvernementales-et> [consulté le 26/02/2019]

Human Rights Watch (HRW), *Cameroun : Les forces gouvernementales ont attaqué un village*, 10/04/2019, <https://www.hrw.org/fr/news/2019/04/10/cameroun-les-forces-gouvernementales-ont-attaque-un-village> [consulté le 18/04/2019]

Human Rights Watch (HRW), *Cameroun : Nouvelles attaques contre des civils menées par les forces de sécurité et par les séparatistes*, 28/03/2019, <https://www.hrw.org/fr/news/2019/03/28/cameroun-nouvelles-attaques-contre-des-civils-menees-par-les-forces-de-securite-et> [consulté le 28/03/2019]

Human Rights Watch (HRW), *Entretien : De l'huile sur le feu au Cameroun*, 19/07/2018, <https://www.hrw.org/fr/news/2018/07/19/entretien-de-lhuile-sur-le-feu-au-cameroun> [consulté le 28/02/2019]

Human Rights Watch (HRW), *Rapport mondial 2019 : Cameroun*, 24/01/2019, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2019/country-chapters/325496> [consulté le 08/04/2019]

Human Rights Watch (HRW), *World Report 2019 - Events of 2018. Country Summary – Cameroon*, 17/01/2019, <https://www.hrw.org/world-report/2019/country-chapters/cameroon> [consulté le 22/02/2019]

Human Rights Watch (HRW), *Cameroon: Killings, Destruction in Anglophone Regions*, 19/07/2018, <https://www.hrw.org/news/2018/07/19/cameroon-killings-destruction-anglophone-regions> [consulté le 20/03/2019]

Human Rights Watch (HRW), *Cameroun : Recours régulier à la torture et à la détention au secret*, 06/05/2019, <https://www.hrw.org/fr/news/2019/05/06/cameroun-recours-regulier-la-torture-et-la-detention-au-secret> [consulté le 07/05/2019]

Human Rights Watch (HRW), *Cameroun : Une provisoire détenue par des séparatistes armés*, 30/05/2018, <https://www.hrw.org/fr/news/2018/05/30/cameroun-une-provisoire-detendue-par-des-separatistes-armes> [consulté le 26/02/2019]

Human Rights Watch (HRW) (Mudge L.), *Les enlèvements sont devenus endémiques dans les régions anglophones du Cameroun*, 11/07/2019, <https://www.hrw.org/fr/news/2019/07/11/les-enlevements-sont-devenus-endemiques-dans-les-regions-anglophones-du-cameroun> [consulté le 04/09/2019]

Integrated Regional Information Networks (IRIN), *Cameroon's anglophone war, part 1: A rifle as the only way out*, 12/06/2018, <https://www.irinnews.org/special-report/2018/06/12/cameroon-s-anglophone-war-part-1-rifle-only-way-out> [consulté le 13/02/2019]

Integrated Regional Information Networks (IRIN), *Cameroon's anglophone war, part 2: Inside the separatist conflict*, 02/08/2018, <https://www.irinnews.org/special-report/2018/08/02/cameroon-s-anglophone-war-part-2-inside-separatist-conflict> [consulté le 14/02/2019]

Intégration, *All Anglophone Conference: Here we are !*, 27/11/2018, <https://journalintegration.com/all-anglophone-conference-here-we-are/> [consulté le 18/02/2019]

Intégration, *Crise anglophone : ces milices qui font face à l'armée*, 05/03/2018, <https://journalintegration.com/crise-anglophone-milices-face-a-larmee/> [consulté le 15/03/2019]

Interim Government of the Federal Republic of Ambazonia (IG) [site web], *Departments*, s.d., <https://www.ambazoniaqov.org/index.php/departments1> [consulté le 26/02/2019]

Interim Government of the Federal Republic of Ambazonia (IG) [site web], *Who we are?*, s.d., <https://www.ambazoniaqov.org/index.php/about-us/who-we-are> [consulté le 26/02/2019]

International Crisis Group (ICG), *10 Conflicts to Watch in 2019*, 28/12/2018, <https://www.crisisgroup.org/global/10-conflicts-watch-2019> [consulté le 11/02/2019]

International Crisis Group (ICG), *Cameroon's Anglophone Crisis: Dialogue Remains the Only Viable Solution*, 21/12/2017, <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/camerouns-anglophone-crisis-dialogue-remains-only-viable-solution> [consulté le 15/03/2019]

International Crisis Group (ICG), *Cameroon : Etat fragile ?*, 25/05/2010, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/cameroon-fragile-state> [consulté le 25/04/2019]

International Crisis Group (ICG), *Cameroon : la conférence générale anglophone mérite un soutien national et international*, 17/09/2018, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/cameroon-la-conference-generale-anglophone-merite-un-soutien-national-et-international> [consulté le 18/02/2019]

International Crisis Group (ICG), *Cameroon : la crise anglophone à la croisée des chemins*, 02/08/2017, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/250-camerouns-anglophone-crisis-crossroads> [consulté le 25/04/2019]

International Crisis Group (ICG), *Crise anglophone au Cameroun : comment arriver aux pourparlers*, 02/05/2019, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/272-crise-anglophone-au-cameroon-comment-arriver-aux-pourparlers> [consulté le 02/05/2019]

International Crisis Group (ICG), *Election présidentielle au Cameroun : les fractures se multiplient*, 03/10/2018, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/b142-election-presidentielle-au-cameroon-les-fractures-se-multiplient> [consulté le 13/02/2019]

International Crisis Group (ICG), *La crise anglophone au Cameroun : comment l'Eglise catholique peut encourager le dialogue*, 26/04/2018, <https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=5ae9749d4> [consulté le ?]

International Crisis Group (ICG), *Latest updates – Cameroon – April 2019*, 04/2019, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/April-2019> [consulté le 02/05/2019]

International Crisis Group (ICG), *Latest updates – Cameroon – December 2018*, 12/2018, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/december-2018#cameroon> [consulté le 28/03/2019]

International Crisis Group (ICG), *Latest updates – Cameroon – January 2019*, 01/2019, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/january-2019> [consulté le 22/02/2019]

International Crisis Group (ICG), *Latest updates – Cameroon – June 2018*, 06/2018, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/june-2018#cameroon> [consulté le 22/02/2019]

International Crisis Group (ICG), *Latest updates – Cameroon – March 2018*, 03/2018, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/march-2018#cameroon> [consulté le 22/02/2019]

International Crisis Group (ICG), *Latest updates – Cameroon – May 2018*, 05/2018, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/may-2018#cameroon> [consulté le 22/02/2019]

International Crisis Group (ICG), *Latest updates – Cameroon – October 2018*, 10/2018, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/october-2018> [consulté le 22/02/2019]

International Crisis Group (ICG), *Latest updates – Cameroon – September 2018*, 09/2018, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/september-2018> [consulté le 22/02/2019]

International Crisis Group (ICG), *Latest updates – Cameroon – June 2019*, 06/2019, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/june-2019> [consulté le 03/09/2019]

International Crisis Group (ICG), *Latest updates – Cameroon – August 2019*, 08/2019, <https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/august-2019> [consulté le 03/09/2019]

International Peace Institute, *Tenuous Security Situation and Need for Funds Fuel Abductions in Cameroon*, 08/11/2018, <https://theglobalobservatory.org/2018/11/tenuous-security-situation-need-funds-fuel-abductions-cameroon/> [consulté le 25/03/2019]

Jeune Afrique (Dougueli G.), *Cameroon : « Les cas de viol se multiplient en zone anglophone »*, 05/06/2019, <https://www.jeuneafrique.com/784714/politique/cameroon-les-cas-de-viol-se-multiplient-en-zone-anglophone/> [consulté le 04/09/2019]

Jeune Afrique (Foute F.), *Cameroun : le désarmement des milices sécessionnistes, nouveau casse-tête de l'État ?*, 05/12/2018, <https://www.jeuneafrique.com/678211/politique/cameroun-le-desarmement-des-milices-secessionnistes-nouveau-casse-tete-de-letat/> [consulté le 11/02/2019]

Jeune Afrique (Foute F.), *Cameroun : Paul Biya prête serment et promet aux sécessionnistes « la rigueur de la loi »*, 06/11/2018, <https://www.jeuneafrique.com/658883/politique/cameroun-paul-biya-prete-serment-et-promet-aux-secessionnistes-la-rigueur-de-la-loi/> [consulté le 22/02/2019]

Jeune Afrique (Foute F.), *Crise anglophone au Cameroun : Bamenda en proie au doute après la levée du couvre-feu*, 14/06/2019, https://www.jeuneafrique.com/789711/politique/crise-anglophone-au-cameroun-bamenda-en-proie-au-doute-apres-la-levee-du-couvre-feu/?utm_source=jeuneafrique&utm_medium=flux-rss&utm_campaign=flux-rss-jeune-afrique-15-05-2018 [consulté le 17/06/2019]

Jeune Afrique (Foute F.), *Crise anglophone au Cameroun : un général ambazonien échappe à une attaque de l'armée*, 03/01/2019, <https://www.jeuneafrique.com/698390/politique/crise-anglophone-au-cameroun-un-general-ambazonien-echappe-a-une-attaque-de-larmee/> [consulté le 22/03/2019]

Jeune Afrique (Foute F.), *Cameroun : les sécessionnistes et l'armée s'accusent mutuellement d'avoir incendié un hôpital à Kumba*, 12/02/2019, <https://www.jeuneafrique.com/733816/politique/cameroun-les-secessionnistes-et-larmee-saccusent-mutuellement-davoir-incendie-un-hopital-a-kumba/> [consulté le 10/04/2019]

Jeune Afrique (Foute F.), *Crise anglophone au Cameroun : la CDC au bord du gouffre ?*, 21/01/2019, <https://www.jeuneafrique.com/712432/politique/crise-anglophone-au-cameroun-la-cdc-au-bord-du-gouffre/> [consulté le 22/02/2019]

Jeune Afrique (Foute F.), *Cameroun : les sécessionnistes lancent une nouvelle opération controversée de « lockdown »*, 26/08/2019, https://www.jeuneafrique.com/820356/politique/cameroun-les-secessionnistes-lancent-une-nouvelle-operation-controversee-de-lockdown/?utm_source=jeuneafrique&utm_medium=flux-rss&utm_campaign=flux-rss-jeune-afrique-15-05-2018 [consulté le 03/09/2019]

Jeune Afrique (Foute F.), *Crise anglophone au Cameroun : vers une rentrée scolaire perturbée*, 30/08/2019, <https://www.jeuneafrique.com/822027/societe/crise-anglophone-au-cameroun-vers-une-rentree-scolaire-pertubee/> [consulté le 04/09/2019]

Jeune Afrique (Olivier M.), *Cameroun : Qui sont les sécessionnistes ?*, 27/01/2019, <https://www.jeuneafrique.com/maq/715489/politique/cameroun-qui-sont-les-secessionnistes%e2%80%89/> [consulté le 12/02/2019]

Jeune Afrique (Olivier M.), *Cameroun : Ekok, la ville que l'armée ne voulait pas laisser aux sécessionnistes*, 22/02/2018, <https://www.jeuneafrique.com/534890/politique/cameroun-ekok-la-ville-que-larmee-ne-voulait-pas-laisser-aux-secessionnistes/> [consulté le 12/02/2019]

Jeune Afrique (Olivier M.), *Cameroun : Paul Biya décide l'arrêt des poursuites contre 289 détenus de la crise anglophone*, 13/12/2018, <https://www.jeuneafrique.com/685725/societe/cameroun-paul-biya-decide-larret-des-poursuites-contre-289-detenus-de-la-crise-anglophone/> [consulté le 12/02/2019]

Jeune Afrique via AFP, *Le Cameroun lance un processus de désarmement dans les zones en conflit*, 01/12/2018, <https://www.jeuneafrique.com/676074/politique/le-cameroun-lance-un-processus-de-desarmement-dans-les-zones-en-conflit/> [consulté le 11/02/2019]

Jeune Afrique, *Cameroun : de nombreuses divisions fragmentent les séparatistes en zone anglophone*, 19/02/2018, <https://www.jeuneafrique.com/533245/politique/cameroun-de-nombreuses-divisions-fragmentent-les-separatistes-en-zone-anglophone/> [consulté le 12/03/2019]

Jeune Afrique, *Cameroun : la politique du BIR – JeuneAfrique.com*, 30/04/2013, <https://www.jeuneafrique.com/137589/politique/cameroun-la-politique-du-bir/> [consulté le 12/02/2019]

Jeune Afrique, *Le Nigeria extrade au Cameroun un dirigeant séparatiste anglophone*, 30/01/2018, <https://www.jeuneafrique.com/524743/politique/le-nigeria-extrade-au-cameroun-un-dirigeant-separatiste-anglophone/> [consulté le 15/03/2019]

Jeune Afrique, *Au Cameroun anglophone, séparatisme rime avec kidnapping*, 24/02/2019, https://www.jeuneafrique.com/740775/politique/au-cameroun-anglophone-separatisme-rime-avec-kidnapping/?utm_source=jeuneafrique&utm_medium=flux-rss&utm_campaign=flux-rss-jeune-afrique-15-05-2018 [consulté le 25/02/2019]

- Jeune Afrique, *Cameroun : S&P fait passer la perspective de « stable » à « négative »*, 23/04/2019, https://www.jeuneafrique.com/765328/economie/cameroun-sp-fait-passer-la-perspective-de-stable-a-negative/?utm_source=jeuneafrique&utm_medium=flux-rss&utm_campaign=flux-rss-jeune-afrique-15-05-2018 [consulté le 23/04/2019]
- Journal du Cameroun, *Anglophone General Conference postponed*, 11/08/2018, <https://www.journalducameroun.com/en/anglophone-general-conference-postponed/> [consulté le 18/02/2019]
- Journal du Cameroun, *Armed men attack GHS Bafut*, 11/05/2018, <https://www.journalducameroun.com/en/armed-men-attack-qhs-bafut/> [consulté le 26/02/2019]
- Journal du Cameroun, *Cameroon: 'Ambazonia General' killed in Lebialem*, 21/03/2019, <https://www.journalducameroun.com/en/cameroon-ambazonia-general-killed-in-lebialem/> [consulté le 22/03/2019]
- Journal du Cameroun, *Cameroon: 'Ambazonia General' killed in Matoh*, 24/01/2019, <https://www.journalducameroun.com/en/cameroon-ambazonia-general-killed-in-matoh/> [consulté le 12/03/2019]
- Journal du Cameroun, *Cameroon: Macron urges 'peaceful' end to crisis in English-speaking regions*, 19/05/2018, www.journalducameroun.com/en/cameroon-macron-urges-peaceful-end-to-crisis-in-englishspeaking-regions/ [consulté le 19/03/2019]
- Journal du Cameroun, *Cameroon: Mystery surrounds 'reported death of Ambazonia's Field Marshall'*, 02/01/2019, <https://www.journalducameroun.com/en/cameroon-mystery-surrounds-reported-death-of-ambazonias-field-marshall/> [consulté le 22/03/2019]
- Journal du Cameroun, *Crise anglophone : les Etats-Unis appellent à un arrêt immédiat des violences*, 14/12/2018, <https://www.journalducameroun.com/crise-anglophone-les-etats-unis-appellent-a-un-arret-immediat-des-violences/> [consulté le 19/03/2019]
- Journal du Cameroun, *Crise anglophone: de présumés sécessionnistes bloquent la route Buea-Kumba*, 19/06/2018, <https://www.journalducameroun.com/crise-anglophone-de-presumes-secessionnistes-bloquent-route-buea-kumba/> [consulté le 12/02/2019]
- La mémoire du Cameroun, *Ministère de la défense*, s.d., <https://www.osidimbea.cm/institutions/gouvernement/defense/> [consulté le 22/03/2019]
- La Nouvelle Tribune, *Cameroun : l'administration Trump sanctionne le régime de Paul Biya*, 07/02/2019, <https://lanouvelletribune.info/2019/02/cameroun-ladministration-trump-sanctionne-le-regime-de-paul-biya/> [consulté le 19/03/2019]
- Le Monde (Gwet Y.), « *Au Cameroun, le fédéralisme comme la décentralisation sont de mauvaises solutions* », 30/04/2018, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/04/30/au-cameroun-le-federalisme-comme-la-decentralisation-sont-de-mauvaises-solutions_5292709_3212.html [consulté le 10/04/2019]
- Le Monde (Kouagheu J.), *Au Cameroun, les négociations avec la partie anglophone dans l'impasse*, 03/01/2017, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/01/03/au-cameroun-les-negociations-avec-la-partie-anglophone-dans-l-impasse_5057153_3212.html#7PcleHSQSiVbbzjB.99 [consulté le 25/04/2019]
- Le Monde, *Au Cameroun, 32 morts lors d'un affrontement dans la région anglophone*, 29/05/2018, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/05/29/au-cameroun-32-morts-lors-d-un-affrontement-dans-la-region-anglophone_5306409_3212.html [consulté le 28/03/2019]
- Le Monde, *Cameroun : un lundi à Bamenda, ville morte où la colère est vive*, 19/06/2017, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/06/19/cameroun-un-lundi-a-bamenda-ville-morte-ou-la-colere-est-vive_5147494_3212.html [consulté le 03/06/2019]
- Nations unies (NU), *Communiqué de l'Équipe spéciale conjointe ONU-Union africaine chargée des questions de paix et de sécurité*, 25/09/2018, <https://www.un.org/press/fr/2018/sq2248.doc.htm> [consulté le 02/05/2019]
- Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR) (Cecilia Jimenez-Damary C.), *Cameroon: four priorities to strengthen protection for internally displaced persons*, 16/11/2018, https://www.ohchr.org/Documents/Issues/IDPersons/FourPrioritiestoStrengthenProtection_16November2018.pdf [consulté le 15/02/2019]

Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *High Commissioner's global update of human rights concerns*, 07/03/2018, <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=22772> [consulté le 11/02/2019]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), *Le Chef des droits de l'homme des Nations Unies profondément préoccupé par les rapports de graves violations des droits de l'homme au Cameroun*, 25/07/2018, <https://www.ohchr.org/fr/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23404&LangID=F> [consulté le 19/03/2019]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (OHCHR), *Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, s.d.*, <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/ConventionCED.aspx> [consulté le 12/03/2019]

Parlement européen, *Résolution du Parlement européen du 18 avril 2019 sur le Cameroun*, 18/04/2019, https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-8-2019-0423_FR.html [consulté le 02/05/2019]

Présidence de la République [site web], *Message du Chef de l'Etat à la nation à l'occasion de la fin d'année 2018 et du Nouvel An 2019*, 31/12/2018, <https://www.prc.cm/fr/actualites/discours/3279-message-du-chef-de-l-etat-a-la-nation-a-l-occasion-de-la-fin-d-annee-2018-et-du-nouvel-an-2019> [consulté le 12/02/2019]

Présidence de la République [site web], *Plan d'Assistance Humanitaire d'Urgence dans le Sud-Ouest et le Nord-Ouest*, 20/06/2018, <https://www.prc.cm/fr/multimedia/documents/6515-plan-d-assistance-humanitaire-d-urgence-nw-sw-20-06-2018> [consulté le 27/02/2019]

Radio France internationale (RFI), *Cameroun anglophone: nouvelle journée ville morte à Buea*, 06/08/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180806-cameroun-anglophone-journee-ville-morte-buea-signe-protestation> [consulté le 03/06/2019]

Radio France internationale (RFI), *Cameroun: situation toujours bloquée dans les zones anglophones*, 02/01/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190102-cameroun-anglophone-biya-icq-tanda-theophilus-crise> [consulté le 11/02/2019]

Radio France internationale (RFI), *Nigeria: crise humanitaire liée aux afflux de réfugiés camerounais*, 25/01/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180125-nigeria-crise-humanitaire-liee-afflux-refugiés-camerounais> [consulté le 19/03/2019]

Radio France internationale (RFI), *Cameroun anglophone: le tout sécuritaire ne suffit plus*, 22/06/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180622-cameroun-anglophone-assistance-plutot-le-tout-securitaire> [consulté le 15/03/2019]

Radio France internationale (RFI), *Cameroun anglophone: les chefs traditionnels libérés reçus par les autorités*, 04/08/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180804-cameroun-liberation-chefs-traditionnels-conflit-anglophone-paul-atanga-nji-cardinal> [consulté le 10/04/2019]

Radio France internationale (RFI), *Cameroun: des dizaines de maisons brûlées à Kumbo en zone anglophone*, 21/02/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190221-cameroun-dizaines-maisons-brulees-kumbo-zone-anglophone> [consulté le 28/03/2019]

Radio France internationale (RFI), *Cameroun: l'appel de l'ONU pour une aide humanitaire*, 28/03/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190328-cameroun-appel-onu-une-aide-humanitaire> [consulté le 01/04/2019]

Radio France internationale (RFI), *Libération de prisonniers au Cameroun anglophone: du «saupoudrage» pour les ONG*, 17/12/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20181217-cameroun-crise-anglophone-liberation-philippe-nanga-biya> [consulté le 15/02/2019]

Radio France internationale (RFI), *Cameroun: pas de rentrée scolaire dans deux régions anglophones*, 03/09/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190903-cameroun-pas-rentree-scolaire-deux-regions-anglophones> [consulté le 03/09/2019]

Radio France internationale (RFI), *"We aren't safe at all": Cameroonians flee English-speaking regions*, 27/08/2019, <http://en.rfi.fr/afrique/20190827-we-arent-safe-cameroonians-flee-english-speaking-regions-anglophone-crisis> [consulté le 04/09/2019]

Radio France internationale (RFI), *Crise au Cameroun anglophone: Paul Biya convoque un «grand dialogue national»*, 11/09/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190911-crise-cameroun-anglophone-paul-biya-convoque-grand-dialogue-national> [consulté le 11/09/2019]

Réseau camerounais des organisations des droits de l'homme (RECODH), *Strategy and pathways for effective dialogue based responses to the « Anglophone » crisis in the North West and South West regions of Cameroon*, 20/07/2018, <http://recodh.info/index.php/component/content/article/84-actualites/471-strategy-and-pathways-for-effective-dialogue-based-responses-to-the-anglophone-crisis-in-the-north-west-and-south-west-regions-of-cameroon?Itemid=437> [consulté le 25/04/2019]

Réseau des défenseurs des droits humains en Afrique centrale (REDHAC), *Crise sociopolitique « crise dite anglophone » dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun : Note de position du REDHAC*, 26/06/2018, <http://www.redhac.info/ressources.php?reference=ressource> [consulté le 20/03/2019]

Reuters (McAllister E.), *Exclusive: 'We are in a war' - Cameroon unrest confronted by army*, 08/02/2018, <https://www.reuters.com/article/us-cameroon-separatists-exclusive/exclusive-we-are-in-a-war-cameroon-unrest-confronted-by-army-offensive-idUSKBN1FS1Y8> [consulté le 14/02/2019]

Reuters, *Dozens killed in Cameroon's restive Anglophone region*, 26/05/2018, <https://www.reuters.com/article/us-cameroon-separatists/dozens-killed-in-camerouns-restive-anglophone-region-idUSKCN1R0GD> [consulté le 28/03/2019]

Solowayne, *The Identity of the Ambazonia Red Dragon Field Marshal has been exposed....His real NAME, AGE & BIRTH DAY, PHOTO OF WIFE & CHILD ETC*, 18/12/2018, <http://solowayne.com/the-identity-of-the-ambazonia-red-dragon-field-marshal-has-been-exposed-his-real-name-age-birth-day-photo-of-wife-child-etc/> [consulté le 22/03/2019]

The Guardian (Maclean, R.), *Cameroon: 79 pupils kidnapped from boarding school*, 05/11/2018, <https://www.theguardian.com/world/2018/nov/05/cameroon-pupils-kidnapped-boarding-school-bamenda> [consulté le 21/02/2019]

The Guardian (Maclean, R.), *The Cameroon pupils who risk being shot if they go back to school*, 03/09/2019, <https://www.theguardian.com/global-development/2019/sep/03/cameroon-pupils-risk-being-shot-back-to-school> [consulté le 03/09/2019]

The Guardian (Zongo P.), *'This is a genocide': villages burn as war rages in blood-soaked Cameroon*, 30/05/2018, <https://www.theguardian.com/global-development/2018/may/30/cameroon-killings-escalate-anglophone-crisis> [consulté le 14/02/2019]

United Nations children's fund (UNICEF), *Snapshot June 2019 Cameroon North-West and South-West Crisis*, 30/06/2019, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNICEF%20Cameroon%20NWSW%20Snapshot%20June%202019.pdf> [consulté le 03/09/2019]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Emergency update. Cameroonian refugee situation, Nigeria*, 02/2019, <http://reporting.unhcr.org/sites/default/files/UNHCR%20Nigeria%20%28Cameroon%20Situation%29%20Emergency%20Update%20-%20February%202019.pdf> [consulté le 25/03/2019]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Factsheet Cameroon. January 2019*, 01/2019, <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/67963> [consulté le 15/02/2019]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Factsheet Cameroon. March 2019*, 31/03/2019, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/unhcr_cameroun_factsheet_-_march_2019_.pdf [consulté le 04/04/2019]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *Plus de 30 000 réfugiés camerounais sont déjà arrivés au Nigéria, après avoir fui les violences*, 05/11/2018, <https://www.unhcr.org/fr/news/briefing/2018/11/5be55d6ea/30-000-refugies-camerounais-deja-arrives-nigeria-apres-fui-violences.html> [consulté le 19/03/2019]

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), *UNHCR Buea IDP Response Operational Update: North West and South West Regions*, 27/02/2019,

<https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/2019/02/UNHCR-Buea-Weekly-Operational-Update-27-02-February19.pdf> [consulté le 27/02/2019]

United Nations News (UN News), *Over 80 per cent of schools in anglophone Cameroon shut down, as conflict worsens*, 21/06/2019, <https://news.un.org/en/story/2019/06/1041071> [consulté le 03/09/2019]

United States Department of State (USDOS), *Country Report on Human Rights Practices 2018 - Cameroon*, 13/03/2019, <https://www.ecoi.net/en/document/2004141.html> [consulté le 21/03/2019]

Washington Post (Muvunyi F.) (Global Factiva), *Cameroon is melting down — and the United States couldn't care less ; The death of an American missionary reminds the West of its failure to rein in a dictator*, 01/11/2018, https://global.factiva.com/ha/default.aspx#!/?&_suid=155075535457506500492074555453 [consulté le 21/02/2019]